

LE MAG
2026

POUR UNE
STRATÉGIE
AFRIQUE
2030



**Toute
l'Afrique
en 54 fiches**

l'Opinion

ISBN - 978-2-37052-010-4 • 30 €



Au cœur des transformations de l'Afrique



OPÉRATEUR LOGISTIQUE MULTIMODAL

AGL est l'opérateur logistique de confiance en Afrique, offrant des solutions logistiques, portuaires, maritimes et ferroviaires. Avec plus de 23 000 collaborateurs présents dans 51 pays, AGL s'appuie sur son expertise développée pour fournir des services sur mesure et innovants à ses clients africains et internationaux.

L'ambition d'AGL est de contribuer durablement à la transformation de l'Afrique. AGL est également présent en Haïti, au Timor oriental, en Indonésie et à Dubaï.



www.aglgroup.com



Le partenaire de confiance de la logistique multimodale



Port

- 24 concessions portuaires
- 18 terminaux à conteneurs
- 7 terminaux RoRo
- 1 port fluvial



Logistique

- 135 sites : Entrepôts de logistique contractuelle (700 000 m²)
- 294 sites : CFS / entrepôts de marchandises (930 000 m²)
- Connaissance approfondie des processus douaniers et des réglementations commerciales
- Conformité avec les normes internationales les plus strictes



Maritime

- 66 ports secs
- 2 chantiers navals
- 74 agences maritimes
- 10 millions de tonnes de marchandises



Rail

- 2 concessions ferroviaires
- 2 039 km de réseau ferroviaire
- 900 000 passagers transportés chaque année
- 2,3 millions de tonnes de fret transportées chaque année

**CHIFFRES
CLÉS**



51 PAYS



+ 23 000 COLLABORATEURS

ÉDITO

Avancer avec l'Europe 6

ACTUALITÉ

La nécessaire refondation de la stratégie française 8

ANALYSE ÉCONOMIQUE

PAR ZONE ET PAR PAYS

Les résultats de l'enquête Cian 14

Afrique du Nord 22

Afrique de l'Ouest 32

Afrique centrale 54

Afrique australe et océan Indien 68

Afrique de l'Est 82

LES INTERVENANTS au forum *Investir en Afrique 2026* 94

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025 DU CIAN

En bref II

Le conseil d'administration III

Le Cian au service de ses membres IV

Activités des commissions en 2025 V

Les événements IX

L'équipe du Cian X



Cape Town, Afrique du Sud

Édité par BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU
8, rue Bellini, 75116 Paris
www.lopinion.fr
Actionnaire : Bey Médias SAS.

Président
Nicolas Beytout

RÉDACTION
Rédaction en chef :
Cécile Desjardins
cdesjardins@lopinion.fr

Ont collaboré à ce numéro :
Rémy Pigaglio
Rémy Darras
Samy Ghorbal

Secrétariat de rédaction :
Marion Osmont
Conception graphique :
François Quintin - SuzyLee

PUBLICITÉ & PARTENARIATS
Directrice générale adjointe de
Bey Médias Publicités :
Cécile Colomb
ccolomb@beymedias.fr

Exécution - administration
des ventes :
Delphine Boudjadi
dboudjadi@lopinion.fr

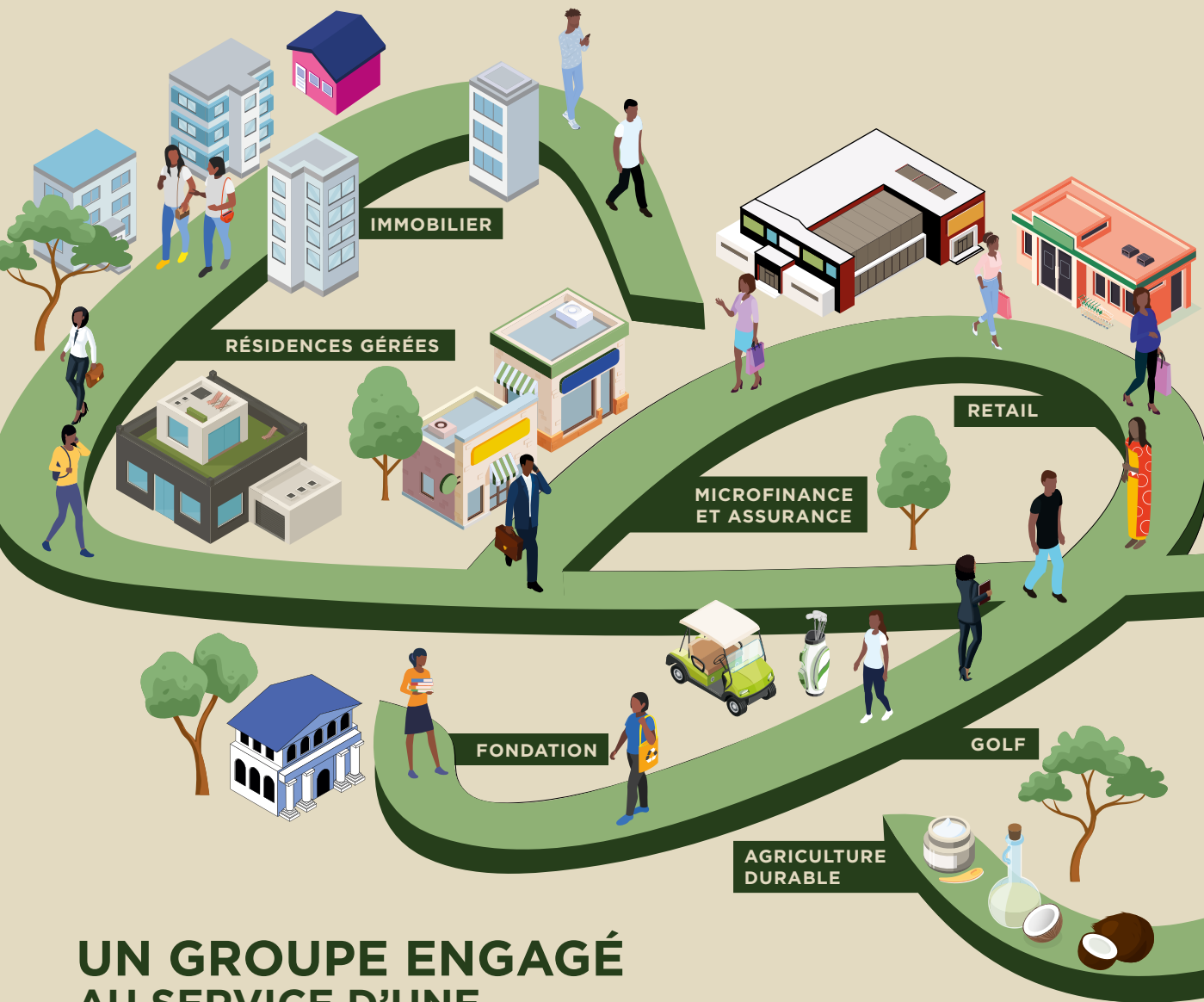
Visuels : AdobeStock

IMPRESSION :
La Gallote-Prenant
70 à 82, rue Auber
94400 Vitry-sur-Seine





GROUPE
DUVAL



UN GROUPE ENGAGÉ AU SERVICE D'UNE ÉCONOMIE INCLUSIVE, DURABLE ET SOLIDAIRE

Présent dans
10 PAYS
en Afrique

1 500
collaborateurs

400 M€
d'investissements

1,3 MILLION
de clients
accompagnés
en microfinance et
assurance



PAR ÉTIENNE GIROS
Président du Cian et de l'Ebcam

Avancer avec l'Europe

Plus que jamais, les défis de l'Afrique exigent des réponses d'ampleur : démographie galopante, lutte contre la pauvreté, besoins en infrastructures, transition écologique sont autant de transformations urgentes. De plus, l'Afrique est devenue un théâtre majeur de la compétition économique mondiale où toutes les puissances, anciennes ou nouvelles, s'affrontent. Aucun pays européen ne peut aujourd'hui prétendre répondre isolément et de manière pleinement efficace à ces défis. C'est donc au niveau européen que doit se penser l'action. Nous avons besoin d'une stratégie européenne pragmatique et lisible qui encourage le rapprochement des expertises européennes et qui joue résolument la carte des entreprises.

L'affaiblissement du multilatéralisme et du libre-échange, la montée du Sud global et les rivalités entre puissances conduisent à une nouvelle polarisation du monde. Dans ce contexte, les Européens et les Africains doivent cultiver leurs partenariats, avant tout économiques, pour manifester qu'ils sont des alliés naturels qui souhaitent avancer ensemble.

En Afrique, la France dispose d'atouts considérables : un maillage dense et ancien d'entreprises qui les place aux avant-postes, de grands groupes industriels, des capacités financières et d'ingénierie de haut niveau et un réseau diplomatique étendu. Mais ces forces gagneraient en impact si elles étaient combinées à celles d'autres pays européens.

Pour les pays africains, l'avantage est clair : bénéficier d'offres plus complètes et compétitives intégrant des transferts de compétences et de la formation dans le respect des priorités nationales. Une approche européenne coordonnée et appuyée par le Global Gateway renforcera également les capacités de financement des investisseurs. Réussir suppose toutefois de dépasser les anciens réflexes de concurrence intra-européenne et de corriger la lenteur et la complexité des procédures européennes. En associant pleinement les partenaires africains dès la conception des projets, les entreprises européennes doivent passer du stade de financeurs et de fournisseurs à celui de partenaires de co-développement.

C'est ainsi que l'Europe, la France et ses entreprises pourront s'imposer comme une force collective et crédible face aux grands acteurs mondiaux.





DES VÉHICULES PLUS SÛRS, PLUS PROPRES ET ACCESSIBLES



Avec plus de
260

concessions, CFAO Mobility
dispose du plus grand réseau
panafricain.

Ce visuel a été réalisé à l'aide d'une IA générative.

MOBILITY
GREEN INFRA
HEALTHCARE
CONSUMER

WITH AFRICA FOR AFRICA



Face à la diversification des partenaires des pays africains, la nécessaire refondation de la stratégie française

Place au pragmatisme. Les pays africains sortent des vieux tête-à-tête avec les anciennes puissances coloniales et saisissent les opportunités offertes par un ensemble de nouveaux partenaires. Si la Chine occupe désormais une place de premier plan, les pays du Golfe, la Turquie, la Russie ou encore l'Italie occupent le terrain. Finies les interventions militaires, la France, de son côté, veut faire des affaires et dispose de nombreux atouts.

Par Rémy Pigaglio

La séquence avait tout du symbole. Cinq mois après son arrivée au pouvoir, le “président de la Refondation” de Madagascar, Michaël Randrianirina, s’est rendu en visite officielle à Moscou, où il a rencontré Vladimir Poutine. Un voyage qui s’est déroulé... cinq jours avant sa première visite à Paris, où il a été reçu par Emmanuel Macron.

Un sens des priorités qui n’a échappé à personne et manifeste le rééquilibrage en cours à Antananarivo. En octobre dernier, la révolte de la « Gen Z » malgache a provoqué la chute du président Andry Rajoelina, qui a fui le pays dans un avion militaire français. Avec le nouveau pouvoir par intérim, qui doit organiser une élection présidentielle en 2027, c’en est fini du tête-à-tête avec Paris.

Une philosophie à l’image de la conversion d’une bonne partie du continent à un pragmatisme résolu, en particulier dans les pays francophones. Début 2024, le président de transition tchadien Mahamat Déby qualifiait à Moscou la Russie de « pays frère ». La France et son ancien fidèle allié tchadien étaient en froid. Pourtant, fin janvier 2026, Mahamat Déby, est reçu par son homologue français à l’Elysée. Dans un communiqué commun, les

deux chefs d’Etat ont insisté sur « la relance de la coopération tchado-française, dans un cadre renouvelé, fondé sur le respect mutuel, la souveraineté des Etats et la prise en compte des intérêts réciproques ». Même dynamique du côté de la Centrafrique. Le pays, où la France a gardé des intérêts pendant des décennies, faisant et défaisant les pouvoirs en place, s’est éloigné de Paris à partir de 2017-2018. Le président Faustin-Archange Touadéra a misé sur la Russie, accueillant les très controversés mercenaires russes de Wagner. La relation avec Paris était alors glaciale. Pourtant, en avril 2024, le chef de l’Etat centrafricain a opéré un rapprochement avec la France et effectué une visite à Paris.

Une présence russe avant tout sécuritaire

Les exemples se multiplient et illustrent la tendance pour les 54 pays du continent : la diversification des partenariats est en marche, avec une approche de plus en plus pragmatique. Et il s’agit, pour beaucoup, de tourner la page des relations exclusives avec les anciens pouvoirs coloniaux qui ont marqué l’ère post-indépendance.

Si la présence russe est souvent mise en avant, elle revêt avant tout une dimension sécuritaire. « Les Russes utilisent



Mahamat Déby reçu par Emmanuel Macron, à l'Elysée, le 4 octobre 2024 à l'occasion du sommet de la Francophonie à Villers-Cotterets (Aisne). © Sipa Press

néanmoins cette présence sécuritaire pour mettre un pied dans le pays puis exploiter les ressources naturelles, notamment minières», précise Philippe Gautier, directeur général du Medef International. Les relations économiques du pays avec le continent restent toutefois limitées. Certains pays ont bien sûr fait des choix radicaux. Au Sahel, le Mali, le Niger et le Burkina Faso maintiennent une posture de défiance vis-à-vis de Paris, au profit de la Russie. A l'inverse, le Cameroun de Paul Biya, 93 ans, entretient toujours une relation privilégiée avec la France. Mais la



Emeutes à Madagascar, le 30 septembre 2025 : des manifestants du mouvement « Gen Z » dans les rues de la capitale. © Sipa Press

tendance est à la mise en concurrence entre les différents partenaires.

D'un point de vue économique, le rouleau-compresseur chinois s'est forgé une place de choix. Les échanges entre la Chine et l'Afrique sont passés d'environ 10 milliards de dollars en 2000 à 348 milliards de dollars en 2025. « *La Chine est clairement devenue un acteur majeur du continent. Elle en est désormais le premier partenaire commercial,* » relève Philippe Gautier. Mais, le choix, longtemps présenté comme binaire, entre des partenariats occidentaux ou chinois, fait désormais partie du passé. Les pays africains savent désormais saisir les opportunités offertes par les pays du Golfe, la Turquie, ou encore des Etats africains comme le Maroc ou l'Afrique du Sud.

Des partenariats élargis

Entre 2012 et 2022, les pays du Golfe ont accumulé près de 100 milliards de dollars d'investissements directs étrangers (IDE) sur le continent, selon un rapport d'Afreximbank publié en 2024. Entre 2016 et 2024, le commerce entre les deux zones a plus que doublé. Les importations du Golfe en provenance d'Afrique sont passées de 28,3 milliards à 70 milliards de dollars. Les pays africains se tournent aussi vers le Golfe pour leurs financements, ▶

alors que l'aide publique au développement en provenance des pays occidentaux est en chute libre sous l'effet des décisions de Donald Trump et des contraintes budgétaires européennes. Signe de l'influence grandissante de ces Etats dans la région, le président malgache Michaël Randrianirina, s'est rendu à Abou Dhabi en janvier pour sa première visite officielle, avant même de se rendre à Paris ou à Moscou.

Mais cette présence accrue sur le continent a aussi des aspects troubles. L'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et le Qatar ne jouent pas que la carte économique. Au Soudan, meurtri par trois années de guerre civile, Riyad soutient l'armée dirigée par le général Bourhan, tandis qu'Abou Dhabi assure un appui aux Forces de soutien rapide (FSR) de Hemetti. Des jeux de puissance qui se font au détriment des populations et concernent aussi la Libye ou encore la Somalie. Une approche qui mêle enjeux économiques, politiques et militaires, également adoptée par la Turquie. En 2003, les échanges commerciaux de la Turquie avec le continent atteignaient seulement 5,4 milliards de dollars. En 2024, ils étaient de 32,8 milliards de dollars, rapporte l'agence officielle turque Anadolu. A l'image des pays du Golfe, la Turquie apporte un appui à des parties dans les conflits en Libye, au Soudan et en Somalie.

La multiplication des partenariats des pays du continent attire aussi des Etats européens traditionnellement moins présents sur la zone. Lancé à Rome en janvier 2024 par la cheffe du gouvernement italien Giorgia Meloni, le plan Mattei vise à renforcer la coopération de l'Italie avec le continent. « *Ce que l'Italie déploie dans le cadre du plan Mattei est assez prometteur. Le secteur privé italien est particulièrement impliqué, même si tout est encore très préliminaire* », observe Philippe Gautier. Le plan porte sur les relations économiques, mais aussi culturelles, sociales ou encore environnementales. « *Après les indépendances, les entreprises hexagonales ont été dans une situation de monopole dans les anciennes colonies françaises. A partir des années 1990, alors que la France continuait à faire le gendarme de l'Afrique, nos partenaires européens ont, eux, fait du business* », rappelle Antoine Glaser, journaliste spécialiste de l'Afrique. Les crises avec différents pays africains, notamment au Sahel, ont servi d'appel d'air. « *Les Européens se sont engouffrés dans le vide qui a été laissé, alors qu'ils n'envisageaient même pas, auparavant, de doubler la France dans ces pays* », poursuit Antoine Glaser.



Présentation du plan Mattei lors du sommet Italie-Afrique, le 20 juin 2025 à Rome. © Sipa Press



Ville de Nairobi, Uhuru Park. © Sipa Press

Selon Etienne Giros, président du Cian, l'émergence d'acteurs non-européens en Afrique peut toutefois être attribuée à une inertie des Européens. « *Si des pays non-européens développent leurs relations économiques avec le continent, ce n'est pas tant que leur stratégie est plus agressive. C'est surtout que les pays européens font preuve de tiédeur en raison du contexte international, avec la remise en cause du multilatéralisme, la multiplication des guerres...* », juge-t-il.

Un autre acteur a profité du retrait de la France : le Maroc. Le pays s'est rapproché des membres de l'Alliance des Etats du Sahel (AES), alors que des entreprises marocaines se sont implantées dans de nombreux pays africains au cours des quinze dernières années, en particulier en Afrique francophone. Un mouvement tiré avant tout par les banques et assurances du royaume chérifien. D'autres pays africains montent aussi en puissance, comme l'Afrique du Sud ou encore le Nigeria. Mais ils sont freinés par la très faible intégration régionale, due notamment à des contraintes logistiques. Une situation qui explique l'envergure prise par les partenariats avec des pays situés hors du continent. « *Il est nécessaire que le commerce intra-africain s'intensifie (16% aujourd'hui) pour*

accroître la puissance économique africaine et réduire les dépendances extérieures », relève Arnaud Arches, chargé notamment de l'Afrique de l'Est et de l'Union africaine au Medef International. Quant aux Etats-Unis, première puissance mondiale, ils entretiennent des liens privilégiés avec certains pays comme le Maroc ou l'Egypte, en raison des circonstances historiques. Mais les relations économiques avec le continent restent faibles, même si l'intérêt de l'administration Trump pour les minerais semble guider les initiatives américaines sur le continent.

Un sommet Afrique-France en zone anglophone

Face à la multiplication des concurrents, quelle approche doit adopter la France ? Le temps des relations privilégiées est largement révolu. « *Les présidents de la République successifs des dernières années adorent dire que la Françafrique n'existe plus. C'est bien le cas, et je crois qu'il faut désormais arrêter d'en parler !* », avance Etienne Giros. Après les tensions récentes avec les pays du Sahel, le Maroc ou encore la Centrafrique, « *Emmanuel Macron mise désormais sur la Realpolitik* », selon Antoine Glaser, au vu des rapprochements en cours.



Michaël Riandrianirina, président du Madagascar, reçu par Vladimir Poutine, le 19 février 2026 au Kremlin à Moscou (Russie). © Sipa Press

Selon le journaliste, « *les chefs d'Etat africains ont aujourd'hui le monde entier dans leur salle d'attente. Ils ne donnent plus la priorité à la France. Mais, si les Français ont quelque chose à leur apporter, ils le prendront* ». Paris veut mettre en avant ses relations de plus en plus étroites avec les pays d'Afrique anglophone et lusophone, en particulier en Afrique de l'Est. Symbole de cette dynamique, le traditionnel sommet Afrique-France, baptisé cette année « Africa Forward », aura lieu en mai à Nairobi, au Kenya : c'est la première fois qu'un pays anglophone accueille l'événement.

Même si les vieux réflexes de la Françafrique sont encore bien présents chez une partie des acteurs français, l'ère des interventions militaires françaises en Afrique pourrait définitivement relever du passé. La priorité est donnée aux relations d'affaires. « *La France est toujours active dans les pays francophones. Quand vous regardez leurs secteurs formels, les entreprises françaises ou créées par les Français occupent une place majeure* », décrit Philippe Gautier. La France est aujourd'hui le deuxième investisseur en Afrique, avec 58 milliards de dollars de stock d'IDE.

Entre 2015 et 2024, les exportations françaises ont néanmoins chuté de 9 %, à 26 milliards d'euros, mais la plupart des autres indicateurs sont au vert. Signe de l'évolution des priorités françaises, le stock d'IDE en Afrique de l'Est a cru de 101 % entre 2015 et 2023.

Selon le Cian, 5 000 entreprises françaises sont présentes sur le continent et emploient près de 700 000 personnes. Les échanges commerciaux entre Paris et le continent représentent 80 à 100 milliards d'euros par an ces dernières années. « *La place de la France reste très importante. Mais la frilosité des Européens est vraiment regrettable. Certes, les marchés africains restent encore limités, mais ils deviendront considérables dans les prochaines années. Dans dix ou vingt ans, l'Afrique sera le moteur de la croissance du monde entier. Il est crucial de parier sur l'avenir* », assure Etienne Giros.

De fait, la croissance économique et le dynamisme démographique offrent au marché africain des opportunités considérables. La population du continent, aujourd'hui de 1,5 milliard d'habitants, devrait atteindre 2,5 milliards en 2050. Certains pays affichent ces dernières années des résultats économiques remarquables, comme l'Ethiopie, le Bénin, le Nigeria, le Ghana, la Côte d'Ivoire, ou encore le Kenya, attirant les regards des investisseurs.

Pour Philippe Gautier, les atouts des entreprises françaises sont leur très grande connaissance du continent, la langue, la proximité, la responsabilité sociétale, ou encore une vision de long terme. Il milite pour une rénovation de la stratégie française : « *Cela fait dix ans que nous plaidons pour réorienter les investissements vers la création de chaînes de valeur continentales. Et il faut le faire en s'associant, de manière équilibrée, avec nos partenaires africains. L'aide publique au développement, ces dernières années, était davantage concentrée sur les infrastructures, mais ça n'a de sens que si c'est relié au développement de filières de transformation agricole, industrielle, ou encore minière* ». ■

LE 11 MAI 2026

AFRICA FORWARD

INSPIRE AND CONNECT



NAIROBI, KENYA

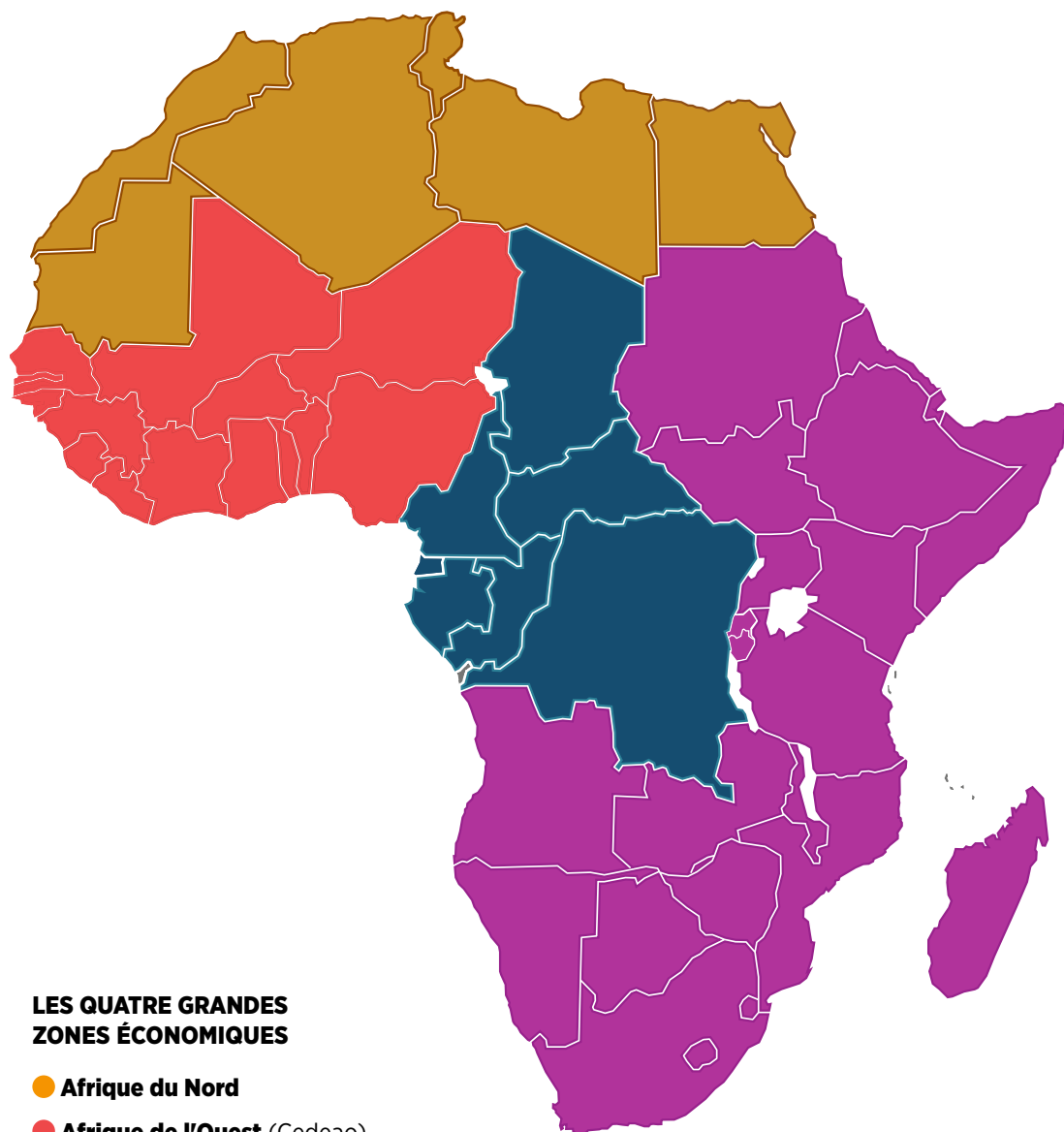
**LE RENDEZ-VOUS BUSINESS
DES LEADERS AFRICAINS ET FRANÇAIS**



**PRÉINSCRIVEZ-VOUS
DÈS MAINTENANT !**

[AF-INSPIRE-CONNECT.COM](https://af-inspire-connect.com)

LES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE CIAN



cartes : source ONU

Depuis 1979, le baromètre du Cian s'est imposé comme un instrument de référence pour appréhender la réalité économique du continent africain à travers le regard des entreprises internationales qui y sont implantées. Année après année, cette enquête fournit un retour de terrain précieux sur la conjoncture, l'évolution du climat des affaires et les perspectives d'investissement.

Dans un environnement mondial marqué par de nouvelles tensions économiques et géopolitiques, l'Afrique a une nouvelle fois démontré en 2025 une capacité notable de résilience. La croissance du continent s'est maintenue, voire accélérée, pour atteindre environ 4%, contre une moyenne mondiale proche de 3% selon le FMI. Plusieurs économies africaines figurent même parmi les plus dynamiques au monde. En Afrique de l'Est, l'Éthiopie et le Rwanda devraient ainsi dépasser les 7% de croissance en 2025 et 2026. L'Afrique de l'Ouest confirme également son dynamisme, avec la Côte d'Ivoire, le Bénin, la Gambie, la Guinée et le Sénégal attendus au-dessus de 6% en 2025.

Dans ce contexte globalement favorable, comment les dirigeants d'entreprises internationales perçoivent-ils la conjoncture sur le terrain ? Comment évolue l'activité de leurs filiales ? Et surtout, les réformes engagées ces dernières années pour améliorer le climat des affaires produisent-elles des résultats tangibles ?

Pour répondre à ces questions, le Cian a interrogé les responsables des filiales locales d'entreprises internationales à travers une enquête en ligne adressée à ses membres et à ses partenaires, notamment les chambres de commerce bilatérales et les conseillers du commerce extérieur de la France.

L'édition 2025 a recueilli 682 réponses provenant de 40 pays : 102 en Afrique du Nord, 222 en Afrique de l'Ouest, 128 en Afrique centrale, 230 en Afrique australe, orientale et dans l'océan Indien. Pour 29 États, le nombre de réponses permet une analyse détaillée présentée dans les fiches pays. Pour les autres, les résultats sont agrégés dans les analyses régionales.

Une activité qui marque le pas en 2025

La première partie de l'enquête porte sur l'évolution de l'activité des entreprises implantées en Afrique.

En 2025, 48% des dirigeants déclarent une hausse de leur chiffre d'affaires, tandis que 28% évoquent une stagnation. Si ces résultats restent globalement positifs, ils traduisent néanmoins un léger ralentissement par rapport à 2024, année durant laquelle 54% des entreprises avaient constaté une progression de leur activité. Les perspectives demeurent toutefois favorables : 57% des dirigeants anticipent une augmentation de leur chiffre d'affaires en 2026.

Derrière cette moyenne continentale se cachent cependant de fortes disparités régionales. En Afrique du Nord, la conjoncture apparaît nettement orientée à la hausse : 65% des dirigeants y constatent une progression de leur activité, notamment au Maroc, en Mauritanie et en Tunisie.

À l'inverse, l'Afrique centrale reste en retrait. Au Tchad, au Gabon ou au Congo-Brazzaville, moins d'un quart des entreprises interrogées déclarent une croissance de leur activité.

En Afrique de l'Est et en Afrique australe, la situation se rapproche de la moyenne continentale, avec toutefois quelques économies particulièrement dynamiques comme la Tanzanie, le Kenya ou le Mozambique. La situation apparaît plus contrastée en Afrique de l'Ouest. Le Nigeria et la Guinée affichent un fort dynamisme, notamment grâce au lancement de l'exploitation du gigantesque gisement de fer de Simandou. À l'inverse, après une année 2024 très dynamique, le Ghana, le Bénin et la Côte d'Ivoire connaissent un certain ralentissement, même si les perspectives pour 2026 restent favorables.

Le Sénégal constitue cette année un cas particulier. Les dirigeants interrogés décrivent un net ralentissement de l'activité : 56% d'entre eux déclarent une baisse de leur chiffre d'affaires et les perspectives pour 2026 demeurent prudentes. La découverte d'une « dette cachée » et le changement de gouvernement ont conduit les autorités à suspendre ou reporter plusieurs projets publics, ralentissant les paiements des contrats en cours et l'attribution de nouveaux marchés.

Des entreprises largement rentables

Malgré ces disparités, l'enquête confirme une tendance observée depuis plusieurs années : les entreprises internationales restent globalement profitables en Afrique.

En 2025, 48% des entreprises ont réalisé des bénéfices et 32% ont atteint l'équilibre. Au total, 81% des sociétés interrogées ne sont pas déficitaires. Ce résultat, légèrement inférieur à celui de l'année précédente, demeure néanmoins remarquable dans un contexte international instable.

Certaines économies se distinguent particulièrement. En Afrique du Nord, le Maroc et la Tunisie figurent parmi les marchés les plus profitables. En Afrique de l'Ouest, la Guinée, le Nigeria et le Ghana affichent également des performances élevées, avec plus de la moitié des entreprises bénéficiaires. Dans la région Afrique de l'Est et océan Indien, l'Ouganda, Madagascar et le Kenya arrivent en tête.

En Afrique centrale, région souvent jugée plus complexe, les résultats apparaissent contrastés. Si le Tchad, le Cameroun et la République centrafricaine restent en retrait, la situation est nettement plus favorable en République démocratique du Congo et en Angola, où respectivement plus de 70% et 60% des entreprises déclarent être profitables.

Où les entreprises investiront-elles en 2026 ?

Les intentions d'investissement confirment ces tendances. Les pays arrivant en tête sont l'Ouganda, la Guinée, le Maroc et Maurice. Fait plus inattendu, le Burkina Faso se hisse également parmi les destinations d'investissement. Les entreprises présentes de longue date dans le pays semblent avoir trouvé leurs repères dans le nouveau contexte politique et constatent une amélioration de leurs résultats. Le Kenya, le Bénin et l'Égypte complètent la liste des marchés où plus de la moitié des entreprises envisagent d'investir en 2026. À l'inverse, les perspectives apparaissent plus prudentes au Sénégal, au Congo-Brazzaville, au Mali ou encore au Tchad, où moins d'un tiers des entreprises prévoient de nouveaux investissements.

Un climat des affaires encore perfectible

Malgré ces signaux encourageants, l'Afrique continue de souffrir d'une image dégradée en matière de climat des affaires. Les gouvernements ont pourtant engagé ces dernières années de nombreuses réformes pour améliorer l'environnement économique.

Pour mesurer ces évolutions, l'étude du Cian évalue 39 critères couvrant les infrastructures, la gouvernance, l'environnement social et le coût des facteurs de production.

En 2025, l'appréciation globale du climat des affaires s'améliore légèrement, avec une note moyenne de 2,7 sur 5. Treize pays obtiennent une note supérieure à cette moyenne, cinq se situent autour de celle-ci et onze restent en dessous de 2,4. Comme les années précédentes, les pays d'Afrique centrale restent les moins bien notés, notamment la République centrafricaine, le Tchad et la RDC. À l'autre extrémité du classement, le Maroc prend cette année la première place, devant Maurice. L'île a en effet dû revoir à la baisse certaines incitations fiscales pour sortir de la liste grise du Groupe d'action financière (Gafi). Le Maroc, de son côté, présente un profil solide sur l'ensemble des critères et bénéficie du retour d'un accueil favorable aux investissements français.

Des infrastructures en amélioration progressive

Les investissements réalisés ces dernières années avec le soutien des différents bailleurs de fonds commencent également à produire des effets visibles en matière d'infrastructures.

Le réseau routier est désormais jugé très satisfaisant dans la plupart des pays d'Afrique du Nord, à l'exception de la Mauritanie où la couverture reste incomplète. Les pays d'Afrique australe sont également relativement bien équipés, même si le Mozambique et l'Angola accusent encore un certain retard. Les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest, comme la Côte d'Ivoire et le Bénin, poursuivent le développement de leurs infrastructures routières. En revanche, Madagascar et plusieurs pays d'Afrique centrale restent mal notés sur ce critère.

Le Cameroun, pourtant considéré comme l'une des locomotives de la région, fait lui aussi l'objet d'évaluations sévères.

Les ports, souvent développés avec des capitaux privés, figurent parmi les infrastructures les plus performantes du continent. Ceux du Maroc, du Ghana, du Bénin, du Togo, du Congo-Brazzaville ou encore de Djibouti bénéficient d'investissements importants et constituent des atouts majeurs pour les économies concernées.

Le transport aérien intérieur est également jugé globalement satisfaisant, avec des infrastructures parfois dimensionnées pour accompagner la croissance future.

Le point faible reste en revanche le réseau ferroviaire, largement insuffisant à l'échelle du continent. Deux exceptions se distinguent toutefois : le Maroc, qui a développé une ligne à grande vitesse, et le Kenya, qui a fortement investi dans son réseau sous l'impulsion de partenaires chinois.

Connectivité numérique et défis sociaux

Autre point positif : les réseaux téléphoniques et l'accès à internet obtiennent généralement de bonnes évaluations. Les progrès sont visibles sur l'ensemble du continent, où un véritable écosystème numérique contribue à l'ouverture de l'Afrique au reste du monde et stimule l'initiative entrepreneuriale. L'essor des start-up, souvent capables d'apporter des solutions concrètes à des problèmes du quotidien, impressionne les observateurs et pourrait faire émerger les grandes entreprises africaines de demain.

Certains pays, comme le Tchad ou la République centrafricaine, restent toutefois en retrait de cette dynamique. Par ailleurs, les coupures d'internet parfois décidées pour des raisons politiques constituent un facteur d'incertitude pour les entreprises et peuvent freiner la digitalisation de l'économie. L'électricité demeure également un défi majeur, en particulier dans les zones rurales des pays les plus pauvres. La situation reste particulièrement problématique en Afrique centrale, mais aussi au Mali ou à Madagascar. Même dans les grandes métropoles économiques, les coupures demeurent fréquentes dans de nombreux pays, obligeant les entreprises à recourir à des générateurs coûteux et peu compatibles avec les objectifs de transition énergétique.

Sur le plan social, les défis restent importants. La pression démographique pèse fortement sur les systèmes éducatifs et la qualité de la formation demeure une préoccupation majeure pour les entreprises, qui doivent souvent compléter elles-mêmes les compétences initiales de leurs salariés, voire créer leurs propres dispositifs de formation. Dans le même temps, le développement de l'enseignement supérieur et l'accès aux technologies numériques permettent à certains pays comme la Tunisie, Madagascar ou Maurice de se positionner comme des destinations attractives pour l'externalisation de services.

Les systèmes de santé hors des villes majeures d'Afrique du

Sud, sont souvent sous dimensionnés et les structures de soin insuffisamment équipées et dotées en personnel soignant. Des investissements commencent toutefois à émerger, par exemple au Nigeria, où de nouvelles infrastructures hospitalières voient le jour.

Une gouvernance encore critiquée

Les critères liés à la gouvernance figurent parmi les plus sévèrement évalués par les dirigeants d'entreprise.

Seuls quelques pays se distinguent par des appréciations relativement positives, notamment Maurice, le Maroc, le Bénin et l'Ouganda.

Le fonctionnement des systèmes judiciaires demeure également une source récurrente d'inquiétude pour les investisseurs, en raison notamment de la lenteur des procédures et du manque de prévisibilité de certaines décisions. Sur ce point, seuls le Maroc, le Bénin, l'Afrique du Sud, Djibouti, l'Ouganda et Maurice obtiennent des évaluations jugées satisfaisantes.

La relation avec l'administration fiscale constitue un autre motif fréquent de préoccupation. Dans plusieurs pays, les entreprises évoquent des contrôles jugés excessifs ou des redressements fiscaux d'un montant contesté, qui donnent lieu à de longues négociations avec les autorités. Ces pratiques, lorsqu'elles manquent de transparence ou de cohérence, contribuent à entretenir un sentiment d'insécurité juridique.

Plus largement, la question de l'intégrité des pratiques administratives demeure un sujet sensible pour les investisseurs internationaux. Si de nombreux Etats africains ont engagé ces dernières années des réformes visant à renforcer la transparence et la lutte contre la corruption, les entreprises estiment que leur mise en œuvre reste inégale. Les écarts entre les règles formelles et leur application effective peuvent encore créer des situations de concurrence biaisée et fragiliser la confiance des acteurs économiques.

Un potentiel toujours intact

Au total, le baromètre 2025 met en lumière à la fois les progrès accomplis et les défis persistants pour renforcer la compétitivité du continent et l'inscrire durablement dans les chaînes de valeur mondiales.

Pour les dirigeants interrogés, l'Afrique demeure un territoire d'opportunités. La créativité, la résilience et l'ambition de sa population constituent autant de facteurs d'optimisme. Dans ce contexte, les entreprises internationales ont tout intérêt à continuer d'explorer ces marchés. Avec une bonne connaissance du terrain, des partenariats locaux solides et une réelle capacité d'adaptation, il est tout à fait possible d'y développer des activités durables et rentables.

Car sur le continent africain, plus que jamais, les positions économiques de demain se construisent aujourd'hui. ■

Sandrine Sorieul, directrice générale du Cian

APPRÉCIATION DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note moyenne par pays

(ce panel porte sur 30 des 54 pays du continent)

	2024	2025
AFRIQUE DU NORD		
Algérie	3,2	3,2 →
Egypte	2,7	2,6 ↘
Maroc	3,7	3,9 ↗
Mauritanie	2,2	2,5 ↗
Tunisie	2,9	2,6 ↘
MOYENNE	2,9	3,0 ↗
AFRIQUE DE L'OUEST		
Bénin	3,3	3,1 ↘
Burkina Faso	2,7	3,0 ↗
Côte d'Ivoire	2,9	2,8 ↘
Ghana	2,7	2,7 →
Guinée Conakry	2,0	2,1 ↗
Mali	2,1	2,0 ↘
Niger	2,4	2,4 →
Nigeria	2,1	2,3 ↗
Sénégal	3,0	2,7 ↘
Togo	2,7	2,6 ↘
MOYENNE	2,6	2,6 →
AFRIQUE CENTRALE		
Cameroun	2,2	2,1 ↘
Congo Brazzaville	2,3	2,2 ↘
Gabon	2,3	2,2 ↘
Centrafrique	1,2	1,4 ↗
RD Congo	1,7	2,0 ↗
Tchad	1,7	1,5 ↘
MOYENNE	1,9	1,9 →
AFRIQUE AUSTRALE, ORIENTALE, OCÉAN INDIEN		
Afrique du Sud	3,1	3,2 ↗
Angola	2,6	2,5 ↘
Djibouti	3,1	3,1 →
Kenya	3,0	3,0 →
Madagascar	2,1	2,2 ↗
Maurice	3,9	3,4 ↘
Mozambique	2,5	2,2 ↘
Ouganda	2,6	3,3 ↗
Tanzanie	2,6	2,7 ↗
MOYENNE	2,9	2,9 →
AFRIQUE	2,6	2,6 →

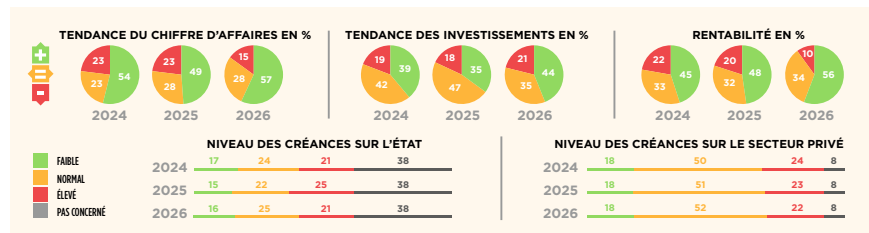
ACTIVITÉS DES ENTREPRISES 2025-2026

Enquête Cian porte sur l'évolution de cinq indicateurs sur les exercices 2024, 2025 et 2026 :

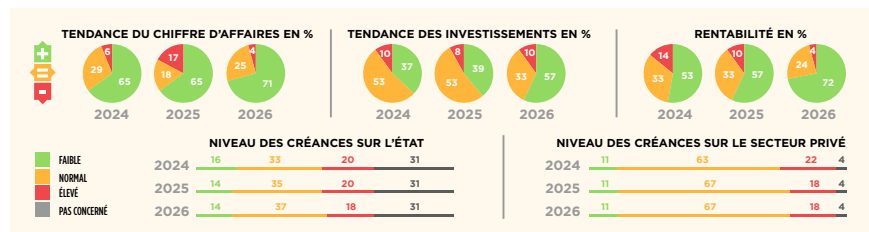
- chiffre d'affaires : croissance, stagnation, baisse ;
- investissements : augmentation, stagnation, diminution ;
- résultats : bénéficiaires, équilibrés, déficitaires ;
- niveau des créances sur l'Etat : élevé, normal, faible ;
- niveau des créances sur le secteur privé local : élevé, normal, faible.

Les graphiques suivants présentent les tendances par grandes zones géographiques, celles-ci étant ensuite détaillées pour chacun des 30 pays évalués cette année.

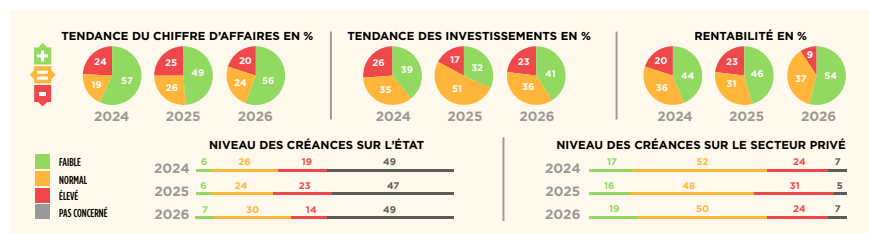
AFRIQUE CONTINENT



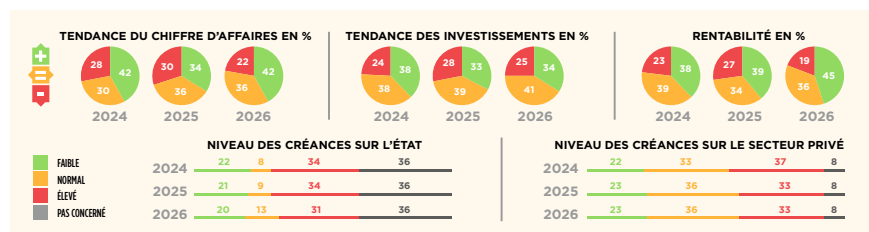
AFRIQUE DU NORD



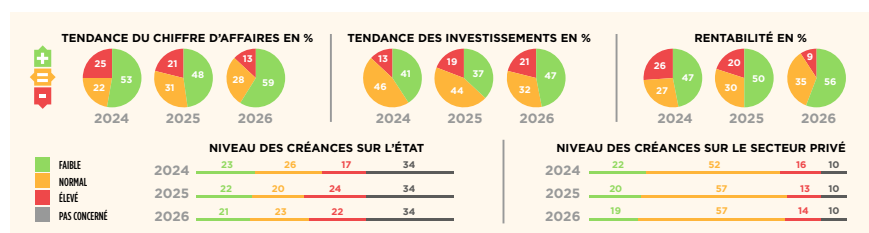
AFRIQUE DE L'OUEST



AFRIQUE CENTRALE



AFRIQUE AUSTRALE DE L'EST OCÉAN INDIEN



BAROMÈTRE CIAN 2025

	AFRIQUE DU NORD			AFRIQUE DE L'OUEST (CEDEAO)			AFRIQUE CENTRALE (CEMAC)			AFR. AUSTRALE, ORIENTALE & Océan Indien			ENSEMBLE DU CONTINENT		
	1	3	5	1	3	5	1	3	5	1	3	5	1	3	5
	Mauvais	Moyen	Satisfaisant	Mauvais	Moyen	Satisfaisant	Mauvais	Moyen	Satisfaisant	Mauvais	Moyen	Satisfaisant	Mauvais	Moyen	Satisfaisant
INFRASTRUCTURES															
Réseau routier			3,8			2,7			1,3			2,9			2,7
Réseau ferré		2,0			1,6			1,3			2,2			2,0	
Réseau portuaire		2,9			3,5			3,4			3,2			3,3	
Réseau aérien local		3,5			3,5			2,1			3,4			3,2	
Eau et assainissement		2,9			2,8			1,4			2,5			2,4	
Distribution électrique		3,2			2,6			1,2			2,8			2,5	
Réseau téléphonique		3,9			3,8			2,7			3,8			3,7	
Réseau Internet		3,8			3,7			2,7			3,7			3,6	
ADMINISTRATION															
Efficacité		2,1			2,6			1,5			2,2			2,1	
Incitation à l'investissement		2,4			2,4			1,5			2,6			2,3	
Douanes : tarifs		2,3			2,3			1,6			2,5			2,3	
Procédures de dédouanement		2,4			2,4			1,7			2,7			2,4	
Douanes : fraudes		2,5			1,9			1,3			2,4			2,1	
Environnement fiscal		2,6			2,1			1,5			2,3			2,2	
Système judiciaire : délais des procédures		1,7			1,9			1,2			2,3			1,9	
Équité des jugements		1,8			1,8			1,2			2,4			1,9	
Droit foncier		2,6			2,1			1,6			2,8			2,2	
ÉCONOMIE ET FINANCE															
Banques : qualité du secteur bancaire		3,9			3,2			2,8			3,8			3,4	
Accès et coût du crédit aux entreprises		2,8			1,9			1,8			2,8			2,4	
Financement des importations		3,5			2,5			2,1			3,0			2,8	
Fiabilité partenaires/interlocuteurs locaux		3,2			3,1			2,3			3,2			3,1	
Impact du secteur informel		2,2			2,0			1,4			2,5			2,1	
Niveau de corruption		2,4			2,0			1,2			1,9			1,9	
SOCIAL															
Encadrement : qualité et stabilité		3,4			2,6			2,2			2,9			2,9	
Main d'œuvre : qualité et stabilité		3,2			2,7			2,3			2,6			2,8	
Système de formation		2,9			2,2			1,5			2,3			2,3	
Taux d'absentéisme		3,3			3,3			2,8			3,2			3,2	
Droit du travail		2,9			3,1			2,7			3,3			3,1	
Sécurité des personnes		3,7			2,9			2,3			3,2			3,1	
Système de santé		2,7			2,0			1,5			2,5			2,2	
COÛT DES FACTEURS															
Énergie : électricité		3,3			1,5			1,8			2,8			2,3	
Énergie : fuel		3,8			2,8			2,2			3,4			3,0	
Télécommunications		3,7			2,9			2,2			3,4			3,1	
Main d'œuvre		4,1			3,7			3,1			3,8			3,7	
Transports routiers		3,6			2,8			1,9			3,1			2,9	
Transports maritimes		3,4			3,2			2,3			3,1			3,0	
Transports aériens		3,0			2,7			1,7			3,0			2,6	
DÉVELOPPEMENT DURABLE															
Protection de l'environnement		1,9			1,9			2,0			2,0			2,0	
Respect de l'humain		2,6			2,6			2,2			2,7			2,6	
NOTE MOYENNE	3			2,6			1,9			2,9			2,7		

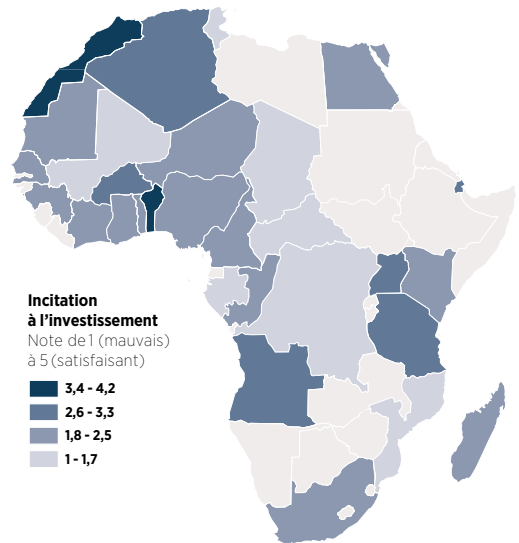
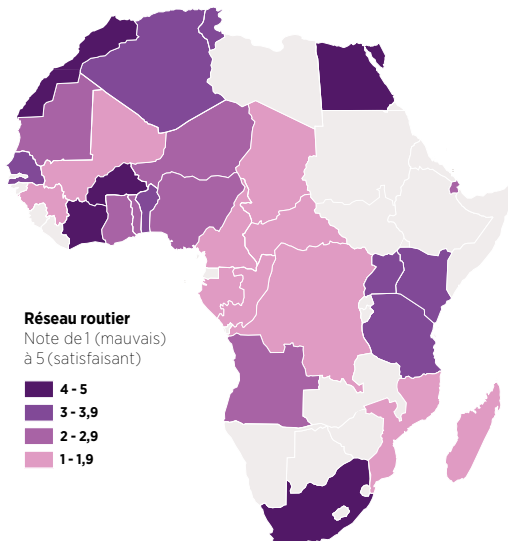
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES EN 2025

Dans l'enquête que le Cian a réalisée auprès des chefs d'entreprise, ces derniers étaient invités à se prononcer sur l'environnement des affaires dans les pays où ils exercent une activité selon 39 critères d'appréciation, les opinions allant de mauvais (1), moyen (3) à satisfaisant (5) au sein de sept domaines :

- infrastructures : 8 critères
- administration : 9 critères
- économie et finance : 4 critères
- social : 6 critères
- socio-culturel : 3 critères
- coût des facteurs : 7 critères
- développement durable : 2 critères

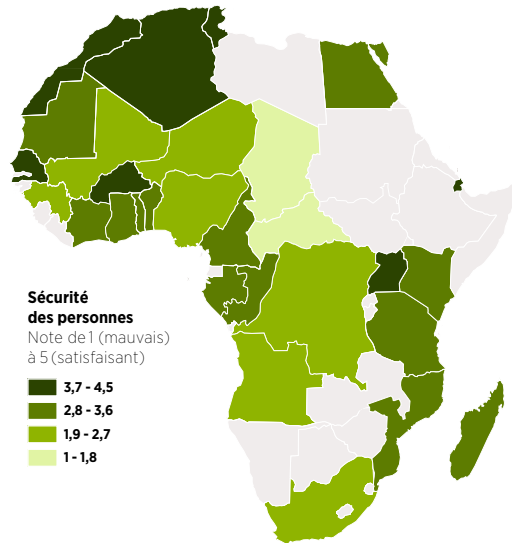
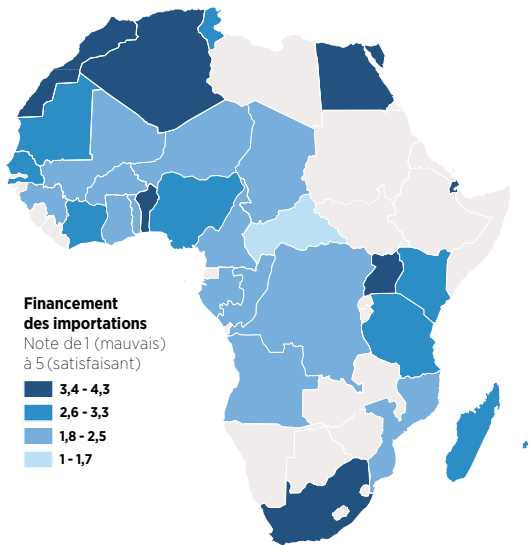
Le graphique général du Baromètre Cian présenté sur la page précédente rend compte de ces résultats par grandes zones géographiques. Les cartes figurant ci-dessous présentent les appréciations données sur quelques critères clés. Dans les fiches pays qui suivent, sont exposés les points forts et points faibles de l'environnement des affaires des 30 pays évalués cette année.

RÉSEAU ROUTIER



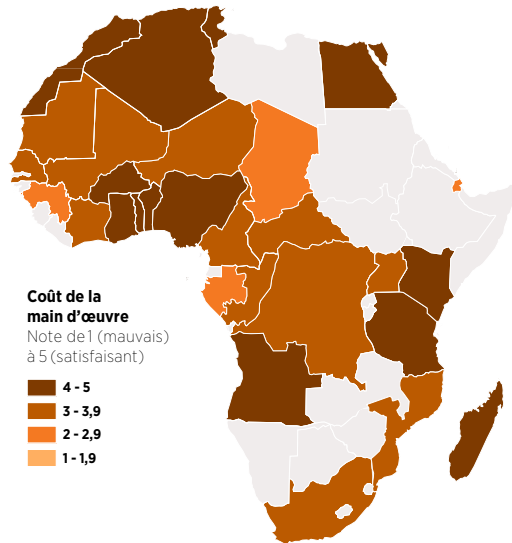
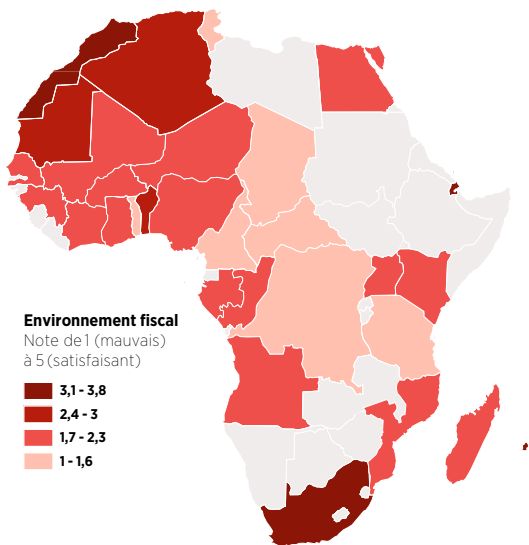
INCITATION À L'INVESTISSEMENT

FINANCEMENT DES IMPORTATIONS



SÉCURITÉ DES PERSONNES

ENVIRONNEMENT FISCAL



COÛT DE LA MAIN D'ŒUVRE

AFRIQUE DU NORD

Bénéficiant d'un environnement plus prévisible et de facteurs conjoncturels bien orientés, les économies de la région ont connu un rebond. L'hypothèse d'un réengagement américain dans le dossier du Sahara agite les chancelleries.



ALGÉRIE	26	MAROC	29
ÉGYPTE	27	MAURITANIE	30
LIBYE	28	TUNISIE	31

Données économiques des fiches pays - Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), Banque africaine de développement (BAD).

L'OMBRE PESANTE DE WASHINGTON



Ouarzazate, Maroc

La croissance en Afrique du Nord a fait mieux que résister en 2025. L'Égypte, première économie de la région et deuxième d'Afrique, a enregistré un net rebond (4,3%, contre 2,4% l'année précédente). Le Maroc a continué sur sa lancée (+4,4%), la Tunisie s'est légèrement redressée, à 2,5%, alors que l'Algérie a connu un léger tassement, à 3,4%. La Libye signe la meilleure performance, avec une progression de 15,6% du PIB, chiffre qui s'explique d'abord par la remise en service de champs pétroliers dont la production avait été interrompue par les troubles sécuritaires. Le recul de l'inflation, observé en 2024, se confirme. Il est particulièrement spectaculaire en Égypte (12,2%, contre près de 40% au plus fort de la crise, en 2022-2023). Il est palpable au Maroc (1,8% prévus). Il est aussi à l'œuvre en Tunisie (5,3% en 2025), même si le niveau des prix demeure structurellement plus élevé.

La baisse des matières premières, le rebond du tourisme et la vigueur des transferts de fonds de la diaspora ont contribué à la résilience des économies nord-africaines, qui bénéficient également d'un environnement plus prévisible,

contrairement aux pays du Proche-Orient et du Golfe, plongés dans une tourmente géopolitique depuis les attaques du 7 octobre 2023 et le cycle de ripostes israéliennes meurtrières qu'elles ont provoqué. La seule ombre à ce tableau concerne cependant l'Égypte. La reprise du trafic maritime par le canal de Suez y a été plus faible qu'attendue. Au second semestre 2025, le canal a généré 1,97 milliard de dollars de recettes, en hausse de 17,5%. Un niveau toutefois deux fois inférieur à celui des années 2022-2023, lorsque le trafic atteignait son apogée.

Conseil pour la paix

Les pays d'Afrique du Nord demeurent des partenaires économiques essentiels de la France sur le continent, avec des échanges commerciaux avoisinant les 39 milliards d'euros, dont 15 milliards avec le Maroc. Le solde global reste déficitaire, particulièrement avec la Tunisie (-1,8 milliard d'euros), mais, entre Paris et Rabat, le niveau tend à s'équilibrer, avec un léger avantage en faveur de la France (+360 millions d'euros, chiffre le plus élevé depuis 10 ans).

La crise politique entre la France et l'Algérie, ►

qui s'est exacerbée tout au long de l'année 2025, commence à impacter le partenariat économique. Les échanges ont reculé de 19%, à 9 milliards d'euros, avec une baisse dans les mêmes proportions des exportations et des importations. Certains signes encore discrets peuvent cependant laisser présager d'un apaisement dans les prochains mois.

La France, qui a appris à composer avec des concurrents économiques redoutables que sont désormais la Chine, l'Italie, la Turquie ou encore l'Espagne, fait face également à une érosion de son influence diplomatique. Au Maghreb comme en Egypte, tous les regards sont maintenant tournés vers Washington et vers l'imprévisible locataire de la Maison Blanche, Donald Trump. En première ligne, le président al-Sissi a conforté son statut d'allié indispensable, en pesant sur le processus de règlement de la guerre de Gaza et en accueillant, en octobre, à Charm-el-Cheikh, le Sommet pour la paix voulu par Donald Trump. Appuyée par les pays du Golfe, l'Egypte a réussi pour l'instant à éviter le scénario d'une « relocalisation » : le déplacement sur son sol d'une partie de la population de l'enclave de Gaza. Comme le Maroc, elle siègera en qualité de membre fondateur du nouveau « conseil

de la paix » imaginé par Donald Trump. Le roi Mohammed VI cultive lui aussi la relation spéciale de son pays avec l'Amérique. Les Marocains disposent, en la personne de Jared Kushner, le gendre du président américain, d'un relais privilégié. Le vote, en novembre, par le Conseil de sécurité des Nations unies, de la résolution 2797 qualifiant le plan d'autonomie marocain de « base sérieuse » pour une solution politique au conflit du Sahara occidental, marque pour eux une victoire diplomatique.

L'Algérie, alliée traditionnelle de Moscou et Pékin, est face à une partition plus délicate : maintenir un lien fort, notamment sécuritaire et énergétique, avec Washington, et canaliser les velléités de réengagement américain sur le dossier du Sahara. Donald Trump, fidèle à sa posture de « dealmaker », a en effet évoqué l'idée de résoudre ce conflit vieux de 50 ans, que les Etats-Unis ont négligé depuis un quart de siècle. Paradoxalement, les efforts discrets de Rabat et Alger se rencontrent sur ce dossier : bien que campant sur des positions antagonistes, aucune des deux capitales ne souhaite se voir imposer une solution à la hussarde par Washington...

Samy Ghorbal

Alexandrie, Egypte.





Canal de Suez, Egypte

ALGÉRIE

Aller de l'avant

La brouille avec Paris est loin d'être terminée, mais l'heure est à la décrispation. La troisième économie d'Afrique, faiblement endettée, a d'immenses besoins d'investissements et veut consolider son partenariat avec l'Europe.



Président : Abdelmajid Tebboune
Premier ministre : Sifi Ghrieb
Population (millions) : 48,7
Superficie (km²) : 2 381 740
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 17 620
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 3,4
Inflation 2025 (% , est.) : 2,2

Une croissance en ligne avec les prévisions (3,4% en 2025), une inflation en très net repli, qui devrait repasser sous la barre des 2% en 2026, des réserves de change reconstituées qui lui permettent de couvrir dix mois d'importations, un très faible endettement extérieur : les fondamentaux de l'économie algérienne ont valu au pays un satisfecit du FMI. Les services (45% du PIB) et l'agriculture (13%) ont porté l'activité, plus encore que les hydrocarbures, qui demeurent cependant, et de très loin, la première source de recettes de l'Etat, alors que l'armée, toujours incontournable, absorbe le quart des dépenses publiques.

Même si les rigidités du système (administration tatillonne, contrôle des changes) restent entières, le dynamisme de l'investissement est un signal encourageant : sa croissance s'est accélérée en passant de 8% (2024) à 13,2% en glissement annuel au premier semestre 2025. Le ministère de l'Energie et des Mines a dévoilé un plan d'investissement de 60 milliards de dollars sur cinq dans les hydrocarbures, avec l'appui de partenaires étrangers. Le pays veut aussi doubler son réseau ferroviaire d'ici 2030, en le portant à 10 000 kilomètres. Il a obtenu, en décembre, un prêt de 747 millions de dollars de la Banque africaine de développement (BAD).. Enfin, le développement des énergies renouvelables, en vue d'une desserte du marché européen, est à l'ordre du jour avec le projet d'interconnexion électrique réaffirmé début

février à l'occasion de la revue du partenariat énergétique avec l'Union européenne.

Rupture... avec Abou Dhabi

Sur le plan politique, le premier ministre Nadir Larbaoui, un diplomate jugé trop effacé, a été limogé et remplacé, en août 2025, par l'ex-ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, au profil plus énergique et qui cultive sa bonne entente avec le président Abdelmajid Tebboune. Sur le plan diplomatique, les relations entre Alger et Abou Dhabi sont devenues glaciales. Le chef de l'Etat algérien a accusé les Emirats d'ingérences et « d'agissements hostiles », et pointé leur rôle déstabilisateur aux frontières de l'Algérie (Libye, Soudan, Mali). Alger a dénoncé l'accord bilatéral aérien, et les deux pays semblent se diriger vers une rupture totale, soulevant inévitablement la question des importants intérêts économiques d'Abou Dhabi en Algérie, héritage d'une époque controversée sous la présidence Bouteflika.

La crise avec la France est l'autre dossier chaud du moment. En dépit de polémiques médiatico-politiques récurrentes, un début de dégel s'observe depuis le départ de Bruno Retailleau du ministère français de l'Intérieur, à l'automne 2025. La visite à Alger de son successeur, Laurent Nunez, pourrait marquer une reprise du dialogue souhaité par les opérateurs économiques. Les échanges bilatéraux se sont élevés à 10 milliards d'euros en 2025, en repli de 10%, sous l'effet principalement d'une contraction des importations d'hydrocarbures.

BAROMÈTRE CIAN 2025

POINTS FORTS

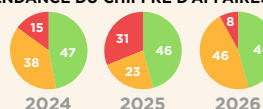
- Réseaux télécoms
- Coût de l'énergie
- Coût de la main d'œuvre
- Coût des télécommunications

POINTS FAIBLES

- Impacts du secteur informel
- Corruption
- Procédures de dédouanement
- Efficacité administrative

Note globale moyenne : 3,2 sur 5 🗳️ vs 2024

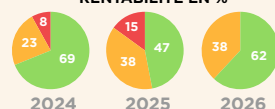
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



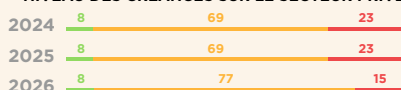
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



ÉGYPTE

Redressement productif

Le moteur de l'économie égyptienne s'est remis en marche, sous l'effet de l'assainissement financier et des IDE. Les Emirats sont devenus le premier partenaire commercial du pays et le principal débouché des exportations industrielles.



Président : Abdel Fattah al-Sissi
 Premier ministre : Mostafa Madbouli
 Population (millions) : 113
 Superficie (km²) : 1 002 000
 PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 19 094
 Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 4,3
 Inflation 2025 (% , est.) : 12,2

Presque tous les voyants sont repassés au vert pour l'économie égyptienne, qui a vu la croissance accélérer à 5,3 %, entre juillet et septembre 2025, alors que l'inflation a été divisée par deux au cours de l'année écoulée, passant de 24 % à 12 %. Les potions amères successives infligées au lendemain de la crise de liquidités de 2023, qui se sont traduites par de brutales dévaluations de la livre égyptienne et par une remise à plat des systèmes de subventions aux hydrocarbures et aux denrées de première nécessité, ont finalement porté leurs fruits. Les exportations non pétrolières égyptiennes ont progressé de 19 % entre janvier et octobre 2025, à 40 milliards de dollars. Les matériaux de construction représentent près du quart de ce total, devant les produits chimiques et engrais (7,7 milliards) et les biens d'ingénierie et d'électronique (5,3 milliards). Les Emirats sont le premier débouché des exportations industrielles égyptiennes (+142% en un an), devant la Turquie et l'Arabie Saoudite.

L'afflux de capitaux étrangers en provenance des pays du Golfe a aussi pesé de manière décisive dans le redressement égyptien. Le projet de complexe touristique et urbain de Ras el Hekma de 170 km², sur la côte méditerranéenne, initié par le fonds souverain émirati ADQ, est celui de tous les superlatifs. Cet investissement de 35 milliards de dollars annoncé en 2024 représente 9 % du PIB égyptien. Un autre projet, porté cette fois par le fonds souverain qatari Qatar

Diar, doté d'un montant de 3,5 milliards de dollars, doit permettre la création d'un nouveau complexe côtier.

Ambitions touristiques réaffirmées

L'inauguration fastueuse, le 1er novembre dernier, du Grand Musée Egyptien, doit participer à la montée en gamme de l'industrie touristique, qui a engrangé 15,3 milliards de dollars de recettes l'an passé. L'établissement, au pied des pyramides, vise 5 millions de visiteurs annuels. Le gouvernement s'est fixé l'objectif d'accueillir 30 millions de touristes d'ici la fin de la décennie.

Passées de 13,8 milliards de dollars à 5,9 milliards entre 2023 et 2024, les exportations énergétiques égyptiennes ont chuté en raison de problèmes techniques sur le méga-gisement offshore de Zohr. Elles pâtissent aussi de l'absence de nouvelles découvertes. Le Caire s'est tourné vers Israël pour son approvisionnement en gaz. Un accord pour la fourniture de 130 milliards de mètres cubes sur quinze ans, d'une valeur estimée de 35 milliards de dollars, a été scellé en août 2025. Il devrait alléger la facture des importations de gaz naturel liquéfié (GNL). Un nouveau gazoduc reliera l'Égypte au champ israélien offshore Leviathan. Les relations économiques avec la France restent importantes, avec 3 milliards d'euros d'échanges, hors défense, et un solde excédentaire de 700 millions d'euros en faveur de Paris. La visite d'Emmanuel Macron au Caire, en avril 2025, témoigne de la solidité du partenariat.

BAROMÈTRE CIAN 2025

POINTS FORTS

- Réseau routier et aérien
- Coût de la main d'œuvre
- Coût de l'énergie
- Qualité du secteur bancaire

POINTS FAIBLES

- Administration et système judiciaire
- Réseau ferré
- Douanes
- Système de santé

Note globale moyenne : 2,6 sur 5 ➡ vs 2024

TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT

- FAIBLE
- NORMAL
- ÉLEVÉ
- PAS CONCERNÉ



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



LIBYE

Les grandes manœuvres

Alors que le maréchal Haftar, à l'Est, semble vouloir organiser sa succession, les Etats-Unis ont opéré un retour marqué sur la scène libyenne. Massad Boulos, l'émissaire du président Trump, tente d'y faire revenir les majors pétrolières.



Chef de l'Etat (conseil présidentiel) :

Mohamed el-Menfi

Premier ministre :

Abdulhamid Dabaiba

Population (millions) : 7,2

Superficie (km²) : 1 759 540

PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 14 303

Croissance du PIB réel,

2025 (% , est.) : 15,6

Inflation 2025 (% , est.) : 2,3

Habituee à une croissance en dents de scie, au gré des interruptions et des relances de sa production pétrolière, la Libye n'a pas failli à sa réputation. Stimulé par la levée des principaux blocages de sites par les milices, le PIB a progressé de 15,6%. Les prévisions tablent sur une croissance plus modérée en 2026, à 4,2%. Le pays reste extrêmement dépendant de la rente pétro-gazière, qui contribue aux deux-tiers de la richesse nationale, à 94% des exportations et à 95% des recettes publiques. L'économie, caractérisée par un secteur public pléthorique, héritier des années Kadhafi, vit sous la perfusion de la Banque centrale de Libye, seule institution encore unifiée, qui administre à la fois la rente pétrolière et le budget. Le nouveau gouverneur, Naji Issa, nommé au forceps en septembre 2024, a procédé à une dévaluation de 13,3% du dinar libyen en avril 2025, pour corriger des déséquilibres devenus préoccupants.

Dauphin controversé

Alors que la partition du pays demeure et que la perspective d'élections ne semble plus d'actualité, l'assassinat par un mystérieux commando de Seif el-Islam Kadhafi, à Zintan, début février, pourrait raviver les tensions. L'identité des commanditaires reste inconnue, mais les soupçons se portent sur le camp du maréchal Khalifa Haftar, qui contrôle Benghazi et l'Est du pays. Agé de 83 ans et

amoindri depuis 2018 par les conséquences d'un AVC, ce dernier a engagé les préparatifs d'une éventuelle succession. Son fils cadet, Saddam Haftar, a été nommé commandant en chef adjoint de l'Armée nationale libyenne, et apparaît désormais comme son dauphin. Controversé, auréolé d'une réputation sulfureuse, faisant l'objet d'un mandat d'arrêt émis par l'Espagne pour des faits de contrebande, il a néanmoins su gagner la confiance des sponsors étrangers et des obligés africains du camp Haftar.

Sur le terrain diplomatique, l'émissaire américain Massad Boulos s'est rendu à Tripoli puis à Benghazi lors de sa tournée maghrébine, en juillet 2025. Il s'est ensuite personnellement investi pour organiser, à Rome, en septembre, une rencontre entre Saddam Haftar et le chef du gouvernement de Tripoli, Abdelhamid Dabaiba, afin d'apaiser des tensions croissantes, après les affrontements de l'été entre milices et forces gouvernementales. Boulos aurait aussi plaidé pour le retour des compagnies pétrolières américaines dans ce pays qui recèle les premières réserves de pétrole du continent, avec près de 40 milliards de barils enfouis. Signe du réchauffement à l'œuvre avec Washington, le commandement militaire américain pour l'Afrique, l'Africom, a annoncé que son exercice annuel 2026 serait organisé à Syrte, en Libye, avec la participation des deux états-majors rivaux.

Lac Gaberoun, Libye



La nouvelle frontière

A l'issue de la Coupe d'Afrique qui a placé le Maroc sous les projecteurs, le pays veut accélérer la diversification de son économie et mettre le cap sur le numérique et l'IA.



Roi : Mohammed VI
 Premier ministre : Aziz Akhennouch
 Population (millions) : 39,8
 Superficie (km²) : 710 815
 PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 10 415
 Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 4,4
 Inflation 2025 (% , est.) : 2,3

Servant de « répétition générale » avant la Coupe du monde de football 2030, que le Royaume accueillera aux côtés de l'Espagne et du Portugal, la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2025 devait servir de caisse de résonance au softpower marocain. La compétition s'est bien déroulée malgré quelques incidents à la finale et la défaite du pays hôte.

Quelques mois plus tôt, en septembre 2025, les préparatifs de la compétition avaient déjà occasionné des remous inédits, avec le mouvement de protestation spontané de la « GenZ 212 ». L'étincelle de la contestation était partie de la dénonciation des investissements somptuaires dans les infrastructures sportives surdimensionnées. Cette fronde spectaculaire a contribué à la fragilisation du Premier ministre, Aziz Akhennouch, qui a annoncé, début janvier 2026, qu'il renonçait à se présenter aux élections législatives de septembre. Une décision inattendue qui redistribue les équilibres au sein de la majorité et pourrait profiter au Parti Authenticité et Modernité (PAM), l'autre composante principale de la coalition aux côtés du Rassemblement national des indépendants (RNI) d'Akhennouch.

Diversification dans l'IA

Le Royaume a réalisé une croissance de 4,4% en 2025, soutenue par la bonne tenue du secteur touristique, qui a engrangé 138 milliards de dirhams de recettes (12,7 milliards d'euros), en progression de 20% sur l'année. L'ampleur des précipitations observée cet hiver augure d'une campagne agricole prometteuse. Les prévisionnistes tablent sur une croissance de 4,9% pour 2026.

Devenu la plateforme industrielle de l'Europe du Sud, excellent dans l'industrie automobile et l'aéronautique, le pays se rêve désormais en « carrefour numérique africain » et veut mettre à profit ses infrastructures d'énergies renouvelables pour structurer un écosystème dédié à la data et à l'intelligence artificielle. Les autorités ont dévoilé une ambitieuse feuille de route « Maroc IA 2030 ». Elle vise à la création de 270 000 emplois numériques et 40 milliards de dirhams (3,7 milliards d'euros) de recettes d'exportation digitales d'ici la fin de la décennie. Rabat a impulsé quatre projets de giga-data centers, susceptibles de desservir le marché européen. Des partenariats ont été noués avec les groupes américains Nvidia et Oracle, le sud-coréen Naver et le français Mistral AI.

Redynamisées après la visite d'Etat d'Emmanuel Macron, en octobre 2024, les relations économiques entre la France et le Maroc sont toujours au beau fixe. Les échanges commerciaux bilatéraux frisent désormais les 15 milliards d'euros. Ils ont dégagé, pour la deuxième année de suite, un léger excédent en faveur de Paris (+360 millions d'euros).

BAROMÈTRE CIAN 2025

POINTS FORTS

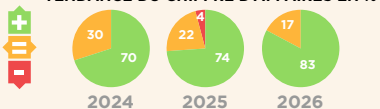
- Qualité des infrastructures
- Coût de la main d'œuvre et des transports
- Qualité du secteur bancaire
- Qualité de l'encadrement et de la main d'œuvre

POINTS FAIBLES

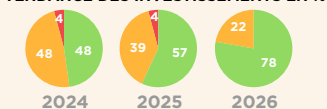
- Équité des jugements
- Droit foncier
- Impact du secteur informel

Note globale moyenne : 3,9 sur 5 + vs 2024

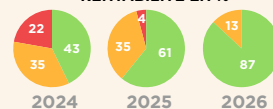
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



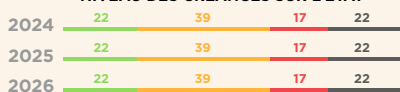
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



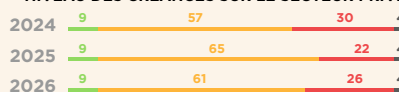
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



FAIBLE
 NORMAL
 ÉLEVÉ
 PAS CONCERNÉ

MAURITANIE

Ancrages rassurants

En dépit d'une croissance moins forte qu'espérée, les fondamentaux macro-économiques sont solides. Le pays apparaît comme un pôle de stabilité et un partenaire de confiance dans un environnement sahélien tourmenté.



Président :
Mohamed Ould Ghazouani
Premier ministre :
Mouctar Ould Diay
Population (millions) : 5,3
Superficie (km²) : 1 030 700
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 7 368
Croissance du PIB réel, 2025 (% est.) : 4
Inflation 2025 (% est.) : 2,5

Le président Mohamed Ould Ghazouani demeure l'un des interlocuteurs politiques et sécuritaires les plus fiables de la France dans l'espace sahélo-saharien. Il a prévu de se rendre en visite d'Etat à Paris en avril 2026, pour consolider une alliance stratégique à contre-courant de l'évolution observée avec d'autres pays de la région. Cette venue pourrait aussi être l'occasion d'insuffler davantage de contenu économique à la relation bilatérale, alors que les échanges se limitent actuellement à 300 millions d'euros.

Des marges de progression existent, notamment dans le domaine énergétique : le pays, devenu producteur gazier le 1er janvier 2025 avec la mise en service du méga-gisement Grand-Tortue Ahmeyin, dispose également d'un potentiel à développer dans le domaine des énergies éolienne et solaire. La France, à travers un prêt concessionnel de 39,2 millions d'euros, va d'ailleurs participer à la construction de dix centrales photovoltaïques dans le pays.

Le minerai de fer reste toujours la principale ressource à l'exportation. La SNIM, le puissant conglomérat national, a produit 15 millions de tonnes en 2025 et ambitionne de tripler ses capacités en dix ans. Pour ce faire, la société publique négocie la mise en place de deux co-entreprises avec Glencore et les Saoudiens de Hadeed. La décision finale d'investissement, attendue en 2026, dépendra des projections de cours du minerai de fer, qui pourraient

être impactés par la mise en service de la mine de Simandou, en Guinée. 275 millions de dollars, garantis par l'Union européenne, ont été sanctuarisés par la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque africaine de développement (BAD) pour financer la modernisation du corridor ferroviaire Zouerat-Nouadhibou.

Victoire diplomatique

La croissance économique est attendue à 4,3% en 2026, après 4% en 2025, un chiffre en-deçà des prévisions formulées au début de la décennie. Cette performance en demi-teinte s'explique d'abord par le démarrage laborieux de l'exploitation gazière. Le FMI n'en a pas moins salué la gestion budgétaire prudente de Nouakchott et relevé ses perspectives positives à moyen terme. L'inflation est sous contrôle et les réserves de change couvrent 5,5 mois d'importations.

Sur le plan politique, les déboires continuent pour l'ancien président Mohamed Ould Abdelaziz, condamné à 15 années d'emprisonnement supplémentaires pour enrichissement illicite. Sur le plan diplomatique, Nouakchott a remporté une réelle victoire : son candidat à la présidence de la BAD, Sidi Ould Tah, a été désigné avec 76% des suffrages. Soutenu également par Abidjan, cet ancien ministre de l'Économie et des Finances mauritanien a longtemps dirigé la Banque arabe pour le développement économique (BADEA) en Afrique. Sa désignation devrait permettre à la BAD de mobiliser davantage de financements arabes, alors que les Occidentaux semblent adopter une posture plus réservée.

BAROMÈTRE CIAN 2025

POINTS FORTS

- Réseaux télécoms
- Qualité du secteur bancaire
- Qualité de la main d'œuvre

POINTS FAIBLES

- Réseaux ferré et portuaire
- Qualité de la main d'œuvre et des formations
- Coût de l'électricité
- Administration et système judiciaire

Note globale moyenne : 2,5 sur 5 + vs 2024

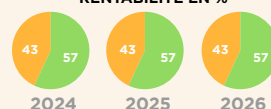
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



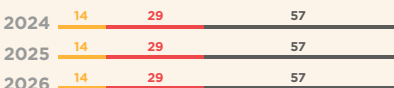
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



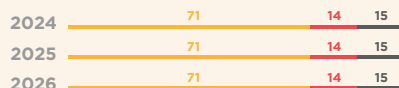
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



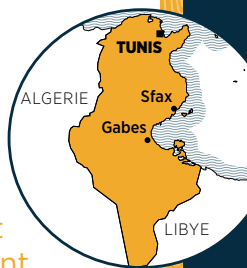
NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



TUNISIE

Déséquilibres persistants

L'embellie sur les fronts de la croissance et de l'inflation et la stabilisation du déficit courant se conjuguent avec un endettement toujours préoccupant. Le secteur manufacturier, intégré aux chaînes de valeurs européennes, tire son épingle du jeu.



Président : Kais Saïed
Premier ministre : Sarra Zaafrani Zenzi
Population (millions) : 12,6
Superficie (km²) : 162 155
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 14 521
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 2,5
Inflation 2025 (% , est.) : 5,3

Toujours convalescente, l'économie tunisienne a connu une embellie conjoncturelle en 2025 avec un acquis de croissance de 2,5%, deux fois supérieur aux prévisions, dans un contexte de stabilisation de l'inflation (5,3%) et de début de consolidation budgétaire. La masse salariale de la fonction publique, qui avait largement dérivé, a été ramenée à 13,3% du PIB (16% en 2020). Le tourisme a aussi retrouvé des couleurs : la Tunisie a franchi le cap des 10 millions de visiteurs, dont un million en provenance de France. Le secteur, qui pèse 4,4% du PIB, a généré 7 milliards de dinars (2,4 milliards d'euros), un chiffre en nette progression mais qui reste nettement en deçà du niveau observé au Maroc ou en Egypte.

Ces recettes touristiques, combinées à un durcissement de la politique de contrôle des exportations, ont néanmoins contribué à réduire le déficit courant, ramené à 1,7% du PIB contre 9% en 2022. Le dinar affiche une stabilité remarquable depuis deux ans. Mais ces indicateurs positifs en cachent d'autres plus préoccupants, comme le poids de l'endettement public, qui frôle les 100% du PIB. La Tunisie, en froid avec le FMI, et dont la notation a été reléguée en catégorie spéculative, privilégie désormais les prêteurs domestiques en monnaie locale – les épargnants, les banques et même la Banque centrale de Tunisie – pour financer son déficit et le service de sa dette, qui s'élève à 15% du PIB.

Pression maximale

La situation des finances publiques continue donc à hypothéquer la croissance potentielle du pays. Elle engendre le niveau de pression fiscale le plus élevé d'Afrique, selon l'OCDE (34% du PIB), qui pèse essentiellement sur les entreprises. Elle détourne les banques du financement de l'économie. Le taux d'investissement est passé de 26% à 11,2% du PIB entre 2012 et 2024, selon le FMI. L'économie informelle prospère, avec un niveau estimé à 35% du PIB.

Les libertés publiques ont été réduites à peau de chagrin, et l'année écoulée a été jalonnée de grands procès politiques visant des figures de l'opposition et de la société civile, se soldant par des verdicts extrêmement lourds. Les tensions sociales persistent, au niveau national, avec un dialogue au point mort entre le gouvernement et l'UGTT, la puissante centrale syndicale, et également au niveau régional. La ville industrielle de Gabès a été le théâtre d'importantes manifestations contre la pollution environnementale à l'automne dernier...

Le secteur manufacturier, fortement intégré aux chaînes de valeurs européennes, et notamment françaises, contribue de manière décisive à la résilience de l'économie tunisienne. Les industries mécaniques et électriques trustent 46% des exportations. La France demeure le premier client de la Tunisie, avec un niveau record de 5,3 milliards d'euros d'importations en 2025. Toujours premier investisseur étranger dans le pays, elle a été reléguée troisième fournisseur, derrière l'Italie et la Chine.

BAROMÈTRE CIAN 2025

POINTS FORTS

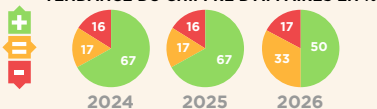
- Coût de la main d'œuvre
- Sécurité des personnes
- Qualité du secteur bancaire
- Coût des télécoms

POINTS FAIBLES

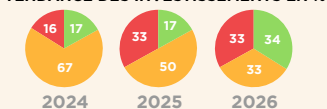
- Réseaux ferré et portuaire
- Administration et système judiciaire
- Impact du secteur informel
- Douanes et incitation à l'investissement

Note globale moyenne : 2,6 sur 5 vs 2024

TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



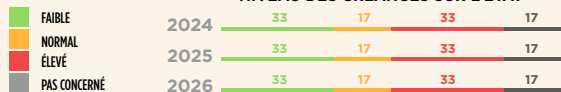
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



FAIBLE
 NORMAL
 ÉLEVÉ
 PAS CONCERNÉ

AFRIQUE DE L'OUEST

Malgré un contexte politique et sécuritaire tendu au Sahel, l'Afrique de l'Ouest reste portée par des cours élevés de l'or et par la découverte de gisements miniers et pétroliers d'envergure, qui devraient lui assurer une certaine résilience.



BÉNIN	35	GHANA.....	42	NIGER	48
BURKINA FASO	36	GUINÉE-BISSAU	43	NIGERIA.....	49
CAP VERT	37	GUINÉE	44	SÉNÉGAL	50
CÔTE D'IVOIRE.....	38	LIBÉRIA.....	45	SIERRA LEONE.....	52
GAMBIE.....	40	MALI	46	TOGO.....	53

Données économiques des fiches pays - Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), Banque africaine de développement (BAD).



LA CROISSANCE MALGRÉ LES INCERTITUDES

Lagos, Nigéria

« Vigoureuse ». C'est en ces termes que Jean-Claude Kassi Brou, gouverneur de la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), qualifie la croissance économique de 6,7% enregistrée en 2025 dans les pays de la zone franc. Cette croissance s'explique par une demande intérieure soutenue, de bonnes campagnes agricoles, les prix élevés de l'or et par l'entrée en production de nouveaux gisements d'hydrocarbures, notamment au Niger et au Sénégal. Elle devrait toutefois ralentir juste en dessous des 6 % en 2026, selon les prévisions de la Banque mondiale.

La zone franc est apparue encore cette année comme la plus dynamique du continent. Son taux d'inflation devrait s'établir à 0,2% en 2025 (3,5% en 2024), grâce à la baisse continue des cours mondiaux des denrées alimentaires et à un approvisionnement suffisant des marchés de l'Union en produits céréaliers.

Ses réserves de change ont presque doublé en un an, pour atteindre 33 milliards de dollars en

octobre 2025, soit six mois de couverture des importations. Les exportations de cacao (fèves et produits transformés), de noix de cajou, de pétrole brut, de caoutchouc et d'or ont progressé plus rapidement que les importations, contribuant à résorber les déséquilibres. Champions du classement, le Bénin (environ 7%), le Niger (6,6%), la Côte d'Ivoire (6,4%) et le Sénégal (6%) font partie des pays qui ont enregistré les croissances les plus dynamiques.

Du coup d'Etat en Guinée-Bissau à la tentative avortée au Bénin, en passant par le blocus de carburant au Mali imposé par les djihadistes du Groupe de soutien de l'islam et des musulmans (JNIM), les défis n'ont pourtant pas manqué en 2025 en Afrique de l'Ouest. Et c'est compter sans la dette publique réelle au Sénégal, qui s'élève à 132% du PIB, comprenant une dette cachée représentant 16% du PIB. Pour Fitch Ratings, cela « représente un risque pour les réserves de change de l'Union économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (UEOMA) et pourrait



Gorée, Dakar, Sénégal

entraîner une contagion sur les marchés, notamment à travers le secteur bancaire ». L'agence précise néanmoins que le marché régional de la dette continue de fonctionner sans perturbations majeures.

Incluant les pays anglophones, la croissance de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) devrait tourner autour de 5%, alors qu'elle a été de 4,6% en 2025 avec une inflation qui est passée de 24,4% en 2024 à 16,5% en 2025.

Si elle a levé fin janvier les dernières sanctions en vigueur contre la Guinée, après l'organisation successive d'un référendum et de l'élection présidentielle qui ont mis un terme à la période de transition en vigueur depuis 2021, la Cedeao a acté le départ en 2025 du Mali, du Niger et du Burkina Faso, faisant désormais bloc au sein de l'Alliance des Etats du Sahel (AES). L'AES délivre désormais ses propres passeports, reconnus par la France par exemple, et a toujours sur la table un projet de monnaie commune.

Tentatives de rapprochement Cedeao-AES

Autre acte symbolique ? Les trois juntes ont signé en décembre les statuts de leur propre institution financière, la Banque confédérale pour l'investissement et le développement (BCID-AES). L'Alliance n'a cependant pas coupé tous les ponts avec ses voisins, puisqu'elle bénéficie

de la liberté de circulation pour les personnes et les marchandises et de l'exemption de droits de douane de l'UEMOA. Politiquement, elle dispose d'un certain appui du président togolais Faure Gnassingbé et de la volonté de normalisation des relations de la part du président de la Cedeao, le chef d'Etat sierra léonais Julius Maada Bio.

La France a achevé en 2025 son retrait militaire du Sénégal et de la Côte d'Ivoire. Les relations entre Paris et les juntes sahéliennes demeurent tendues. Orano, dont la filiale a été nationalisée par le Niger, ferraille toujours contre Niamey pour récupérer son uranium. Pour sa part, TotalEnergies s'est délesté de ses réseaux au Mali et au Burkina Faso tout en investissant beaucoup dans de nouveaux champs au Nigeria. La Société Générale a poursuivi son désengagement de la région, en cédant ses filiales au Bénin, en Guinée et au Burkina Faso en 2025.

Les échanges commerciaux avec les trois pays sahéliens ont continué de baisser, passant de près d'un milliard d'euros en 2024 à 864 millions en 2025. En Afrique de l'Ouest, les trois principaux partenaires économiques de la France restent le Nigeria (4,7 milliards d'euros dont 4,2 milliards d'importations françaises) et la Côte d'Ivoire (3,7 milliards dont 2,5 milliards d'importations françaises) suivis par le Sénégal (1,2 milliard dont 1,1 milliard d'importations françaises).

Rémy Darras

BÉNIN

Consécration attendue

Dépourvue de suspense, l'élection présidentielle d'avril 2026 intervient après une réforme constitutionnelle qui permettra au président sortant Patrice Talon de pérenniser son influence. Économiquement, tous les voyants sont au vert.



Président : Patrice Talon
Population (millions) : 14
Superficie (km²) : 112 622
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 4 434
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 7
Inflation 2025 (% , est.) : 2,1

Romuald Wadagni, le ministre des Finances sortant, sera selon toute vraisemblance le vainqueur de l'élection présidentielle organisée le 12 avril 2026. Co-artisan avec Patrice Talon des réformes libérales qui ont permis d'installer le Bénin sur une trajectoire d'émergence économique, il jouit d'une réputation flatteuse. Et son seul adversaire, Paul Hounkpé, secrétaire général du parti FCBE (4,42% aux législatives du 11 janvier 2026), ne semblait pas en mesure de créer la surprise.

Mais, pour Wadagni, le plus difficile commence : ses premiers pas seront scrutés et il devra s'affirmer sans se démarquer de son mentor Patrice Talon. Il pourra certes s'appuyer sur une assemblée entièrement acquise à sa cause, la mouvance présidentielle ayant trusté les 109 sièges mis en jeu. Il devra cependant composer avec le futur Sénat, mis en place au terme de la révision constitutionnelle de novembre 2025, qui a aussi allongé le mandat présidentiel à sept ans. Le président sortant Patrice Talon en sera membre de droit, aux côtés, notamment, des anciens chefs d'état-major de l'armée. Intimidante dans sa composition, la Haute Assemblée aura pour mission de « réguler la vie politique... »

D'autres dispositions introduites dans la nouvelle Constitution, comme l'interdiction faite aux députés de changer d'étiquette en cours de législature, sous peine de

déchéance, ou la notion de « trêve politique de six ans » applicable entre deux élections, prêtent aux controverses. Cotonou a été le théâtre d'une tentative de coup d'Etat le 7 décembre 2025 – la première depuis 1977. Elle a été déjouée par l'armée restée loyale, avec le concours du Nigeria et de la France, qui craignaient une « contagion putschiste » après les fâcheux précédents malien, burkinabé et nigérien.

Or blanc

Sur le plan économique, le Bénin a enregistré la plus forte croissance de la zone UEMOA en 2025 (7%) et devrait rééditer cette performance en 2026 (7,3% selon la Banque Mondiale). L'activité est tirée par les services et l'industrie, dans un contexte d'inflation jugulée.

Le Bénin touche les dividendes de son ambitieuse réforme de la filière cotonnière. Le pays, épargné par les intempéries, a détrôné le Mali pour devenir le premier producteur africain d'or blanc, avec une production attendue de 647 290 tonnes pour la campagne 2025-2026. Le coton représente 47% des exportations béninoises, 40% de ses entrées en devises, et 60% de son tissu industriel. Le secteur a réussi à se mécaniser et à monter en gamme grâce à la transformation locale impulsée dans des plateformes agro-industrielles comme Glo-Djigbé. 12,7% de la production est déjà transformée, et les autorités souhaitent parvenir à 20% à l'horizon 2030. Ce qui suppose d'ajouter une trentaine d'unités de fabrication supplémentaires, alors que le pays en compte déjà 23, soit un investissement programmé estimé à 3,7 milliards de dollars.

BAROMÈTRE CIAN 2025

POINTS FORTS

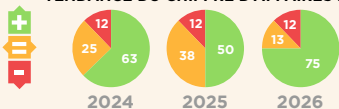
- Réseaux portuaire et téléphonique
- Incitation à l'investissement
- Coût des transports maritimes
- Coût de la main d'œuvre

POINTS FAIBLES

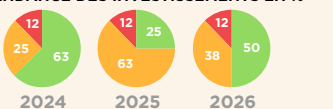
- Réseau ferré
- Coût de l'électricité
- Système de santé

Note globale moyenne : **3,1 sur 5** vs 2024

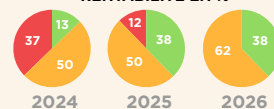
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



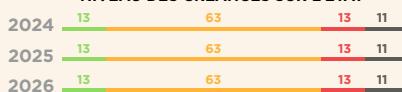
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



FAIBLE
 NORMAL
 ÉLEVÉ
 PAS CONCERNÉ

BURKINA FASO

Inquiétudes pour le coton

Tandis que la production de métal jaune enregistre des performances records, l'or blanc souffre beaucoup, notamment à cause des conditions sécuritaires. Détenant une part dans chaque site minier, l'Etat entend relancer plusieurs projets.



Président : Ibrahim Traoré
Premier ministre : Jean Emmanuel Ouédraogo
Population (millions) : 24,5
Superficie (km²) : 274 500
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 2 896
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 4
Inflation 2025 (% , est.) : 1,5

À sa prise de pouvoir, en 2022, le capitaine Ibrahim Traoré avait déjà mis un terme à l'activité des partis. En janvier dernier, il a franchi une étape supplémentaire en dissolvant tous les partis politiques, comme au Mali et au Niger voisins. La convocation des élections, qui aurait dû clore le chapitre de la transition, a été repoussée à juillet 2029.

Même si près d'un quart de son territoire n'est plus sous le contrôle de l'Etat, l'économie burkinabè a affiché en 2025 un taux de croissance de 6,3 %, portée par les cours élevés de l'or, qui représente plus de 80 % des exportations totales. Elle devrait rester sur la même pente en 2026. Selon le FMI, l'inflation, projetée à - 0,5 % en moyenne en 2025 (4,2 % en 2024) en raison d'une forte baisse des prix locaux des denrées alimentaires et de l'énergie, devrait devenir positive en 2026.

La production aurifère record (94 tonnes contre 60 tonnes en 2024) a généré 1,4 milliard de dollars de recettes budgétaires en 2025. Les anciens actifs d'Endeavour et de Lilium ont été logés au sein de la Société de participation minière du Burkina (Sopamib) qui a pour objectif la relance de nombreux sites emblématiques comme Perkoa et Tambao. Depuis la mise en place du Code minier de 2024, l'Etat détient une part minimale de 15 % de chaque site et peut compter sur de nouveaux revenus. La mine de Kiaka, opérée par le canadien West African Resources, a sorti son

premier lingot en juin dernier et vise 500 000 onces par an d'ici 2030. Une licence a été accordée au russe Nordgold en avril 2025.

Représentant 4 % du PIB et 14 % des exportations, le coton a vu son exploitation chuter de plus d'un quart en un an, à cause d'une situation sécuritaire qui pousse les populations à fuir les champs et des difficultés de livraison d'intrants agricoles. Elle était de 286 623 tonnes pour la campagne 2024-2025, bien loin des 519 000 tonnes de 2021-2022. La Socoma, deuxième société cotonnière du pays, qui compte parmi les principaux producteurs de coton d'Afrique, a suspendu ses activités en juillet et licencié tout son personnel, alors que sa production a diminué de 96 % en vingt ans.

Estimée à 7,14 millions de tonnes pour la campagne 25-26, la production céréalière est, en revanche, en hausse de plus de 17 % et est supérieure à la demande intérieure.

Alors que seulement un cinquième de la population a accès à l'électricité et que le pays acquiert la moitié de son énergie du Ghana et de la Côte d'Ivoire, un groupe émirati, Mark Cables, a annoncé en janvier un investissement de 180 millions de dollars pour la construction d'une centrale thermique de 200 MW.

Soustrait de la liste grise du Groupe d'action financière (Gafi) en octobre, le pays des Hommes intègres a bénéficié d'un prêt du FMI de 425 millions de dollars. 45 % de la population vit toujours en dessous du seuil de pauvreté, soit avec moins de 2 dollars par jour.

BAROMÈTRE CIAN 2025

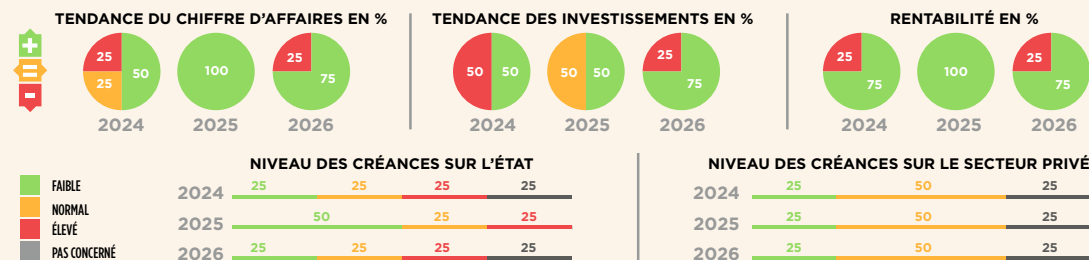
POINTS FORTS

- Réseaux et coût des télécoms
- Qualité et coût de la main d'œuvre
- Taux d'absentéisme
- Fiabilité des partenaires locaux

POINTS FAIBLES

- Fraudes douanières
- Coût de l'électricité
- Système de santé
- Crédit aux entreprises et financement des importations

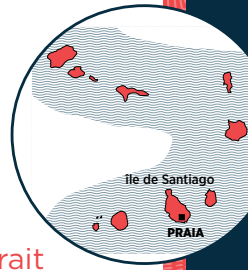
Note globale moyenne : 3 sur 5 + vs 2024



CAP VERT

Aux urnes

Désormais membre du « club » des pays à revenu intermédiaire supérieur, l'archipel rentre dans une année électorale qui pourrait être synonyme d'alternance.



Président : José Maria Neves
Premier ministre :
Ulisses Correia e Silva
Population (millions) : 594 333
Superficie (km²) : 4 033
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 12 088
Croissance du PIB réel,
2025 (% , est.) : 5,2
Inflation 2025 (% , est.) : 3,6

Démocratie connue pour sa stabilité, le Cap Vert convoquera en mai prochain des élections législatives suivies, en novembre, par la présidentielle.

L'archipel, qui a connu en 2025 une croissance de 5,2%, a intégré en juillet 2025 le groupe des pays à revenu intermédiaire supérieur (comme Maurice, l'Algérie, la Libye, le Gabon ou encore la Guinée équatoriale), grâce à une augmentation de 16,8% du revenu national brut par habitant entre 2023 et 2024. Le pays est resté attractif pour les investisseurs. Le groupe burkinabè Coris a ainsi racheté en janvier 2026 pour 82 millions d'euros la Banco Comercial do Atlântico, première banque du pays, auprès du portugais Caixa geral de Depositos.

Trafic aérien exponentiel

Dans un pays dont le tourisme constitue un quart du PIB, le géant français du BTP Vinci, concessionnaire depuis 2022, a annoncé investir 142 millions d'euros dans la modernisation des aéroports de l'archipel, après avoir déjà mobilisé 80 millions d'euros. Le trafic aurait ainsi augmenté de 60% en trois ans, grâce à l'ouverture de 35 nouvelles routes aériennes, 15 en 2024 et 20 en 2025.

Cependant vulnérable à de grands chocs climatiques, comme les pluies torrentielles et les inondations qui l'ont frappé en août 2025, le pays multiplie les investissements dans les énergies renouvelables, dont la part devra représenter 50% du mix énergétique d'ici 2030.

La dette du pays est dans une tendance baissière, mais reste élevée : 110,2% du PIB en 2024 (contre 116% en 2023).



Eiffage Énergie Systèmes en Afrique

Un acteur de proximité



Spécialistes des infrastructures électriques et industrielles, nous intervenons depuis 1926 sur l'ensemble de la chaîne de valeur, de la conception à la maintenance, avec une priorité absolue : garantir des solutions fiables, durables et sécurisées pour les populations et les entreprises.

CÔTE D'IVOIRE

Prolongation

En même temps qu'il affronte une grave crise du cacao, le pays connaît un véritable boom pétrolier et aurifère avec des gisements prometteurs. Réélu haut la main en octobre, Alassane Ouattara a obtenu une majorité absolue à l'Assemblée.



Président : Alassane Ouattara
Premier ministre :
 Robert Beugré Mambé
Population (millions) : 30,1
Superficie (km²) : 322 482
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 7 653
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 6,4
Inflation 2025 (% , est.) : 1,1

Dès le premier tour en octobre dernier, Alassane Ouattara, 84 ans, a été réélu à la présidence pour un quatrième mandat avec 89,77 % des voix et une participation de 50,10 %. Plusieurs figures de l'opposition, dont son prédécesseur Laurent Gbagbo, Tidjane Thiam et Pascal Affi Nguessan, n'avaient pas été autorisées à se présenter.

Dans la foulée, le parti présidentiel, le RHDP, a remporté les législatives de décembre, voyant même son influence s'étendre, puisqu'il dispose aujourd'hui de 197 sièges sur 255 (contre 155 en 2021) à l'Assemblée, désormais présidée par l'ancien Premier ministre Patrick Achi, malgré 35,04 % de participation.

Le PDCI de Tidjane Thiam a perdu la moitié de ses députés (32 sièges), tandis que le PPACI de Laurent Gbagbo a boycotté le scrutin. Si le RHDP a conservé ses bastions du nord, il a aussi remporté des voix dans le sud et l'ouest, traditionnellement acquis à l'opposition et au PDCI. En janvier dernier, le Premier ministre Robert Beugré Mambé était reconduit à son poste, tandis qu'un poste de vice-Premier ministre était créé, revenant à Téné Birahima Ouattara, frère du président. Lequel est cité comme son possible successeur par de nombreux observateurs.

Une croissance forte

Si le gouvernement prévoit une croissance de 6,7 % en 2026 et a ramené son déficit à 3 % du PIB (dette publique à 60 % soutenable), il devra tout d'abord affronter la chute des cours du cacao, dont la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial (45 %, représentant 14 % de sa production nationale) et qui fait vivre un quart de sa population. Les cours mondiaux du cacao ont chuté au tiers de leur ancienne valeur (4 500 dollars/tonne contre 12 000 dollars en 2024 !). En cause, une production plus importante que prévu, liée à de bonnes conditions climatiques et à un recul marqué de la consommation mondiale. Résultat, les ventes patinent. Le cacao peine à trouver des acheteurs et se retrouve bloqué dans de vastes hangars.

Le pays devrait toutefois voir sa position de locomotive économique de l'UEMOA renforcée, grâce à l'entrée en production (en décembre 2024) des gisements pétroliers Baleine (exploité par Eni, Vitol, Petroci et l'azerbaïdjanais Socar) et à la découverte de Calao (par Eni). Abidjan vise à l'horizon 2028 une production de 200 000 barils par jour.

Cesont plusieurs gisements aurifères de classe mondiale qui ont été également découverts l'année dernière. D'une soixantaine de tonnes en 2025, la production d'or devrait passer à une centaine en 2030, contre 10 en 2012... Les échanges bilatéraux de la France avec son premier partenaire commercial de la zone franc se sont élevés en 2025 à 3,7 milliards d'euros, en hausse par rapport à 2024.

BAROMÈTRE CIAN 2025

POINTS FORTS

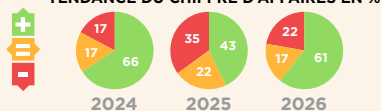
- Coût des transports (hors ferré)
- Coût de la main d'œuvre
- Réseaux télécoms

POINTS FAIBLES

- Réseau ferré
- Environnement fiscal, douanes et système judiciaire
- Coût de l'électricité
- Corruption

Note globale moyenne : 2,8 sur 5 vs 2024

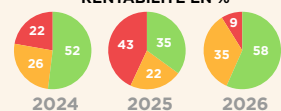
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



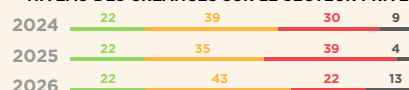
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT

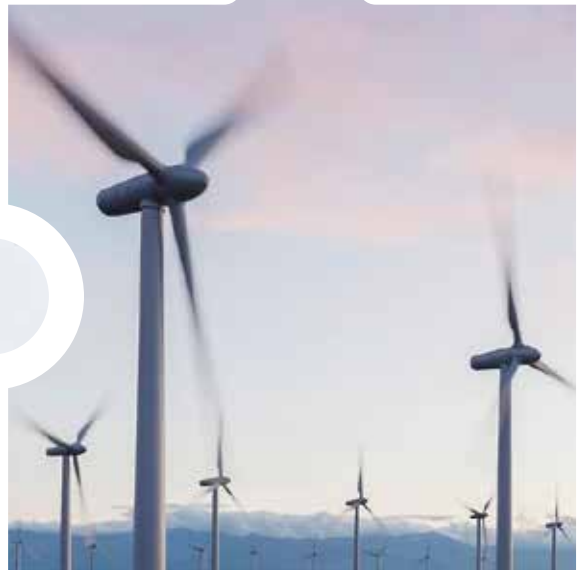


NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ





CNPS INVESTISSEUR INSTITUTIONNEL



La CNPS, votre partenaire pour la vie.



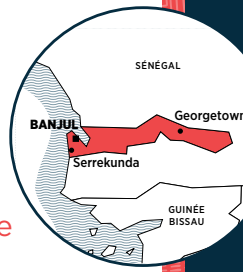
01 BP 317 ABIDJAN 01 - Tel : 27 20 25 21 00 - web : www.cnps.ci - Email : info@cnps.ci



GAMBIE

Haute tension

Après dix ans au pouvoir, Adama Barrow a annoncé sa candidature à la présidentielle de décembre prochain, suscitant de vives critiques.



Président : Adama Barrow
 Vice-président : Mohammed BS Jallow
 Population (millions) : 2,8
 Superficie (km²) : 11 295
 PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 3 445
 Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 6
 Inflation 2025 (% , est.) : 7,5

C'est le 5 décembre prochain que se déroulera l'élection présidentielle. Et Adama Barrow, à la tête de l'Etat depuis 2017, s'est d'ores et déjà déclaré candidat à un troisième mandat. De quoi susciter des tensions dans le pays. En 2016, le successeur du dictateur Yahya Jammeh s'était fait élire sur la promesse d'instaurer une nouvelle Constitution limitant à deux le nombre de mandats présidentiels. La question de la rétroactivité de cette clause a de nouveau envenimé le débat public et fait rejeter par l'Assemblée l'adoption du projet en juillet.

La volonté d'Adama Barrow de rester au pouvoir jusqu'en 2031 alimente les critiques de l'opposition et de la société civile, qui avaient pourtant cru dans les promesses aujourd'hui déçues de renouveau démocratique.

90 % d'accès à l'électricité

Le Parti démocratique uni (UDP), principale force d'opposition, a désigné en septembre son chef historique Ousainou Darboe. Des législatives sont déjà fixées pour 2027.

A cet horizon, la Banque mondiale prévoit une croissance de 5,6 %, grâce au tourisme et à l'agriculture, sous réserve de précipitations favorables. La même institution s'alarme d'un service de la dette qui devrait représenter 29 % du budget national en 2025. Une ligne à haute tension a été inaugurée début 2025, financée par la Banque mondiale et l'Union européenne. Banjul explore aussi une coopération avec Ankara en matière de centrales hydroélectriques, éoliennes et solaires. Si moins de la moitié de la population avait accès à l'électricité en 2019, ce chiffre s'élèverait désormais à 90 %.

Banjul, Gambie





écouter et regarder le monde



Plus de
100 millions de personnes
à travers le **continent africain**
écoutent et regardent **RFI** et **France 24**
chaque semaine*.

Pour plus d'informations
concernant vos besoins en
communication en Afrique,
contactez-nous :

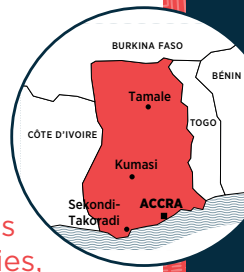


*source FMM fin 2024

GHANA

Reprise

L'or a considérablement dopé les exportations. Accra sort d'une des pires crises économiques des dernières décennies, marquée par une flambée des prix, une restructuration de la dette et un plan de relance soutenu par le FMI.



Président : John Dramani Mahama
Vice-présidente : Jane Opoku-Agyemang
Population (millions) : 35,5
Superficie (km²) : 238 537
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 8 027
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 4
Inflation 2025 (% , est.) : 5,4

Un an après le retour au pouvoir de John Dramani Mahama, le Ghana sort enfin la tête de l'eau, après avoir connu sa crise la plus grave depuis des décennies. Le taux d'inflation a atteint son niveau le plus bas depuis 2021 : 3,8 % en début d'année contre 23,5 % un an auparavant. L'inflation avait culminé à plus de 54 % en décembre 2022... Le pays pourrait enregistrer une croissance comprise entre 5 et 5,6 % en 2026 (4,3 % en 2025).

Le cedi ghanéen a gagné près de 50 % par rapport au dollar américain en 2025, ce qui en fait la monnaie la plus performante au niveau mondial cette année, selon les données de Bloomberg. La relative stabilité de la monnaie a réduit le coût du carburant, des transports et des biens importés, tandis que la baisse des prix mondiaux des matières premières et l'amélioration des récoltes nationales ont contribué à faire baisser les prix des denrées alimentaires, un facteur clé des dépenses des ménages. Le chef de l'Etat a annoncé la sortie prochaine de son pays du programme de soutien du FMI, en place depuis 2023 pour stabiliser l'économie après une inflation galopante, la dépréciation du cedi et l'épuisement des réserves budgétaires.

Le programme du FMI de 3 milliards de dollars et les réformes budgétaires – y compris le gel des paiements d'arriérés et la réduction des rendements des bons du Trésor

– ont contribué à rétablir la stabilité macroéconomique. Le pays est devenu le quatrième plus gros débiteur africain du FMI avec 4,1 milliards de dollars d'arriérés. La dette publique s'élevait à 55,1 milliards de dollars en septembre, incitant le gouvernement à intensifier les efforts pour accroître les recettes nationales.

Nouveau code minier

En 2025, les recettes d'exportation du Ghana ont atteint 31,1 milliards de dollars, contre 19,1 milliards en 2024, selon les données publiées par la Banque centrale. Sur ce total, l'or a généré à lui seul 20,9 milliards (le double de l'année précédente). C'est le premier produit d'exportation, loin devant le cacao et le pétrole. Accra, premier producteur d'or africain et sixième mondial, s'apprête à réformer son code minier afin d'augmenter sa part des revenus générés par la flambée des prix du précieux métal. Une perspective qui inquiète les sociétés étrangères implantées dans le pays, parmi lesquelles l'américaine Newmont, les sud-africaines Gold Fields et AngloGold Ashanti, ou l'australienne Perseus.

Les échanges avec la France sont passés de 681 à 877 millions d'euros entre 2024 et 2025, avec une hausse des importations françaises passées de 470 à 660 millions. Le stock d'IDE français était de 2,5 milliards d'euros en 2025. Après le rachat du brasseur Guinness Ghana par Castel l'année dernière, c'est un autre géant français, Carrefour, qui a annoncé son installation dans le pays en avril 2026.

BAROMÈTRE CIAN 2025

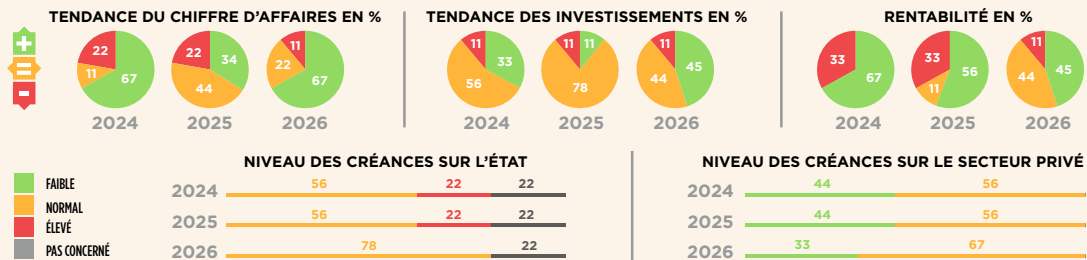
POINTS FORTS

- Réseaux portuaire et aérien
- Réseaux télécoms
- Taux d'absentéisme
- Coût des transports et de la main d'œuvre

POINTS FAIBLES

- Réseau ferré
- Environnement fiscal, douanes et système judiciaire
- Crédit aux entreprises
- Coût de l'énergie

Note globale moyenne : 2,7 sur 5 📊 vs 2024

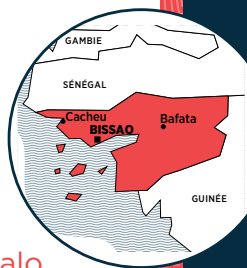


GUINÉE-BISSAU

Retour à la case départ

Alors qu'il était donné gagnant de la présidentielle organisée le 23 novembre dans un climat tendu, Umaro Sissoco Embalo a été chassé du pouvoir par un coup d'Etat. La junte qui lui succède a promis une transition courte.

Umaro Sissoco Embalo n'aura finalement pas réussi à se succéder à lui-même. Le président bissau-guinéen a été renversé par un coup d'Etat militaire le 26 novembre, alors que les résultats officiels du double scrutin présidentiel et législatif allaient être proclamés. Il a trouvé refuge au Maroc. Quelques mois plus tôt, il avait pourtant été reçu à la Maison Blanche par Donald Trump aux côtés de quatre de ses pairs africains, dans une séquence qui ressemblait à un adoubement. Mais, en interne, il faisait face à des accusations de dérive autocratique. Le parlement avait été dissout à deux reprises et la modification du calendrier électoral, pour reculer de deux mois le scrutin, n'avait pas été du goût de ses compatriotes.



Président : général Horta N'Tam
Premier ministre :
Ilidio Vieira Té
Population (millions) : 2,25
Superficie (km²) : 36 125
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 3 119
Croissance du PIB réel,
2025 (% , est.) : 5,1

Le nouveau président de la transition, le major-général Horta N'Tam, a promis un retour rapide à l'ordre constitutionnel. Il a fixé la date des prochaines élections au 6 décembre 2026 et s'est engagé à ce que ni lui ni son Premier ministre n'y participent. Le ministre des Affaires étrangères, Joao Bernardo Vieira, neveu de l'ancien président Nino Vieira (1980-2009), assassiné dans un putsch, fait figure de candidat crédible.

Restée très dépendante des appuis extérieurs, lestée par une dette préoccupante, souscrite essentiellement auprès de la Banque africaine de développement (BAD) et de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), la Guinée Bissau a enregistré une croissance de 5 % en 2025, tirée par les exportations de noix de cajou. Une performance qu'elle est susceptible de rééditer en 2026, à condition que l'instabilité politique ne se prolonge pas...

Sanola Group Holding vise à devenir l'entreprise indépendante de promotion d'investissement et pétrolière la plus innovante et respectée en Afrique subsaharienne.

Entreprise créée en 2019, Sanola Group Holding agit en tant qu'interface entre les entreprises étrangères souhaitant investir en Guinée et en Afrique de l'Ouest, et les autorités et institutions publiques et privées. Nous mobilisons des partenaires techniques et financiers pour concevoir des programmes et des projets de développement durable et local dans les secteurs des hydrocarbures, de l'énergie, des mines et de la finance.



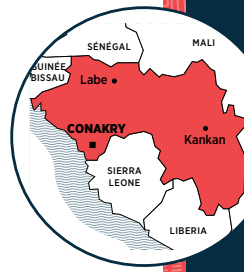
SANOLA GROUP HOLDING
Rue DI-024 Camayenne Corniche/Dixinn
BP 2984 Conakry - République de Guinée
Tél. : +224 620 02 68 38
contact@sanolagroupholding.com



GUINÉE

Simandou change la donne

Elu président en décembre 2025, le général Doumbouya, au pouvoir depuis 2021, mise sur le développement du méga-site de fer de Simandou pour faire de son pays un champion minier mondial. La Cedeao a levé ses dernières sanctions.



Président : Mamadi Doumbouya
Premier ministre : Amadou Oury Bah
Population (millions) : 15,2
Superficie (km²) : 245 857
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 4 579
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 7,2
Inflation 2025 (% , est.) : 3,5

Quatre ans après son putsch de septembre 2021, le général Mamadi Doumbouya a remporté l'élection présidentielle du 28 décembre dernier dès le premier tour avec 86,72 % des suffrages, mettant ainsi fin à la phase de transition. En septembre, un référendum avait entériné à près de 90 % une nouvelle constitution lui permettant de se présenter, contrairement à sa promesse initiale. La Cedeao a donc levé en janvier les dernières sanctions pesant sur la Guinée depuis 2021.

Le septennat s'est ouvert avec la reconduction du Premier ministre Amadou Oury Bah. Dans un pays où des manifestations sont interdites et où plusieurs dirigeants de l'opposition ont été arrêtés, voire enlevés, ou se sont exilés, des élections législatives, communales et sénatoriales devraient prochainement se tenir.

Avec une croissance de 7,2 % en 2025 et des prévisions à 10 % pour cette année comme en 2027, selon Standard and Poor's, la Guinée est devenue la deuxième économie de l'Afrique francophone, devant le Sénégal, à la suite d'une réévaluation de son PIB.

Attendue depuis trente ans, l'inauguration, le 11 novembre dernier, du site minier XXL de Simandou (exploité par Rio Tinto, Chinalco et SMB Winning) a constitué un événement continental, auquel ont assisté les présidents

rwandais, Paul Kagame, et gabonais, Brice Clotaire Oligui Nguema. La production annuelle de 120 millions de tonnes de fer devrait permettre à l'industrie minière de représenter un quart du PIB, générant jusqu'à 2 milliards de dollars d'exportations d'ici la fin de la décennie, améliorant la situation budgétaire dans ce pays pauvre, où la création d'emplois reste limitée. Des milliers de travailleurs se sont d'ailleurs retrouvés sans emploi à la fin du chantier de Simandou.

Reprise en main de la production de bauxite

La première phase de l'exploitation (10 millions de tonnes sont attendues sur le marché international dès 2026) hissera la Guinée au second rang des producteurs de minerai de fer africains derrière l'Afrique du Sud avant, à terme, la première place africaine et la septième au niveau mondial, selon les prévisions de la Banque mondiale. Un chemin de fer de 650 km, le Transguinéen, un port ainsi qu'une aciérie, font partie également du projet.

Avec l'augmentation des expéditions de bauxite, qui ont approché les 200 millions de tonnes en 2025, la Guinée devrait devenir l'un des principaux exportateurs de minerais au monde. En créant en août Nimba Mining Company, Conakry a retiré à l'émirati GAC sa concession pour l'exploitation de la bauxite sur le site de Boké, reprochant à l'entreprise de ne pas avoir respecté sa promesse de construire une raffinerie sur le sol guinéen.

Faiblement bancarisé, le pays a fait face à une importante crise de liquidités en août.

BAROMÈTRE CIAN 2025

POINTS FORTS

- Réseaux télécoms
- Qualité du secteur bancaire

POINTS FAIBLES

- Infrastructures (hors télécoms)
- Système de santé et de formation
- Administration, douanes et système judiciaire
- Corruption

Note globale moyenne : 2,1 sur 5 ➡ vs 2024

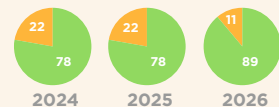
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



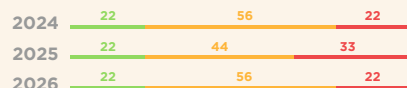
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



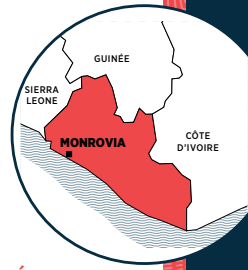
NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



LIBÉRIA

Au coeur du « Liberty Corridor »

Visant 3 milliards de dollars de revenus miniers annuels d'ici 2029, le pays a octroyé une concession pour un chemin de fer vers la Guinée à l'américain Ivanhoe.



Président : Joseph Boakai
Vice-président : Jeremiah Kpan Koung
Population (millions) : 5,8
Superficie (km²) : 111 370
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 1 885
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 4,6
Inflation 2025 (% , est.) : 8,2

Année politique toujours agitée pour Joseph Boakai. Élu en décembre 2023, le successeur de Georges Weah a dû affronter en juillet dernier de virulentes manifestations dénonçant la corruption de son administration et le recul de l'Etat de droit, après de vives bisbilles parlementaires qui ont abouti à la destitution du président du Parlement, proche de l'ancien chef d'Etat.

Selon les prévisions du FMI, la croissance de ce pays, figurant parmi les plus pauvres du continent, devrait atteindre 4,6 % en 2025 et s'accélérer à 5,4 % en 2026, portée par l'expansion des activités minières, ainsi que par la reprise de la production agricole.

Monrovia a présenté en décembre un plan visant à

augmenter les revenus miniers annuels à plus de 3 milliards de dollars d'ici 2029 grâce, notamment, à d'importantes réserves d'or et de fer non exploitées.

Friture sur la ligne

Le sujet du « Liberty Corridor » était sur la table de la discussion Trump-Boakai en juillet. En décembre, la concession pour le chemin de fer entre l'un des plus grands gisements de fer à haute teneur au monde (750 millions de tonnes), le Mont Nimba en Guinée, et le port de Buchanan a été octroyée à la société américaine Ivanhoe Atlantic. ArcelorMittal, qui défend son monopole sur la ligne, a contesté l'octroi.

Par ailleurs, TotalEnergies et la junior minière canadienne BluEnergies ont obtenu en janvier 2026 le permis d'exploration de quatre blocs. Quatre autres blocs ont été attribués au nigérian Atlas Oranto.

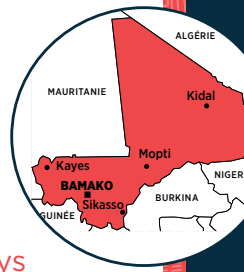
Monrovia, Libéria



MALI

Asphyxie économique

Situation toujours tendue sur le front sécuritaire. Un blocus pétrolier, organisé par les djihadistes, paralyse l'activité du pays tandis que la junte a verrouillé le pouvoir. Seule consolation pour Bamako : le boom de la production d'or et de lithium.



Président : Assimi Goïta
Premier ministre :
Abdullaye Maïga
Population (millions) : 23,8
Superficie (km²) : 1 241 231
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 2 843
Croissance du PIB réel,
2025 (% , est.) : 4
Inflation 2025 (% , est.) : 7,6

Les militaires putschistes à la tête du Mali n'ont pas respecté leur promesse de remettre le pouvoir aux civils, comme ils s'y étaient engagés pour 2024. Une loi promulguée en juillet dernier accorde au général Assimi Goïta un mandat présidentiel de cinq ans renouvelable « autant de fois que nécessaire » et sans élection. Il restera donc à la tête de l'Etat jusqu'à, au moins, 2030. La junte a également promulgué la dissolution des partis politiques et suspendu la diffusion de médias étrangers. Fin janvier, elle a réussi à faire annuler les sanctions prises à son encontre en 2022 par la Cedeao et à les faire déclarer « illégales ».

Depuis septembre dernier, le pays subit un « djihad économique » orchestré par le Groupe de soutien de l'Islam et des musulmans (JNIM), lié à Al-Qaïda. Cette campagne a entraîné, depuis l'an dernier, la paralysie de l'approvisionnement en carburant, le rationnement de l'électricité, des enlèvements, des incendies de véhicules et la perturbation du corridor Dakar-Bamako, par lequel transitent 70 % des importations maliennes. Des attaques à répétition qui ont déjà fait grimper les prix de denrées de première nécessité et menacent de plonger un peu plus la population dans l'insécurité alimentaire.

Malgré cela, l'économie du Mali pourrait « reprendre des couleurs » en 2026. Le FMI prévoit ainsi une croissance de 5,5 % cette année (4 % en 2025) grâce à une relance du

secteur minier et de la production d'or. En décembre 2025, le gouvernement a récupéré 1,2 milliard de dollars d'arriérés auprès des sociétés minières, à l'issue d'un audit approfondi.

Fin du litige avec Barrick Gold

En novembre, Bamako et Barrick Gold ont mis fin à un différend de deux ans concernant Loulo-Gounkoto, la plus grande mine du pays et l'un des dix plus grands complexes aurifères mondiaux. Le groupe minier a repris le contrôle de la mine, placée sous administration provisoire depuis juin, en échange du retrait de sa plainte auprès du Cirdi et, selon Bloomberg, du versement de 430 millions de dollars au gouvernement.

La production annuelle de Loulo-Gounkoto est estimée à plus de 22 tonnes. Barrick Gold évalue à près de 10 milliards de dollars la contribution économique cumulée de cette seule mine d'or à l'économie malienne et ce sur une vingtaine d'années. Le groupe pourra compter sur un interlocuteur de choix au sein du gouvernement : c'est l'un de ses anciens cadres, le Malien Hilaire Bibian Diarra, qui a été nommé ministre des Mines par le général Goïta. Après la mine de lithium de Gouloumina du chinois Ganfeng, c'est un deuxième site opéré par le britannique Kodal Minerals, mis en production en février, qui a effectué ses premiers chargements en décembre. Les relations économiques et politiques avec la France demeurent très compliquées, TotalEnergies a cédé son réseau en 2025 à Bénin Petro.

BAROMÈTRE CIAN 2025

POINTS FORTS

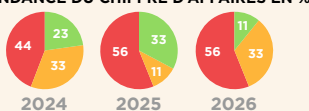
- Réseaux télécoms
- Qualité du secteur bancaire

POINTS FAIBLES

- Réseaux de transports et d'électricité
- Administration, douanes et système judiciaire
- Système de formation et de santé
- Coût de l'électricité

Note globale moyenne : 2 sur 5 📊 vs 2024

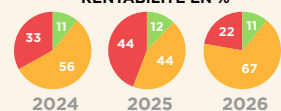
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



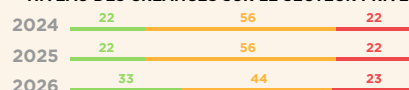
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ

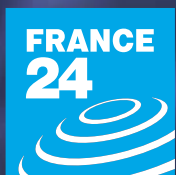
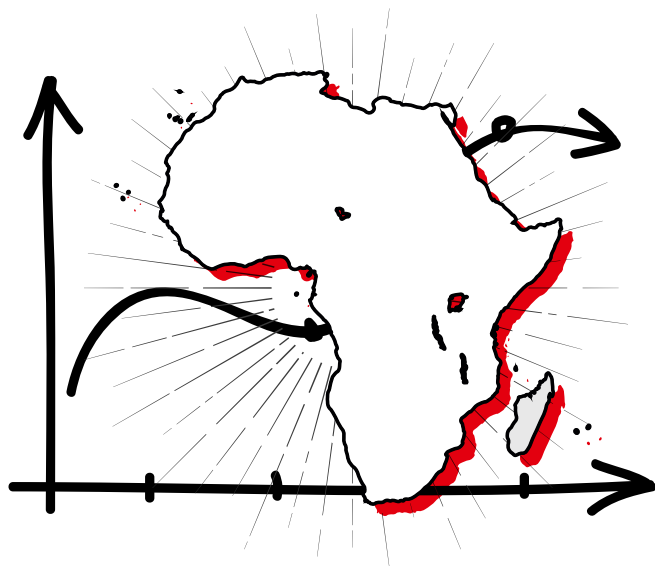




AFRIQUE ÉCONOMIE

Du lundi au vendredi
à 04h49 TU et 07h49 TU

L'incontournable
de l'économie africaine



LE JOURNAL DE L'AFRIQUE

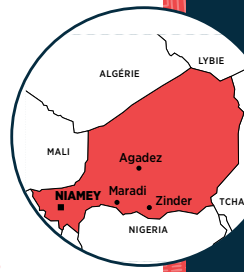
7 jours sur 7
à 20H40 et à 21H40



NIGER

Frictions

Les exportations d'hydrocarbures représentent plus de 60 % du PIB et contribuent fortement à la croissance. Mais Niamey multiplie les passes d'armes avec le Bénin autant qu'avec la France et la Côte d'Ivoire dans un contexte sécuritaire très dégradé.



Président : Abdourahmane Tiani
Premier ministre : Ali Mahamane Lamine Zeine
Population (millions) : 30,1
Superficie (km²) : 1 267 000
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 2 015
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 6,6
Inflation 2025 (% , est.) : -4,7

Le général Abdourahmane Tiani, qui a renversé Mohamed Bazoum (toujours séquestré) en 2023, a été investi président de la République en mars 2025, érigeant la charte de la Transition comme loi fondamentale et enterrant toute perspective de retour à l'ordre constitutionnel d'ici 2030.

Dans la foulée, toutes les formations politiques ont été dissoutes. De la fermeture de la frontière avec le Bénin à la brouille diplomatique qui a conduit à l'expulsion de diplomates nigériens et béninois vers leur pays respectif, jusqu'à l'attentat djihadiste à l'aéroport de Niamey de janvier dernier imputé par le général Tiani à trois « sponsors » : Emmanuel Macron, Alassane Ouattara et Patrice Talon... La situation au Niger est loin d'être un long fleuve tranquille.

Pourtant... Après une croissance à plus de 10 % en 2024, le Niger s'attend à un taux de plus de 6,6 % en 2025 et en 2026. Le déficit budgétaire qui était de 4,1 % du PIB en 2024 devrait se maintenir cette année, comme en 2025, autour des 3 %. Le taux d'inflation (déflation) était de -4,7 % contre 9,1 en 2024, à cause d'une baisse des prix alimentaires due à une production agricole meilleure que prévu et à des subventions sur les carburants.

Bataille pour l'uranium

L'année dernière, les exportations dominées par le pétrole brut (plus de 60 %) ont atteint environ 2,42 milliards de

dollars. La production (15 % à 20 % du PIB) s'est à peu près établie à 230 000 barils par jour, contre 200 000 en 2024. La China National Petroleum Corporation (CNPC) a progressé dans la commercialisation de la nouvelle production issue de la deuxième phase du développement du champ pétrolier d'Agadem, qui fonctionne désormais à plein régime, soit 90 000 barils par jour. Paralisé par des sabotages, le pipeline Bénin-Niger ne transporte qu'à la moitié de ses capacités. Des frictions sont apparues entre les autorités et la CNPC. Le gouvernement lui reproche de ne pas assez embaucher de travailleurs locaux et a donc menacé d'expulser ses techniciens. Or ces derniers sont pour le moment difficilement remplaçables.

Orano poursuit ses actions juridiques contre le Niger (5 % des réserves mondiales) après son expropriation du site de la Somair à Arlit, qu'il co-détenait avec Niamey, et qui a été nationalisé en juin. Et pour récupérer les 1 000 tonnes de concentré d'uranium, d'une valeur de 300 millions d'euros, qui se trouvaient bloqués à l'aéroport de la capitale. En novembre 2025, l'Etat nigérien avait annoncé son intention de vendre sur le marché international l'uranium, que convoite par ailleurs Moscou.

En 2024, le Niger a annoncé une réduction de l'extrême pauvreté qui reste à 45,3 %. Une amélioration qui résulte principalement de la forte croissance agricole, qui a non seulement soutenu l'activité économique mais aussi accru les revenus des ménages ruraux.

BAROMÈTRE CIAN 2025

POINTS FORTS

- Réseau d'eau et d'électricité
- Qualité du secteur bancaire

POINTS FAIBLES

- Réseaux routier et ferré
- Système judiciaire
- Corruption
- Coût de l'électricité

Note globale moyenne : 2,4 sur 5 📊 vs 2024

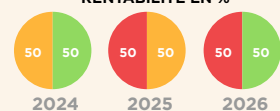
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



NIGERIA

Nouvelle réforme fiscale

Taux du Naira stabilisé, inflation réduite de moitié... la « thérapie de choc » du président Tinubu montre ses premiers effets à un an des prochaines échéances électorales. De forts investissements sont attendus dans les hydrocarbures.



Président : Bola Ahmed Tinubu
Vice-président : Kashim Shettina
Population (millions) : 239
Superficie (km²) : 923 768
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 6 440
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 3,9
Inflation 2025 (% , est.) : 15,15

A un an des élections générales, le président Bola Tinubu engrange les soutiens. 30 gouverneurs sur les 36 que compte le pays se sont ralliés en soutenant sa réélection. Promise par le chef de l'Etat à son arrivée, la « thérapie de choc » commence à manifester ses premiers effets. L'inflation, à 33 % en 2024, a été ramenée aux alentours de 15 % fin 2025. Le taux du naira a été stabilisé. Aussi, c'est une croissance de 4,68 % que le gouvernement projette pour 2026 (3,9 % en 2025), soutenue par le dynamisme du secteur des services financiers et des TIC, de la construction, par une reprise modeste du secteur agricole et par la mise en route de la raffinerie Dangote qui fait du pays un exportateur net de carburant...

Il aura fallu, pourtant, engager des réformes difficiles comme la suppression des subventions aux carburants et l'unification des taux de change de la monnaie nationale. Non sans controverse, une nouvelle réforme fiscale, le « Tax Act », est entrée en vigueur le 1er janvier, permettant d'élargir l'assiette fiscale.

Cependant, ces mesures ont un coût pour de nombreux Nigériens, qui font face à la pire crise du coût de la vie depuis une génération. En 2024, la Banque mondiale estimait que près de la moitié de la population nigérienne vivait en dessous du seuil de pauvreté.

Premier partenaire de la France

La Commission européenne a retiré le pays des juridictions financières à haut risque après qu'il a été rayé de la liste grise du Groupe d'action financière (Gafi) en octobre, confirmant des progrès réalisés en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Grand projet de la présidence Tinubu, l'autoroute de 700 km Lagos-Calabar a obtenu des financements de plus de 2 milliards de dollars de First Abu Dhabi Bank et de la Deutsche Bank. Par ailleurs, 28 nouveaux plans de développement de gisements d'une valeur de 18 milliards de dollars ont été approuvés en 2025, représentant 1,4 milliard de barils. 60 milliards sont visés d'ici 2030. Shell envisage d'investir 20 milliards de dollars dans le champ Bonga Sud-ouest.

Mais les défis sécuritaires pèsent. Alors que les enlèvements de masse se sont poursuivis, Donald Trump a frappé le 25 décembre des positions de « l'Etat islamique » dans le nord-ouest du pays tandis que la France a conclu un partenariat avec le Nigeria en matière de renseignements et d'équipements.

Le Nigeria reste le premier partenaire de la France en Afrique subsaharienne. Les échanges bilatéraux se sont élevés à plus de 4,7 milliards d'euros en 2025, en repli par rapport à 2024. En janvier dernier, TotalEnergies a annoncé vendre sa participation de 15 % dans Renaissance, l'entreprise co-détenue avec la NNPC opérant 18 licences pétrolières, après avoir cédé 40 % de sa participation dans deux permis à Chevron, pour se recentrer sur l'offshore profond et le gaz.

BAROMÈTRE CIAN 2025

POINTS FORTS

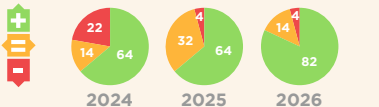
- Réseaux et coût des télécoms
- Qualité du secteur bancaire
- Taux d'absentéisme
- Coût de la main d'œuvre

POINTS FAIBLES

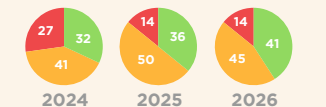
- Réseau et coût de l'électricité
- Réseau d'eau et d'assainissement
- Administration, douanes et système judiciaire
- Corruption

Note globale moyenne : **2,3** sur 5 **+** vs 2024

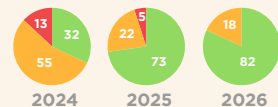
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



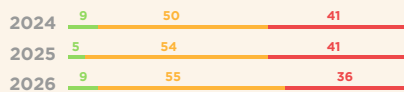
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



SÉNÉGAL

Le choc de la rigueur

La dette publique a été réévaluée à 132 % du PIB. Le pays, financièrement aux abois, doit envisager une thérapie de choc pour échapper à une restructuration. Au sommet de l'Etat, l'entente entre les deux têtes de l'exécutif a viré à la rivalité.



Président : Bassirou Diomaye Faye
Premier ministre : Ousmane Sonko
Population (millions) : 19,9
Superficie (km²) : 112 622
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 5 070
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 6
Inflation 2025 (% , est.) : 2

La victoire au bout du suspense en finale de Coupe d'Afrique des Nations de football a mis du baume au cœur des Sénégalais, éprouvés par une année difficile. Leur pays a encore réalisé 6 % de croissance, mais l'ampleur du scandale de la « dette cachée » léguée par l'ancien président Macky Sall nourrit les inquiétudes et plombe le climat socio-politique. Le maquillage des comptes publics révélé en septembre 2024 s'avère encore plus important qu'imaginé. Les dernières estimations du cabinet Mazars évoquent désormais un taux d'endettement à 132 % du PIB, soit près de 60 points de plus que le taux déclaré en décembre 2023 ! Le programme avec le FMI a été interrompu, la note souveraine du pays a été dégradée trois fois en un an, et le Sénégal s'est retrouvé de facto coupé du marché international. Dakar, dont les besoins de financements atteindront 9,26 milliards d'euros en 2026, a été obligé de se rabattre sur l'épargne nationale et les emprunts obligataires du marché de l'UEMOA, qui risque d'être lui-même bientôt à court de liquidités. Le pays a réussi à lever 6,1 milliards d'euros en 2025, mais analystes et experts considèrent inéluctable une restructuration de la dette en 2026.

Cette option est pour le moment officiellement écartée par le gouvernement, qui prévoit des coupes dans les dépenses et une mobilisation des recettes fiscales à hauteur de 23,2 % du PIB en 2026, via de nouvelles taxes et la suppression d'exonérations fiscales. Equivalant à presque 4 % du PIB,

ce choc fiscal risque de briser l'élan de l'économie. Le FMI table sur une croissance divisée par deux cette année, à 3 %.

Divorce consommé

L'attitude à adopter envers les responsables de ce désastre et vis-à-vis des partenaires internationaux nourrit des crispations au sommet de l'Etat. L'entente entre le président Bassirou Diomaye Faye et son mentor, le Premier ministre Ousmane Sonko, n'a pas résisté à la crise. D'abord feutrée, la rivalité entre les deux anciens compagnons de route s'exprime désormais au grand jour. L'inflexible Premier ministre Sonko s'exaspère de la ligne plus accommodante qui semble être celle du président. Il le soupçonne de chercher à élargir son socle d'alliés en recyclant des « barons de l'ancien régime » pour la présidentielle 2029, alors qu'un pacte tacite prévoyait la candidature du Premier ministre. Avec 130 députés fidèles (sur une chambre de 165), le chef du gouvernement semble cependant en position de force.

Le Sénégal, devenu producteur d'hydrocarbures, a engagé la conversion de ses unités de production thermiques de fioul lourd et de charbon vers le gaz naturel. La part du gaz dans le mix énergétique doit passer de 1 % actuellement à 30 % dans cinq ans, le renouvelable, de son côté, atteindra 22 %. Engagé dans un dynamique d'industrialisation, le pays doit faire face à une demande d'électricité en forte croissance (+8 % par an).

BAROMÈTRE CIAN 2025

POINTS FORTS

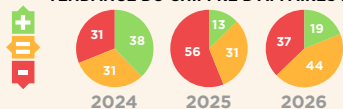
- Réseaux télécoms
- Réseau électrique
- Sécurité des personnes
- Coût de la main d'œuvre et des transport maritime

POINTS FAIBLES

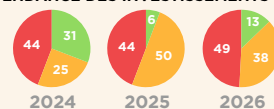
- Impact du secteur informel
- Coût de l'électricité
- Administration et douanes

Note globale moyenne : 2,7 sur 5 vs 2024

TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



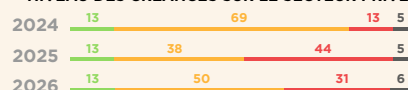
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



Investir ensemble et durablement pour des intérêts partagés



L'AFD soutient les investissements de l'Ouganda dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. Ce projet permet d'améliorer l'accès à l'eau potable de plus de 3 millions d'habitants de l'agglomération de Kampala (GKMA).
© Esther Ruth Mbabazi / AFD

Le développement économique durable de l'Afrique repose sur des investissements solides, innovants et responsables. Le groupe AFD agit aux côtés des États, des acteurs économiques et des institutions financières pour structurer des projets à fort impact, sécuriser les financements et accompagner les transitions.

Au cœur de notre action : une approche partenariale qui combine les expertises nationales, une vision de long terme et la mobilisation de capitaux publics et privés.

Parce que l'investissement est un levier majeur de transformation, nous agissons avec nos partenaires pour bâtir des économies africaines résilientes, compétitives et créatrices d'emplois.

Découvrez notre action sur afd.fr

#MondeEnCommun

SIERRA LEONE

Filon minier

Freetown mise essentiellement sur le développement de ses sites miniers dans le fer et l'or. Tout en étant tancé par le FMI pour son manque de transparence.



Président : Julius Maada Bio
 Vice-président : Victor B. Foch
 Population (millions) : 9
 Superficie (km²) : 71 740
 PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 3 516
 Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 4,4
 Inflation 2025 (% , est.) : 9,9

Président depuis juin 2025 de la Cedeao, le chef de l'Etat sierra léonais Julius Maada Bio s'est lancé dans une tournée diplomatique régionale, visant notamment à se rapprocher des membres de l'AES (Mali, Niger et Burkina Faso) qui ont quitté l'organisation en janvier 2025. Mais il s'est aussi rendu à Bissau avec son homologue sénégalais Bassirou Diomaye Faye pour y plaider une transition rapide après le coup d'Etat qui a renversé le président Embalo.

Avec 4,9% de croissance prévue en 2026, la Sierra Leone voit les investissements se poursuivre dans le secteur minier, alors que le fer constitue 70% des exportations du pays.

Faisant partie d'un investissement à un milliard de dollars, l'usine de transformation de ce minerai du chinois Kingho Mining, à Tonkolili, d'une capacité de 10 millions de

tonnes, a été inaugurée en avril 2025.

Soutien de la BAD

En décembre 2025, la junior FG Gold, soutenue par Trafigura, a sécurisé auprès d'AFC et d'Aleximbank un financement de 330 millions de dollars pour la mise en œuvre du projet minier aurifère de Baomahun, qui devrait contribuer à 10% du PIB.

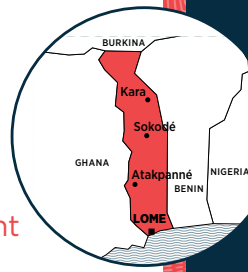
La BAD a accordé au pays 500 millions de dollars dans le cadre d'une stratégie de soutien au développement qui court de 2025 à 2030. Alors que Freetown bénéficie d'une Facilité élargie de crédit de 187 millions de dollars du FMI, ce dernier s'est toutefois inquiété de la corruption persistante et des faiblesses institutionnelles et en matière de transparence.

Freetown, Sierra Leone



Nouvelles alliances

Médiateur dans le conflit entre la RDC et le Rwanda, Faure Gnassingbé a également jeté des ponts entre la Cedeao et les juntes de l'AES. Un accord de coopération a été signé avec Moscou en 2025.



Président : Jean-Lucien Savi de Tové
Président du Conseil : Faure Gnassingbé
Population (millions) : 9,6
Superficie (km²) : 56 500
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 3 239
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 5,2
Inflation 2025 (% , est.) : 0,4

À la suite d'une réforme constitutionnelle en 2024 instaurant un régime parlementaire, Faure Gnassingbé est devenu en mai 2025 le premier président du Conseil de la Vème République. C'est l'opposant Jean-Lucien Savi de Tové, 86 ans, qui a été nommé par l'Assemblée président de la République, une fonction désormais honorifique.

Elu en 2005 la première fois, le chef d'Etat le plus longtemps en exercice d'Afrique de l'Ouest a revêtu durant l'année écoulée les habits de médiateur dans la crise entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda, au nom de l'Union africaine (UA), organisant d'ailleurs plusieurs forums à Lomé, que ce soit sur la question de la paix et de la sécurité ou sur le panafricanisme. Il fut ainsi l'instigateur avec Emmanuel Macron, à Paris, en mai, d'une conférence sur la paix dans la région des Grands Lacs. Mais il a aussi fait montre d'une grande proximité avec les juntes malienne, nigérienne et burkinabè membres de l'AES. Jusqu'à vouloir l'intégrer ? Les signes n'ont pas manqué. En janvier, Lomé a extradé vers Ouagadougou Paul-Henri Sandaogo Damiba, ancien président de la transition burkinabè, accusé d'ourdir un coup d'Etat dans son pays.

Stratégiquement, il s'agit aussi pour le port de Lomé de rester un débouché naturel pour ces pays enclavés alors que son voisin béninois entretient des rapports plus que tendus avec ces nouveaux régimes souverainistes et autoritaires. La

frontière reste fermée entre le Niger et le Bénin. Faure Gnassingbé s'est rendu en novembre à Moscou où il a scellé un accord de coopération militaire qui autorise la Russie à utiliser le port togolais.

4 milliards d'échanges commerciaux avec la Chine

Dans ce contexte, une croissance de 6,2 % est projetée en 2026, contre 5,2 % en 2025. Le taux d'inflation annuel pour 2025 s'établit à 0,4 %, contre 2,9 % en 2024. La croissance est principalement tirée par les industries extractives (phosphate, clinker), dont la production a bondi de 50,9 % sur la période.

Poursuivant sa stratégie d'industrialisation et de transformation des matières premières agricoles et minières, une usine de production de vêtements de l'américain Charles Komar & Sons de 25 millions d'euros a été inaugurée en juin dans le parc industriel d'Adetikope, à l'heure où les Etats-Unis ont fixé une taxe de 10 % sur les exportations togolaises.

Les échanges commerciaux entre le Togo et la France ont atteint près de 300 millions d'euros en 2025, en hausse. Mais ils demeurent loin derrière les échanges avec la Chine, qui ont dépassé les 4 milliards de dollars, ou avec l'Inde, à 3,48 milliards de dollars. La quarantaine de filiales d'entreprises françaises présentes dans le pays réalisent un chiffre d'affaires cumulé supérieur à 570 millions d'euros, selon l'Agence française du développement (AFD).

BAROMÈTRE CIAN 2025

POINTS FORTS

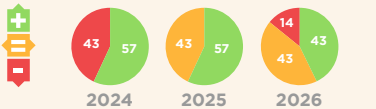
- Réseaux portuaire et aérien
- Réseaux télécoms
- Taux d'absentéisme
- Coût de la main d'œuvre

POINTS FAIBLES

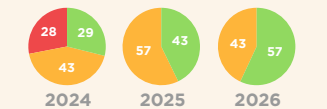
- Réseaux routier, ferré et électrique
- Douanes et environnement fiscal
- Coût de l'électricité
- Crédit au entreprises

Note globale moyenne : 2,6 sur 5 ➡ vs 2024

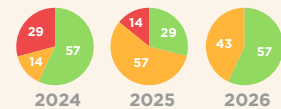
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



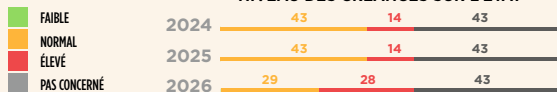
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



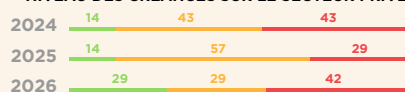
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



FAIBLE
 NORMAL
 ÉLEVÉ
 PAS CONCERNÉ

AFRIQUE CENTRALE

Début 2026, les dirigeants de la Cemac ont ordonné la mise en place de mesures fiscales et monétaires urgentes – notamment le rapatriement des avoirs publics et des revenus d'exportation détenus à l'étranger – afin de stabiliser les économies affaiblies de la région.



CAMEROUN	58	RÉP. CENTRAFRICAINE	63
CONGO-BRAZZAVILLE	59	RÉP. DÉMOCRATIQUE DU CONGO	64
GABON	60	SAO TOMÉ & PRINCIPE	66
GUINÉE ÉQUATORIALE.....	62	TCHAD.....	67

EN ZONE DE TURBULENCES



Nyiragongo, Congo.

Baisse des cours des matières premières, érosion des recettes budgétaires, déficits publics croissants, poids des remboursements de la dette extérieure, non-respect des critères de convergence de la sous-région... C'est sous la menace d'un choc économique et monétaire qualifié d'"explosif" par le FMI, que les pays membres de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cemac), présidée par le congolais Denis Sassou Nguesso depuis septembre, ont commencé l'année 2026.

En décembre dernier, Yvon Sana Bangui, gouverneur de la Banque des Etats d'Afrique centrale (BEAC) sonnait l'alerte, tout en coupant court aux rumeurs de dévaluation.

Au deuxième semestre 2025, la zone a ainsi perdu environ 1 300 milliards de francs CFA de réserves en devises, passant en six mois de 7 624,6 milliards FCFA à 6 377,3 milliards FCFA, soit autour de quatre mois d'importations de biens et de services. De quoi fragiliser la capacité de la sous-région à défendre la parité du franc CFA, toujours garanti par la France, et à honorer ses engagements extérieurs. Pour le seul mois de janvier, le Cameroun (première économie de la

zone) avait 250 milliards de francs CFA à rembourser. Le risque est d'autant plus élevé qu'à l'exception du Tchad, aucun pays de la zone ne dispose actuellement d'un programme actif avec le FMI, privant la Cemac d'un filet de sécurité financier capable d'amortir le choc.

C'est ainsi que les chefs d'Etat de la Cemac ont exigé le 22 janvier, lors d'un sommet extraordinaire à Brazzaville, le rapatriement à la BEAC des fonds de restauration des sites (RES) des compagnies extractives, évalués à près de 6 000 milliards de francs CFA (jusqu'à 10 milliards d'euros), placés actuellement dans des banques européennes et destinés à la dépollution environnementale à la fin de la production.

Présentée comme un levier potentiel de renforcement des réserves, cette réforme, soutenue par le FMI, se heurtait à l'opposition des multinationales pétrolières et minières, soutenues notamment par les Etats-Unis. En mars 2025, le Congrès américain examinait un projet de loi visant à bloquer tout appui du FMI aux pays de la Cemac si ces fonds étaient intégrés aux réserves officielles, les jugeant incompatibles avec les standards internationaux. ▶



Port-Gentil, Gabon

Rebond pétrolier

Au lendemain du sommet de Brazzaville, le Gabon a ainsi ordonné le rapatriement de 270 millions de dollars de la Gabon Oil Company, une société nationale. Malgré cela, l'économie de la zone (dont la République démocratique du Congo n'est pas membre) devrait connaître un léger rebond cette année, à 3,4 % – en deçà des 6 % de la zone de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) – tirée par les activités hors pétrole, après un recul de 2,8 %, lié en 2025 au ralentissement de ces mêmes activités extractives. Du côté de la RDC en revanche, le FMI anticipe une croissance moyenne de 5,4 % par an jusqu'en 2030. Les réserves de change, estimées à plus de 7,4 milliards de dollars, y représentent environ trois mois d'importations, un niveau record pour le pays.

Dans plusieurs pays de la sous-région, l'amélioration des infrastructures énergétiques, comme le barrage de Nachtigal au Cameroun, et la réalisation de grands projets publics et privés devraient soutenir la demande dans le BTP, l'agro-industrie, à l'instar de la relance de CotonTchad par Olam, le transport et certains services, contribuant à la progression du PIB.

En baisse de 1,7% en 2025, le secteur pétrolier avait été marqué en 2025 par certaines contre-performances, liées au ralentissement de la production de pétrole brut au Cameroun, au Gabon, en Guinée équatoriale et au Tchad, dont les champs existants déclinent. Selon la Commission de la Cemac, l'activité pétrolière devrait rebondir à 1,9% cette année, grâce à l'entrée en exploitation de nouveaux champs et à l'expansion de projets pétroliers.

L'inflation est tombée à 3,9% en mars 2025 dans la Cemac, mais reste supérieure au critère de convergence régionale de 3%. La pauvreté a augmenté : 37% des 65 millions d'habitants de la région vivent dans l'extrême pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 3 dollars par jour. La plupart des nouveaux emplois sont informels et se trouvent dans des secteurs à faible productivité.

Ce sont près de 7 milliards de dollars que les six Etats de la Cemac entendent lever sur le marché obligataire régional des obligations souveraines en 2026.

Rémy Darras

somdia

Grandir ensemble

SUCRE

DISTILLERIE

CÉRÉALES LOCALES

ALIMENTATION ANIMALE

ÉLEVAGE

Somdia est un groupe à taille humaine, responsable, qui produit et distribue, en Afrique, des denrées essentielles au travers des filières agro-industrielles pérennes dans le respect de l'environnement, de la sécurité alimentaire et de l'Humain.



www.groupe-somdia.com

CAMEROUN

Au forceps

Obtenue non sans heurts, la réélection du doyen des chefs d'Etat africains Paul Biya, pour un huitième mandat, n'a pas levé les incertitudes. Le temps reste en suspens pour l'économie la plus importante de la Cemac.



Président : Paul Biya
Premier ministre : Joseph Dion Nguté
Population (millions) : 30,3
Superficie (km²) : 475 440
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 5 589
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 3,8
Inflation 2025 (% , est.) : 3,4

L'outsider Issa Tchiroma Bakary, porté par un élan populaire inattendu au cours de sa campagne, aura été à deux doigts de créer une surprise majeure. Candidat à l'élection du 12 octobre 2025, l'ancien ministre de la Communication, transfuge du camp présidentiel, a revendiqué sa victoire dès la clôture du scrutin, depuis son fief de Garoua. Pendant une dizaine de jours, le Cameroun a retenu son souffle, sur fond de violentes échauffourées, avant que la Cour constitutionnelle ne proclame des résultats créditant le chef de l'Etat Paul Biya de 53,66% des voix, contre 35,19% pour son adversaire. Confronté aux limites de sa stratégie de désobéissance civile, Tchiroma a été exfiltré au Nigeria avant de trouver refuge en Gambie. Les interrogations sur la succession du président camerounais, au pouvoir depuis 1982, n'ont pas été levées. Son entourage reste traversé par de sourdes luttes d'influence. Les observateurs s'attendent maintenant à la nomination d'un gouvernement élargi à des figures de l'opposition.

Le cacao devant l'or noir

L'économie camerounaise, qui représente 43 % du PIB de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cemac), offre un paysage contrasté. Indéniablement résiliente, elle a affiché un taux de croissance de 3,8%, le plus élevé de la région, et devrait rééditer cette performance en 2026 (4,1% attendus). Néanmoins ces chiffres

restent en deçà des objectifs de la Stratégie nationale de développement 2020-2030, qui tablaient sur une moyenne de 8%. La diversification rend cependant le Cameroun moins tributaire des fluctuations des cours de l'or brun. Au premier semestre 2025, les recettes d'exportation du cacao ont supplanté celles liées aux hydrocarbures, une première.

Mais le climat d'incertitude et l'absence de réformes pèsent sur l'attractivité et nourrissent la défiance des créanciers. L'encours de la dette publique a été réévalué à 45,6% du PIB après réincorporation du stock résiduel des arriérés de la dette flottante, soit près de 7 points de PIB supplémentaires. Le dialogue avec le FMI est de plus en plus laborieux et un échec des discussions sur un nouveau programme triennal d'assistance est désormais une hypothèse plausible, alors que l'Etat devra encore délier les cordons de la bourse pour recapitaliser plusieurs entreprises publiques en difficulté. En décembre, les négociations menées avec un pool bancaire pour une facilité de crédit de 100 milliards de FCFA, destinée à assurer le paiement régulier des factures dues au consortium exploitant le barrage de Natchigal, n'ont pas permis de mobiliser plus d'un cinquième de la somme visée.

Les échanges avec la France ont connu une forte progression, à 1,36 milliard d'euros, sous l'effet d'une hausse en valeur des exportations camerounaises (808 millions d'euros). Paris est le troisième fournisseur de Yaoundé, avec une part de marché de 7,6%, derrière New Delhi (11,6%) et Pékin (19%).

BAROMÈTRE CIAN 2025

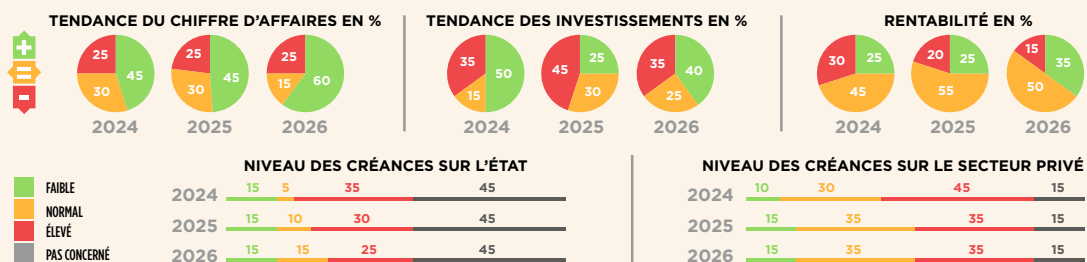
POINTS FORTS

- Coût et qualité de la main d'œuvre
- Réseau portuaire
- Taux d'absentéisme

POINTS FAIBLES

- Réseaux de transport (hors portuaire)
- Réseaux d'eau et d'électricité
- Douanes et système judiciaire
- Corruption

Note globale moyenne : 2,1 sur 5 ➡ vs 2024



CONGO-BRAZZAVILLE

Plein gaz !

Après vingt ans d'absence, Brazzaville est revenu sur les marchés obligataires internationaux. Visant 500 000 barils par jour d'ici 2027, le pays bénéficie d'un secteur pétrolier dynamique, tout en cherchant à ne pas dépendre que de l'or noir.



Président : Denis Sassou Nguesso
Premier ministre : Anatole Collinet Makosso
Population (millions) : 6,3
Superficie (km²) : 342 000
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 7 026
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 2,9
Inflation 2025 (% , est.) : 3,6

Candidat à un cinquième mandat présidentiel le 15 mars, Denis Sassou Nguesso, 82 ans, devrait voir l'économie congolaise rebondir en 2026, avec une croissance de 3,2%, contre 2,9% l'année passée.

Signe d'une crédibilité retrouvée, après vingt ans d'absence, le Congo a effectué fin 2025 son retour sur les marchés obligataires internationaux, levant à Londres 930 millions de dollars, pour refinancer sa dette intérieure. C'est que le pays, où le secteur pétrolier représente jusqu'à 70% du PIB et plus de 80% des recettes d'exportation, a décidé d'envoyer un signal fort, en visant la production de 500 000 barils par jour d'ici 2027, contre 274 000 actuellement.

Ainsi le groupe TotalEnergies, qui entend mobiliser 600 millions de dollars dans l'exploration et la production de Moho Nord, a-t-il obtenu en septembre, avec Qatar Energy, l'exploration et l'exploitation d'un nouveau bloc : Nzombo. L'américain Trident Energy a repris en 2025 les actifs de son compatriote Chevron. Le français Perenco investit 200 millions de dollars pour booster la plateforme Kombi 2 et le chinois Wing Wah a signé, en septembre, un accord à 23 milliards de dollars pour le développement de trois permis, représentant 1,3 milliard de barils d'ici 2050. L'inauguration d'une seconde raffinerie, près de Pointe-Noire, est également « dans les tuyaux ».

Résoudre le déficit énergétique

Mais « l'avenir du Congo ne peut pas reposer uniquement sur le pétrole, il doit aussi reposer sur le gaz », déclarait en octobre Bruno Itoua, ministre des hydrocarbures. En décembre, Eni a lancé, en avance, grâce à un navire-usine, la deuxième phase de son projet Congo LNG, qui doit porter la capacité totale à 4,5 milliards de mètres cubes, et un nouveau code gazier est en gestation.

Le turc Ulsan a, pour sa part, annoncé en décembre un investissement de 240 millions de dollars en 2026 pour développer la mine de fer de Mayoko-Moussondji, avec l'objectif d'atteindre une capacité de production de 5 millions de tonnes par an d'ici 2028. Le projet prévoit également la construction d'un complexe sidérurgique dans la cité océane ainsi que la réhabilitation d'une voie ferrée reliant le site minier à Pointe-Noire.

Souffrant d'un déficit énergétique, en partie dû à son réseau vétuste, synonyme de déperditions, le pays prévoit de réhabiliter la ligne de transport entre Pointe-Noire et Brazzaville et de rénover le barrage hydroélectrique de Moukouloulou. D'une valeur de 2 milliards de dollars, le barrage de Sounda (600 MW) a, lui, vu son chantier suspendu il y a un an. Des retards de financements et de désaccords techniques sont évoqués.

Sur le plan international, des discussions sont en cours avec l'administration américaine pour lever l'interdiction de délivrance de visa faite aux Congolais, imposée en juin 2025.

BAROMÈTRE CIAN 2025

POINTS FORTS

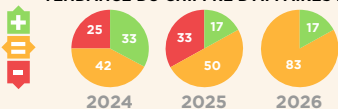
- Réseaux télécoms
- Réseau portuaire
- Coût de la main d'œuvre et du fuel

POINTS FAIBLES

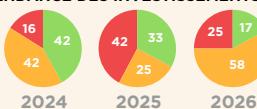
- Réseaux routier et ferré
- Réseaux d'eau et d'électricité
- Administration, douanes et système judiciaire
- Corruption

Note globale moyenne : **2,2 sur 5** ➡ vs 2024

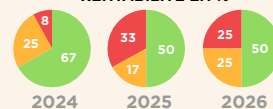
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



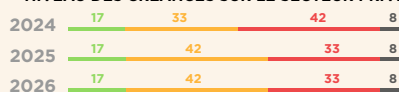
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



GABON

Objectif minerais

La période de transition ouverte en 2023 a pris fin en 2025 avec l'organisation d'élections nationales et locales confortant le régime d'Oligui. Le pays mise sur la transformation locale du manganèse et entend s'imposer avec un nouveau gisement de fer.



Président :

Brice Clotaire Oligui Nguema

Population (millions) : 2,5

Superficie (km²) : 267 667

PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 21 510

Croissance du PIB réel,

2025 (% , est.) : 3,1

Inflation 2025 (% , est.) : 2,2

Ne l'appellez plus président de la Transition ! Brillamment élu le 12 avril 2025 avec 94,85% des suffrages à la tête du Gabon, le général Brice Clotaire Oligui Nguema a refermé en décembre dernier le cycle ouvert par son putsch du 30 août 2023, succédant à un demi-siècle de dynastie Bongo. Toutes les institutions qui en étaient issues, à l'instar du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) sont désormais dissoutes.

S'il avait fait adopter en novembre 2024 une nouvelle Constitution à 91,8%, les législatives, municipales et sénatoriales qui se sont déroulées en septembre et octobre dernier ont également conforté le nouveau régime.

L'Union démocratique des bâtisseurs (UDB), la formation présidentielle, rafle ainsi 70% des sièges de députés et la majorité des municipalités et assemblées départementales.

Début 2026, un remaniement ministériel s'est traduit par la nomination d'une importante figure politique, Alexandre Barro-Chambrier, au poste de vice-président, celle du dirigeant du pétrolier Vaalco Clotaire Kondja au portefeuille... des Hydrocarbures et le départ du ministère de l'Économie d'Henri-Claude Oyima, l'emblématique patron de BGFI Bank.

Souverainisme économique

Si 190 millions de dollars ont été levés en décembre, la situation financière reste délicate. Les perspectives de croissance s'annoncent atones selon la Banque mondiale (2,5%). Le PIB est en repli (moins de 20 milliards de dollars). La dette pourrait représenter 87% du PIB d'ici 2027, bien loin du critère de convergence de 70% de la zone Cemac. Un ralentissement en partie dû à celui du secteur pétrolier, à des champs qui arrivent à maturité, à des cours à la baisse et à une réduction de la production qui affectent directement la situation budgétaire.

En matière économique, Libreville entend poursuivre sa politique souverainiste. Après l'acquisition des blocs d'Assala Energy et de Tullow Oil, il y a deux ans, il interdira d'ici 2029 l'exportation de manganèse brut, dont le Gabon est le deuxième producteur mondial. Objectif : stimuler la diversification, l'industrialisation et l'électrification. Avec l'entrée en exploitation d'ici 2030 du gisement de fer de Belinga, opéré par le géant australien Fortescue, le Gabon pourrait bien se voir propulsé à la place de premier exportateur africain de ce minéral.

Alors qu'il fait face à de nombreux défis en matière d'infrastructures et d'énergie, le pays a bénéficié en novembre, à l'issue de la visite d'Emmanuel Macron, d'un financement de 203 millions d'euros de l'Agence française de développement (AFD) pour la modernisation du train Transgabonais, exploité par Eramet. Avec une part de marché de 25%, la France est le premier fournisseur du Gabon, où il achète du pétrole, du bois ou encore du manganèse.

BAROMÈTRE CIAN 2025

POINTS FORTS

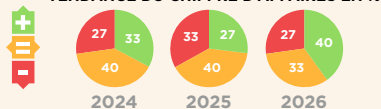
- Réseaux télécoms
- Réseau portuaire
- Fiabilité des partenaires locaux
- Protection de l'environnement

POINTS FAIBLES

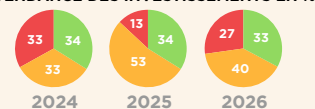
- Réseaux routier, ferré, d'eau et d'électricité
- Système de formation et de santé
- Coût des transports maritime et aérien
- Corruption

Note globale moyenne : 2,2 sur 5 📊 vs 2024

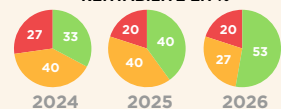
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



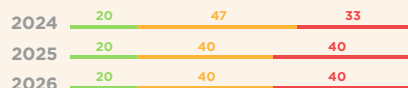
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



Origine : **Afrique.** Destination : **le monde.**



Bien qu'opérant à l'international sur trois continents, c'est bien en Afrique que la Compagnie Fruitière concentre la majeure partie de son activité de production de fruits et légumes à travers ses filiales PHP au Cameroun, GEL au Ghana, GDS au Sénégal et SCB en Côte d'Ivoire.

Valoriser des terroirs uniques au monde

Être le premier producteur de fruits d'Afrique est bien sûr pour nous une grande fierté, mais c'est surtout une position qui nous oblige à être à l'avant-garde de la préservation et de la protection des terres que nous cultivons. Depuis 2016, nous travaillons étroitement avec le WWF à mettre en place des pratiques plus durables et respectueuses de la biodiversité. Nous avons ainsi conservé une zone de collines protégées au Cameroun qui s'étend sur 500 ha et avons aussi développé la production de bananes biologiques avec 11,6% de nos surfaces certifiées en agriculture biologique.

Soutenir une croissance à double sens

Dans son développement, la Compagnie Fruitière a toujours considéré que pour croître de façon harmonieuse, il fallait grandir ensemble. C'est dans cet esprit que nous concluons, année après année toujours plus de partenariats avec de petits producteurs locaux leur offrant ainsi de nouveaux débouchés et des perspectives de croissance nouvelles pour leur activité. De même, nous partageons les capacités logistiques de nos 9 navires avec les entrepreneurs de l'ouest de l'Afrique désireux de se développer à l'export.



Cultiver aussi la qualité de la vie

Dans cet objectif, grâce à notre certification Fairtrade, plus de 15 millions d'euros ont été investis au bénéfice direct de projets communautaires ces 10 dernières années. Des actions concrètes au service des populations qui complètent les autres initiatives offertes par l'entreprise dans les domaines de l'éducation, la santé, le ramassage des déchets ou encore l'accès à l'eau.

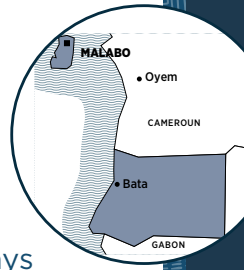
Plus d'informations sur compagniefruitiere.fr



GUINÉE ÉQUATORIALE

Nouvelle capitale

Gouvernement et administration doivent déménager à Ciudad de la Paz avant la fin de l'année. Sur le front diplomatique, le pays a scellé une nouvelle alliance avec Washington.



Président : Teodoro Obiang Nguema Mbasogo
Vice-président : Teodorin Nguema Obiang Mangué
Population (millions) : 1,96
Superficie (km²) : 28 051
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 17 566
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : -1,6
Inflation 2025 (% , est.) : 2,9

Implantée dans la partie continentale du pays, au milieu de la forêt, Ciudad de la Paz, anciennement connue sous le nom d'Oyala, est devenue la nouvelle capitale du pays le 3 janvier 2026. Le projet avait été initié il y a 18 ans par le président Obiang, qui souhaitait désengorger Malabo (l'ancienne capitale, située sur l'île de Bioko), et Bata, l'autre grande ville, elle aussi soumise à la pression foncière. Ministères et administrations publiques ont un an pour déménager. S'il devrait à terme alléger les charges de fonctionnement gouvernementales, ce transfert risque dans un premier temps d'occasionner un surcroît de dépenses alors que la Guinée équatoriale, confrontée à l'érosion continue de ses recettes pétrolières, affiche un budget en baisse de 8%. L'économie a connu une nouvelle année de récession (-1,6%) et devrait encore stagner en 2026.

Rapprochement avec Washington

La relance des activités d'exploration et de production d'hydrocarbures est une priorité et les autorités parient désormais sur un retour des majors américaines. ConocoPhillips devrait développer deux projets stratégiques d'exploration gazière. La Guinée équatoriale a obtenu la levée des sanctions américaines visant le vice-président Teodorin Nguema Obiang Mangué, qui fait figure de favori pour succéder à son père, Teodoro Obiang Nguema, au pouvoir depuis 1979. Pour complaire à l'administration Trump, Malabo a en outre accepté d'accueillir des clandestins africains expulsés des Etats-Unis.

Visé par des accusations d'enrichissement illicite, Teodorin reste sous le coup de poursuites en France et accuse Paris de « harcèlement judiciaire ».

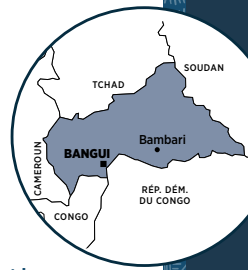
Le mont Basile, Malabo, Guinée équatoriale.



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Big Bang institutionnel

Création d'un Sénat, désignation d'un vice-président, remaniement : les chantiers politiques ne manquent pas au lendemain de la réélection du président Touadéra, intervenue sur fond de timide embellie économique.



Président :
Faustin-Archange Touadéra
Premier ministre : Félix Moloua
Population (millions) : 5,273
Superficie (km²) : 623 000
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 1 296
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 3
Inflation 2025 (% , est.) : 4,6

Le suspense n'était pas vraiment de mise à Bangui : Faustin-Archange Touadéra, qui brigait un troisième mandat, a été réélu dès le premier tour de l'élection présidentielle du 28 décembre 2025, avec plus de 75 % des suffrages. Son principal adversaire, l'ancien Premier ministre Anicet-Georges Dologuélé, déjà arrivé second en 2016 et 2021, a été crédité de 15 % des voix, un résultat qu'il conteste. Le quadruple scrutin – présidentiel, législatif, municipal et régional – devrait déboucher sur une domination sans partage du Mouvement Cœurs Unis, la formation présidentielle, qui a emporté une cinquantaine de sièges de députés au premier tour.

Le chef de l'Etat, dont le mandat a été porté à sept ans, devrait s'atteler à un « big bang institutionnel » au lendemain de son investiture, prévue fin mars : un remaniement gouvernemental avec une possible ouverture à l'opposition, la nomination d'un vice-président, poste qui pourrait revenir à l'un de ses proches (le président de l'Assemblée, Simplicie Mathieu Sarandji, ou son conseiller spécial, Sani Yalo), et la mise en place d'un Sénat de la République.

Le pays, qui demeure fragile et en proie à la violence de groupes armés résiduels, referme peu à peu la page de la guerre civile. Revenu en grâce dans les instances internationales et régionales, il a pris progressivement ses

distances avec Moscou, renoué avec Paris et entamé un rapprochement stratégique avec Abou Dhabi. Devenus les principaux alliés et bailleurs de Bangui, les Emirats, en échange de leur soutien, auraient obtenu l'octroi de facilités logistiques pour l'approvisionnement des rebelles soudanais du général Hemetti.

Corridor multimodal

L'économie du pays panse elle aussi ses plaies : la croissance s'est élevée à 3 % en 2025 et devrait accélérer à 3,3 % en 2026, la meilleure performance depuis près de deux décennies. Le secteur minier en est le principal moteur. Les autorités viennent de signer un contrat de 25 ans avec le groupe canadien de CVMR pour la prospection et l'exploitation d'uranium, d'or et de coltan. Le projet prévoit la construction d'unités de raffinage locales.

Le secteur énergétique a lui aussi retrouvé des couleurs, avec la fin des pénuries de carburants et le redressement de la production électrique. L'amélioration de la desserte logistique reste un enjeu crucial. Les travaux de construction d'un port fluvial à Mongoumba ont été lancés grâce à un financement de la Banque africaine de développement (BAD) d'un montant de 282 millions de dollars. Ce projet stratégique s'inscrit dans le développement du corridor multimodal Pointe Noire-Brazzaville-Bangui-Ndjamena, porté par la Cemac. Enfin, un fonds de garantie destiné à faciliter le financement bancaire des PME a été mis en place, avec le soutien de la Banque mondiale.

BAROMÈTRE CIAN 2025

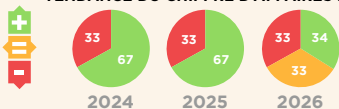
POINTS FORTS

POINTS FAIBLES

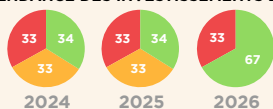
- Infrastructures
- Administration, douanes et système judiciaire
- Coût des facteurs (hors main d'œuvre)
- Qualité de l'encadrement, de la main d'œuvre et des formations

Note globale moyenne : 1,4 sur 5 + vs 2024

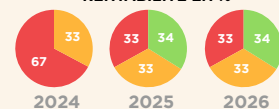
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



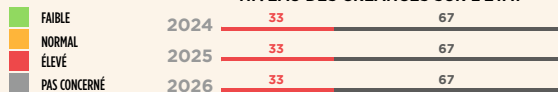
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



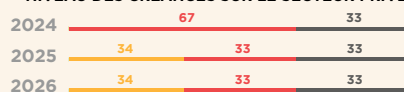
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



FAIBLE
NORMAL
ÉLEVÉ
PAS CONCERNÉ

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Résistance de fer



Président : Félix Tshisekedi
Premier ministre : Judith Suminwa Tuluka
Population (millions) : 106
Superficie (km²) : 2 345 000
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 1 821
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 5,3
Inflation 2025 (% , est.) : 6,9

Malgré de nombreuses tractations et la signature d'un accord de paix, la situation sécuritaire reste tendue à l'est du pays. Mais, des Etats-Unis à la Chine en passant par le Qatar, nombreux sont ceux à convoiter le potentiel de la RDC.

Signé le 4 décembre à la Maison Blanche, l'accord de paix entre le président congolais Félix Tshisekedi et son homologue rwandais Paul Kagame comprend, à l'instar d'autres « deals » trumpiens, une contrepartie économique promettant à l'industrie de pointe américaine un approvisionnement en minerais stratégiques. Mais, si le président américain en a fait l'un de ses trophées, il est demeuré fragile. En témoignent la poursuite, ces derniers mois, des combats dans le Sud-Kivu, riche en ressources minérales, entre l'armée congolaise et les milices du M23, proches du Rwanda. Décembre 2025 a vu l'afflux de 100 000 réfugiés au Burundi voisin, avec de graves conséquences humanitaires.

Ce ne sont pas les efforts de médiations qui ont manqué durant l'année écoulée, que l'on pense à ceux engagés par le chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé, à ceux du président angolais Joao Lourenço qui entend rejouer les facilitateurs après avoir jeté l'éponge en 2025 ou encore à ceux du Qatar. Si elle a accueilli les deux présidents congolais et rwandais, ainsi que plusieurs cycles de pourparlers entre le gouvernement de la RDC et les rebelles, Doha s'est également impliquée sur le plan économique. Le fonds Al Mansour Holding, fondé par un membre de la famille royale, a annoncé en septembre vouloir investir 21 milliards de dollars dans l'agriculture, la finance, les mines, l'industrie pharmaceutique ou encore les hydrocarbures.

De bons indicateurs

Et d'autres investissements d'envergure sont attendus. La RDC a lancé en octobre la première phase (12 milliards de dollars) d'aménagement à Maluku, à 60 km de la capitale, de la Cité sino-congolaise, qui doit comprendre huit parcs industriels. Début 2026 ont été dévoilées les grandes lignes d'un complexe de fer (Mifor) à 28,9 milliards de dollars, censé valoriser 15 à 20 milliards de tonnes.

Malgré un contexte sécuritaire tendu à l'est du pays, la RDC bénéficie de bons indicateurs économiques. Selon la Banque mondiale, la croissance du PIB devrait dépasser 5 %, en 2026 comme en 2025, portée par le secteur extractif et par des exportations de cuivre, soutenues par des prix internationaux favorables, en dépit de perturbations temporaires sur le cobalt. L'inflation a parallèlement fortement ralenti, tombant de 12 % fin 2024 à près de 2 % en novembre 2025, sous l'effet d'une politique monétaire restrictive conduite par la Banque centrale.

Mais, comme le notait un rapport de la Banque mondiale en juillet 2025, les recettes fiscales de la RDC ne représentent que 12,5 % du PIB, contre une moyenne de 16 % en Afrique subsaharienne. Les incitations fiscales entraînent un manque à gagner d'environ 5 % du PIB, soit un tiers des recettes fiscales totales ou trois fois le budget du secteur de la santé.

BAROMÈTRE CIAN 2025

POINTS FORTS

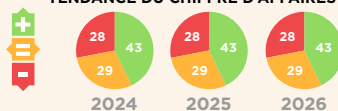
- Coût de la main d'œuvre et du fuel
- Qualité du secteur bancaire
- Réseaux télécoms

POINTS FAIBLES

- Infrastructures (hors télécoms)
- Administration, douanes et système judiciaire
- Corruption
- Impact du secteur informel

Note globale moyenne : 2 sur 5 + vs 2024

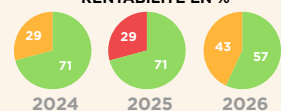
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



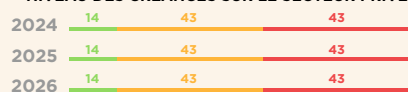
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ





ANAPI

Agence Nationale pour la
Promotion des Investissements

**Conseiller du Gouvernement
Central et des Gouvernements Provinciaux**
en matière d'amélioration du climat
des affaires et de promotion des investissements
en République Démocratique du Congo

SCANNEZ LE CODE QR
POUR TÉLÉCHARGER
NOS BROCHURES

Nos Missions

-  PROMOTION DE L'IMAGE
POSITIVE DE LA RDC
-  PROMOTION DES OPPORTUNITÉS
D'INVESTISSEMENT
-  PLAIDOYER POUR L'AMÉLIORATION
DU CLIMAT DES AFFAIRES
-  ACCOMPAGNEMENT ADMINISTRATIF
DES INVESTISSEURS

« Investir en RDC,
c'est maintenant ! »

www.anapi.cd

(+243) 999 925 026



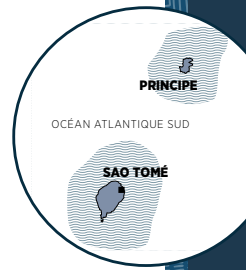
Découvrez plus
d'opportunités
disponibles pour
des investissements prometteurs
en RDC www.investindrc.cd

SAO TOMÉ ET PRINCIPE

Accélération fragile

Toujours porté par la vigueur des cours du cacao, le rebond se confirme pour une économie en quête de diversification. Une ambitieuse stratégie de transformation vient d'être dévoilée.

Le pays a célébré en juillet 2025 son demi-siècle d'indépendance, sur fond de tiraillements politiques persistants, le gouvernement de Patrice Trovoada ayant été limogé six mois plus tôt par le chef de l'Etat, Carlos Vila Nova, alors que les deux hommes sont du même bord. Des tensions qui ne doivent pas occulter la singularité de la trajectoire démocratique de cet archipel lusophone, qui constitue une heureuse exception dans la région. L'économie santoméenne, tournée vers les cultures de la rente et le tourisme (11 % du PIB), a profité de la bonne tenue des cours du cacao (80 % des recettes d'exportation du pays) et devrait voir la croissance accélérer à 4,7 %, contre 2,9 % au cours de l'année écoulée. L'inflation, qui avait connu un pic à plus de 20 % en 2023, continue son reflux, et devrait s'établir à 7 % en 2026.



Président : Carlos Vila Nova
Premier ministre : Americo de Oliveira dos Ramos
Population (millions) : 242 700
Superficie (km²) : 1 001
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 6 241
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 2,9
Inflation 2025 (% , est.) : 9,7

Connectivité et écotourisme

L'Etat insulaire, qui bénéficie de l'appui du FMI et de la BAD, veut promouvoir la diversification de son économie et attirer des investisseurs internationaux pour développer en partenariats public-privé (PPP) des infrastructures critiques, un projet de port en eaux profondes (Fernao Dias) et la modernisation de l'aéroport, l'ambition finale étant de devenir un hub maritime et aérien du golfe de Guinée. Le gouvernement, qui implémente également des stratégies de résilience climatique, souhaite aussi, de concert avec les opérateurs, réaffirmer la vocation touristique du pays, en jouant la carte de l'écotourisme. Toutes ces orientations de la stratégie 2026-2040 ont été présentées lors d'un grand forum à Bruxelles, en décembre dernier.

Santo Antonio, Sao Tome & Principe



TCHAD

Carrefour logistique

Présenté en novembre 2025, le nouveau plan national de développement a récolté 20 milliards de dollars de promesses d'investissement. Il affirme les ambitions de Ndjamenas, en dépit d'une situation sécuritaire toujours complexe.



Président de la transition :

Mahamat Idriss Déby Itno

Premier ministre : Allamaye Halina

Population (millions) : 20,3

Superficie (km²) : 1 844 797

PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 2 909

Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 3,3

Inflation 2025 (% , est.) : 4

« **L**e Tchad n'a ni avions à offrir, ni milliards à donner, mais il conserve sa dignité et sa fierté ». Mahamat Idriss Déby Itno a marqué les esprits le 5 juin 2025 en répliquant immédiatement à l'interdiction d'entrée visant les Tchadiens aux Etats-Unis par une mesure similaire à l'endroit des ressortissants américains. Une liberté de ton tranchant avec la retenue toute diplomatique dont ont fait preuve ses pairs, concernés eux aussi par le « travel ban » décidé par Donald Trump, qui témoigne à la fois du tempérament du jeune dirigeant tchadien et d'une confiance désormais à toute épreuve.

Disposant des coudées franches après son élection d'avril 2024, après trois années d'une délicate transition, l'héritier d'Idriss Déby a poussé son avantage politique en septembre 2025, en obtenant du Parlement l'instauration d'un septennat présidentiel renouvelable sans limitation. Un mois plus tôt, son plus remuant opposant, l'ancien Premier ministre Succès Masra, avait été condamné à 20 ans de prison, pour « incitation à la haine ». Cependant, une grâce pour raisons de santé n'est pas à exclure.

Sur le plan international, Ndjamenas, qui a pris ses distances avec Paris, fait face aux critiques soudanaises pour son implication supposée dans le soutien aux rebelles FSR du général Hemetti. Le Tchad est accusé de servir de base arrière pour l'acheminement d'armes et de munitions en provenance des Emirats arabes unis.

Transformation

Le partenariat avec Abou Dhabi s'est considérablement renforcé depuis deux ans et trouve maintenant un prolongement économique. La capitale émiratie a été choisie pour accueillir un forum sur l'investissement et le commerce, où ont été dévoilées les grandes lignes du plan Tchad Connexion 2030, le 10 novembre 2025. Ce plan de transformation prévoit de prioriser les investissements dans les infrastructures (l'eau, énergie, numérique et transport) et de réduire la dépendance au pétrole. Il vise à faire de ce pays enclavé le carrefour logistique du Sahel. Décliné à travers 268 projets, concocté avec l'appui de l'AFD et du cabinet Roland Berger, il a recueilli 20,5 milliards de dollars de promesses d'investissements. Les objectifs affichés sont assez ambitieux. Le pays vise une croissance à deux chiffres à l'horizon 2030 (contre 3,6% attendus pour 2026) et une élévation du taux d'électrification à 60% à l'échelle nationale et à 90% en milieu urbain. La réussite de sa mise en œuvre passe également par l'amélioration de l'environnement des affaires et de la gouvernance économique, qui reste le talon d'Achille du pays.

Les échanges commerciaux avec la France, qui avaient atteint 721 millions d'euros en 2024, se sont nettement contractés en 2025, à 273 millions d'euros, une diminution qui s'explique par une baisse de 70% des exportations tchadiennes d'hydrocarbures.

BAROMÈTRE CIAN 2025

POINTS FORTS

POINTS FAIBLES

- Infrastructures
- Administration, douanes et système judiciaire
- Coût des facteurs
- Qualité de l'encadrement, de la main d'œuvre et des formations

Note globale moyenne : 1,5 sur 5 📉 vs 2024

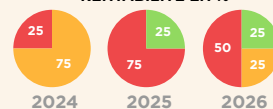
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



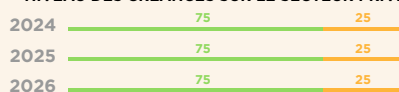
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



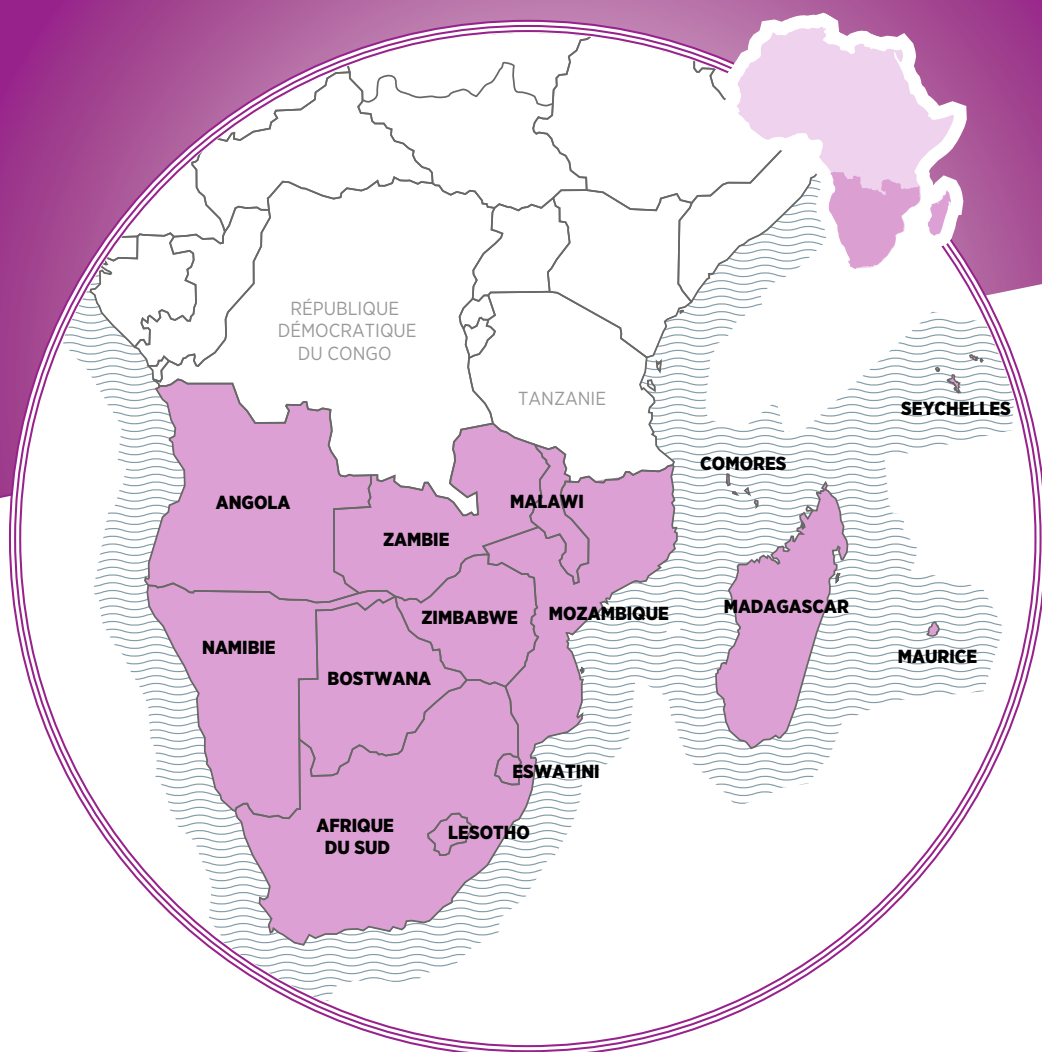
NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



AFRIQUE AUSTRALE

& OCÉAN INDIEN

Après d'importantes sécheresses en 2024 et 2025, c'est un phénomène inverse d'inondations dévastatrices qui a frappé la région depuis décembre. Des chocs climatiques qui deviennent le premier frein au développement de la zone. Pour 2026, la reprise repose sur l'Afrique du Sud.



AFRIQUE DU SUD.....	72	MALAWI.....	77
ANGOLA.....	73	MAURICE.....	78
BOTSWANA.....	74	MOZAMBIQUE.....	79
COMORES.....	74	NAMIBIE.....	80
ESWATINI.....	75	SEYCHELLES.....	80
LESOTHO.....	75	ZAMBIE.....	81
MADAGASCAR.....	76	ZIMBABWE.....	81

Données économiques des fiches pays - Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), Banque africaine de développement (BAD).

D'EL NIÑO A LA NIÑA



Inondations de la rivière Segoditshane à Gaborone, Botswana.

Sil fallait encore une preuve du dérèglement climatique qui touche l'Afrique australe, la voici après une sécheresse d'une intensité exceptionnelle en 2024 et début 2025, ce sont les précipitations qui sont revenues en force de fin 2025 jusqu'à février 2026 au Mozambique, en Afrique du Sud, au Zimbabwe et au Eswatini, provoquant des inondations dévastatrices.

L'instabilité climatique est ainsi devenue le premier frein au développement, surpassant parfois les incertitudes politiques. De fait, la croissance a chuté de deux points en Zambie et au Zimbabwe à cause de l'assèchement du barrage de Kariba, à cheval sur les deux pays, forçant les industries, notamment minières, à réduire leur activité de moitié faute d'électricité. En Zambie, l'expansion du secteur minier, pourtant crucial pour bénéficier des prix élevés du cuivre, s'en est retrouvée freinée. Par ailleurs, la rareté des récoltes de maïs en 2025 a maintenu une inflation alimentaire à deux chiffres dans plusieurs pays, pesant sur la consommation des ménages. La dépréciation des monnaies locales (notamment le kwacha en Zambie et au Malawi) rend les importations alimentaires hors de portée pour les plus pauvres. Le manque d'eau a entraîné la mort de

milliers de têtes de bétail, détruisant le capital des éleveurs.

Avec l'arrivée de La Niña, phénomène inverse à El Niño observé jusqu'alors, l'enjeu économique s'est déplacé vers les finances publiques. Le coût de la reconstruction des infrastructures vitales détruites au Mozambique et en Afrique du Sud (ponts, routes, ports) est estimé à plusieurs milliards de dollars, détournant des fonds initialement prévus pour l'éducation ou la santé. Pour parer à l'urgence, les Etats ont dû augmenter leurs importations alimentaires et leurs dépenses de secours, creusant les déficits budgétaires de 1 à 1,5%, en moyenne, dans la zone. La Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) estime que les catastrophes liées au climat coûtent désormais à la région plus de 10 milliards de dollars par an, rendant la croissance extrêmement volatile.

Toujours sous la menace de tarifs douaniers américains

En excluant la RDC et la Tanzanie, la croissance de la SADC est estimée à environ 1,8%. La croissance moyenne de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) reste la plus faible des blocs ▶



Rizières entre Antsirabe et Antananarivo, Madagascar.

régionaux africains, bridée par les défis structurels de son principal membre, l'Afrique du Sud (60% du PIB de la région). Avec une croissance de seulement 1,4% en 2025, elle pèse mécaniquement sur la moyenne. Ses problèmes logistiques et son coût de l'énergie affectent, par ricochet, ses voisins de la SACU (Namibie, Botswana, Lesotho, Eswatini). La reprise attendue pour 2026 repose donc entièrement sur la capacité de Pretoria à se redresser. Et sur la fin des cycles climatiques extrêmes.

Ainsi, pour l'exercice fiscal 2025-2026, certains pays comme l'Eswatini, la Namibie ou le Lesotho, ont vu leurs recettes provenant de la SACU chuter de près de 20%. Cette baisse est due à une contraction des importations au sein de l'Union et à une diminution des taxes sur certains produits (tabac, alcool).

Pour le Lesotho et l'Eswatini, dont le budget dépend à 40% de ces transferts, cette situation crée un risque de crise budgétaire immédiat. L'Afrique du Sud, de son côté, réclame une réforme de la formule de partage des revenus, souhaitant privilégier le financement d'infrastructures régionales plutôt que le soutien budgétaire direct.

La rivalité entre Washington et Pékin s'affirme également dans la région. Face à l'avancement

du corridor de Lobito qui transporte les minerais critiques de la Copperbelt africaine vers l'ouest, la Chine a intensifié ses investissements dans la rénovation du Tazara – la liaison ferroviaire entre la Zambie et la Tanzanie – pour sécuriser ses propres flux vers l'est.

Alors que les relations se sont refroidies entre Pretoria et Washington, Pékin en profite pour se positionner comme un partenaire stable. Lors du sommet du G20 à Johannesburg fin 2025, l'empire du Milieu a renforcé ses accords de libre-échange avec plusieurs pays de la SADC, comblant le vide laissé par le désengagement des programmes d'aide américains, notamment ceux de l'Agence américaine pour le développement international (Usaid).

Bien que l'accord commercial de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) ait été maintenu in extremis début 2026, l'incertitude persiste, alimentée par les menaces de droits de douane américains, notamment sur l'automobile sud-africaine, qui ont également incité Pretoria à accélérer son rapprochement avec Pékin.

Rémy Darras



**PARLONS
ÉCO**

NOUVEAUTÉ

Le grand entretien des dirigeants économiques

Chaque samedi à 18h50

Avec Vicky Bogaert



**TV5
MONDE**

ON N'EN A JAMAIS FAIT LE TOUR

AFRIQUE DU SUD

Premiers signes d'amélioration

Le raffermissement de la croissance et la consolidation budgétaire laissent entrevoir un possible rebond pour la première économie du continent, longtemps anémique. Les relations restent au plus bas avec l'Amérique de Trump.

Il est sans doute trop tôt pour parler de bout du tunnel pour l'économie sud-africaine, aux prises depuis des années avec une croissance anémique et une crise énergétique persistante, mais des signaux convergents suggèrent une fragile amélioration. Le budget national a dégagé un excédent primaire pour la deuxième fois consécutive. La dette publique s'est stabilisée à 78,5% du PIB et devrait commencer à décroître. La notation du risque souverain sud-africain a été réévaluée. L'inflation est en repli, à 3,5%, et la Banque centrale pourrait procéder à quatre baisses successives du taux directeur, actuellement de 6,75% (des prévisions antérieures au déclenchement de la guerre américano-israélienne contre l'Iran). L'investissement public pourrait repartir à la hausse, le président Cyril Ramaphosa ayant annoncé dans son discours sur l'état de la Nation une enveloppe de 2 000 milliards de rands dédiée aux infrastructures au cours des cinq prochaines années.

La meilleure nouvelle tient cependant au raffermissement de la croissance : le PIB sud-africain a progressé de 1,4% en 2025 (soit 0,3 point de plus que prévu) et son rythme d'expansion devrait accélérer en 2026 à 1,6%. Les chiffres restent modestes dans l'absolu, mais représentent plus du double du taux moyen observé au cours de la décennie écoulée (0,7%). Autre motif de soulagement : les droits de douane punitifs de 30% décrétés par Donald Trump dans le cadre de sa guerre tarifaire ont été annulés par la Cour suprême américaine. Ils seront ramenés à 15%. L'impact est



Président : Cyril Ramaphosa
Vice-président : Paul Shipokosa Mashatile
Population (millions) : 62,9
Superficie (km²) : 1 219 912
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 15 456
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 1,1
Inflation 2025 (% , est.) : 3,5

loin d'être négligeable, les Etats-Unis absorbant 7,5% des exportations sud-africaines.

Travail de sape

L'année écoulée aurait dû être celle de la consécration diplomatique pour Cyril Ramaphosa, à l'occasion du tout premier G20 organisé sur le sol africain, qui s'est tenu à Pretoria. L'événement a été vidé de sa substance par le boycott de l'administration américaine. Les Etats-Unis, qui viennent d'hériter de la présidence du G20 en 2026, ont annoncé qu'ils n'y convieraient pas l'Afrique du Sud. Cette mesure vexatoire témoigne du caractère désormais glacial des relations entre la première puissance mondiale et la première puissance économique africaine. Le soutien à la cause palestinienne, la proximité non-alignée avec Pékin et Moscou et la « persécution » des fermiers blancs afrikaners sont les motifs invoqués par Washington. Le travail de sape réalisé auprès de Donald Trump par les deux milliardaires Peter Thiel (Paypal) et Elon Musk (Tesla), tous deux issus de la minorité blanche sud-africaine, n'est sans doute pas étranger à cette dangereuse polarisation des rapports.

L'Afrique du Sud est toujours le premier partenaire commercial de la France en Afrique subsaharienne, avec des échanges qui ont dépassé les 3,3 milliards d'euros en 2025. Le solde est devenu très légèrement déficitaire (-76 millions d'euros), sous l'effet d'une hausse de 11% en deux ans des importations tricolores.

BAROMÈTRE CIAN 2025

POINTS FORTS

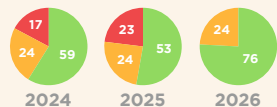
- Réseaux routier et aérien
- Réseaux télécoms
- Qualité du secteur bancaire
- Fiabilité des partenaires locaux

POINTS FAIBLES

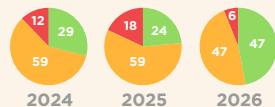
- Réseau ferré
- Efficacité de l'administration
- Incitation à l'investissement
- Système de formation

Note globale moyenne : **3,2 sur 5** 📊 vs 2024

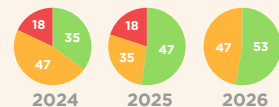
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



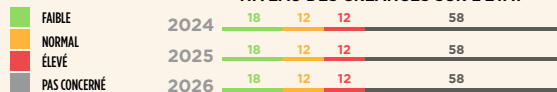
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



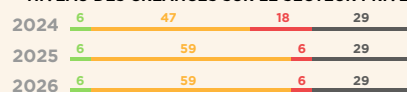
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



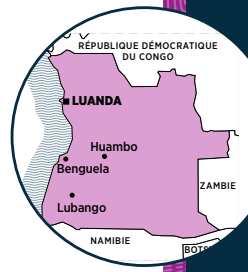
NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



ANGOLA

Année préélectorale

A un an des échéances, sur fond de mécontentement social, la compétition débute au sein du MPLA pour trouver un successeur à João Lourenço. Ce dernier a repris ses habits de médiateur dans la crise entre la RDC et le Rwanda.



Président : João Lourenço
Vice-président : Esperança Da Costa
Population (millions) : 39,5
Superficie (km²) : 1 246 700
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 10 200
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 2,1
Inflation 2025 (% , est.) : 15,7

Un an avant les élections, les esprits commencent à s'échauffer en Angola. Président depuis 2017, João Lourenço a confirmé qu'il ne briguerait pas de troisième mandat. C'est donc une compétition interne qui s'ouvre au sein du MPLA, parti au pouvoir depuis 1975, pour lui trouver un successeur. Principal parti d'opposition, l'Unita continue de gagner du terrain, capitalisant sur le mécontentement social lié au coût de la vie et au chômage des jeunes, qui dépasse 50 %. Après avoir présidé l'Union africaine en 2025, João Lourenço a repris en 2026 son rôle de médiateur dans le conflit entre la RDC et le Rwanda, concentrant ses efforts sur la stabilisation de la situation interne congolaise.

Après une année 2025 marquée par une croissance modérée (2,1 %), les prévisions pour 2026 tablent sur une accélération du PIB à 3,3 %. L'inflation, bien qu'en baisse par rapport aux pics de 2024 (28 %), reste élevée, autour de 15 %. Luanda prévoit de lever 1,7 milliard de dollars sur les marchés internationaux en 2026. La dette publique s'est stabilisée autour de 48 % du PIB. Historiquement importateur de produits raffinés, l'Angola change la donne avec la mise en service fin 2025 de la raffinerie de Cabinda, qui devrait doubler sa capacité d'ici fin 2026, et couvrir ainsi jusqu'à 10 % des besoins nationaux. D'autres investissements se poursuivent pour les projets de raffineries de Soyo et Lobito.

Participation dans De Beers

Censé dynamiser les secteurs de la logistique, de l'agriculture et des minéraux critiques (terres rares), le projet ferroviaire du corridor de Lobito, qui vise à créer une liaison entre les mines de RDC et de Zambie et le port de Lobito, a bénéficié en décembre d'un prêt de 753 millions de dollars de la part du gouvernement américain et de la Banque de développement de l'Afrique australe (DBSA).

Par ailleurs, ce sont plus de 400 millions de dollars de nouveaux projets miniers dans le cuivre, le lithium, les terres rares que vise l'Angola. La mine de diamants de Luaxe, l'une des plus grandes au monde, devrait atteindre cette année sa pleine capacité, avec une production projetée de plus de 5 millions de carats par an. Aussi, Luanda tente d'acquérir jusqu'à 30 % du capital de De Beers, l'une des plus grandes compagnies diamantaires mondiales, aujourd'hui contrôlée par Anglo American.

Représentant environ 90 % de ses exportations et près de 30 % de son PIB, le pétrole a de nouveau dépassé le million de barils par jour. Le gouvernement poursuit son plan d'investissement à 60 milliards de dollars, plan qui court jusqu'en 2028 pour freiner l'épuisement des puits matures. Entre 2024 et 2025, les échanges avec la France, premier investisseur étranger, ont diminué fortement, passant de 2 à 1,1 milliard d'euros, à cause d'une chute drastique des exportations d'hydrocarbures.

BAROMÈTRE CIAN 2025

POINTS FORTS

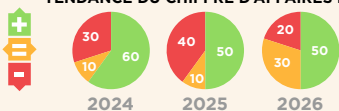
- Réseaux portuaire et aérien
- Coût de la main d'œuvre
- Coût de l'énergie

POINTS FAIBLES

- Réseaux ferré et d'eau
- Administration et système judiciaire
- Système de formation et de santé
- Financement des importations

Note globale moyenne : 2,5 sur 5 ➡ vs 2024

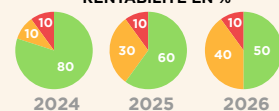
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



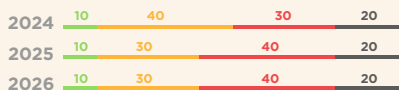
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



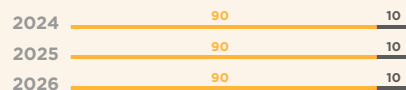
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ

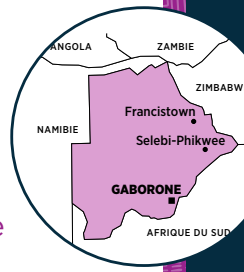


BOTSWANA

Spirale récessive

Victime de l'effondrement des cours et de la demande de diamants, l'économie botswanaise est devenue la lanterne rouge de la SADC.

Pour la deuxième année consécutive, l'économie du Botswana a vu son produit intérieur brut se contracter. Après avoir reculé de 3 % en 2024, l'activité a encore fléchi de 0,9 % en 2025. Le pays, premier producteur africain de diamants, pâtit de l'effondrement du commerce de pierres précieuses en volume et en valeur. Le secteur diamantifère contribue à hauteur de 25 % au PIB botswanaise. Ses revenus ont chuté à 10,3 milliards de pulas (768 millions de dollars), en baisse de 60 % par rapport à leur moyenne de longue période. La production de De Beers, initialement prévue à 29 millions de carats, ne dépassera pas 26 millions. Les perspectives ne sont guère encourageantes : la demande mondiale, qui avait un connu un pic après la pandémie, dans le sillage de l'explosion du luxe, ralentit. Pour ne rien



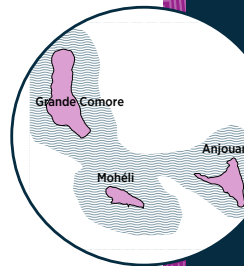
Président : Duma Boko
Vice-président : Ndaba Gaolathe
Population (millions) : 2,63
Superficie (km²) : 581 000
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 20 538
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : -0,9
Inflation 2025 (% , est.) : 3,4

arranger, une partie significative de cette demande est désormais captée par les diamants de synthèse, produits en laboratoire et bien moins onéreux. Les droits de douane de 15 % ont aussi pénalisé les exportations vers les Etats-Unis. Face à cette situation, le gouvernement du président Duma Boko, fraîchement élu sur un programme de réduction des inégalités sociales, est à la peine. Les projections du Fonds monétaire international (FMI) tablent sur un rebond de l'activité à +2,3 % pour 2026, mais elles restent fragiles. De récentes découvertes de terres rares et de minerais critiques (cuivre, cobalt, nickel) pourraient accélérer la diversification de l'économie grâce au secteur minier. Gaborone n'a plus le choix.

COMORES

Course d'obstacles

Fortement endetté, l'archipel doit accélérer la livraison des infrastructures des Jeux des îles de l'océan Indien, qu'il organise en 2027.



Président : Azali Assoumani
Population (millions) : 996 890
Superficie (km²) : 1 862
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 4 015
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 3,8
Inflation 2025 (% , est.) : 3,8

Le cinquantenaire de l'indépendance de l'Union des Comores en 2025 a coïncidé avec le lancement officiel, en octobre, de l'un des projets d'infrastructures phares du Plan Comores émergent 2030, lancé il y a sept ans. La modernisation du port de Moroni, devant permettre une extension du quai et la création d'une zone économique spéciale destinée à la transformation des produits de la pêche et au conditionnement de produits agricoles, a ainsi obtenu un financement à hauteur de 247 millions de dollars de bailleurs comme la Banque africaine de développement (BAD), la Banque mondiale ou encore l'Agence française de développement (AFD). Le pays fait toujours face à des délestages nombreux, puisqu'il ne peut fournir que 154 GW par an sur les 254 nécessaires à son fonctionnement.

Mais tous les regards sont tournés vers l'organisation, en 2027, des Jeux des îles de l'océan Indien. Si l'archipel doit livrer à temps les infrastructures olympiques, financées par la Chine, la question de la participation de Mayotte attise les tensions diplomatiques. Le département français pourrait ainsi défiler sous sa bannière mahoraise, sans arborer de symbole tricolore... Le FMI et la Banque mondiale projettent une croissance du PIB de 4,3 % en 2026, après 3,8 % en 2025. Une dynamique toujours portée par les transferts de fonds de la diaspora, qui représentent environ 11 % du PIB. Mais, avec une dette extérieure qui représente 33,8 % du PIB, le pays d'Azali Assoumani est désormais classé à un risque élevé de surendettement.

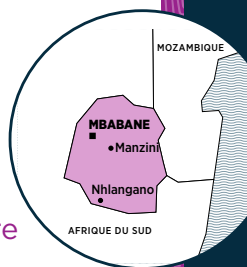
ESWATINI

La voie royale

Portée par de grands travaux et le dynamisme du secteur minier, la dernière monarchie absolue du continent a connu une forte croissance en 2025.

C'est une mini-tempête diplomatique qu'a déclenché, en février avec les nouvelles autorités d'Antananarivo, le monarque absolu Mswati III, en recevant Andry Rajoelina, président malgache déchu par un putsch en octobre. Lui apportant son soutien, le souverain a appelé au retour de l'ordre constitutionnel sur la Grande Île qui y a vu « une atteinte grave à sa souveraineté »...

Malgré un taux de chômage élevé (34%), l'économie de l'ancien Swaziland a connu une forte croissance en 2025, estimée à plus de 8%, soutenue par l'extraction du charbon et du fer et le lancement de grands travaux publics (barrages, réseau routier), même si la propagation de la fièvre aphteuse touchant le bétail depuis mai 2025 a affecté le PIB agricole. Ces chantiers ont accru l'endettement, qui reste toutefois à



Roi : Mswati III
Premier ministre : Russel Dlamini
Population (millions) : 1,23
Superficie (km²) : 17 360
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 12 963
Croissance du PIB réel, 2025 (% est.) : 4,3
Inflation 2025 (% est.) : 4,7

un niveau modéré, mais au-dessus des 40%. La croissance devrait se stabiliser à 4,6% en 2026.

Se targuant d'avoir fait passer le PIB national d'environ 1,4 à 92,5 milliards d'euros en quarante ans de règne, le roi a ordonné en février 2026, de manière ambitieuse, la création de dix entreprises devant réaliser 10 milliards de chiffre d'affaires annuel.

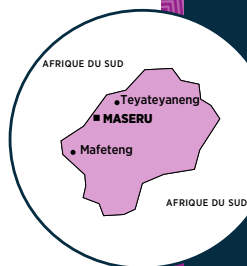
Demeurant, malgré les pressions de Pékin, le dernier allié de Taiwan sur le continent, Eswatini a signé en juin 2025 un accord à 300 millions de dollars avec l'île pour financer la construction d'une réserve de pétrole. L'Afrique du Sud représente 70% de ses exportations et 80% de ses importations.

LESOTHO

Choc textile

Fortement dépendant de ses exportations vers les Etats-Unis, le pays subit lourdement l'imposition de tarifs douaniers par Washington.

La croissance du Lesotho est restée modeste : estimée à 1,4% en 2025, elle devrait ralentir à 0,9% en 2026. Le secteur du textile, premier employeur privé (jusqu'à 50 000 travailleurs, en majorité des femmes), représente 10% du PIB. Reposant principalement sur le marché américain, il traverse depuis l'année dernière une crise majeure, qualifiée en juillet de « catastrophe nationale ». L'imposition, en 2025, de tarifs douaniers par les Etats-Unis et l'incertitude concernant le renouvellement des accords commerciaux de l'AGOA ont entraîné des fermetures d'usines et des milliers de licenciements, tout en entamant la confiance des investisseurs. Maseru, qui avait exporté pour 237 millions de dollars vers les Etats-Unis en 2024 et importé 2,8 millions de dollars, a été frappé par des droits de douane à 50%, ramenés à 15%.



Roi : Letsie III
Premier ministre : Sam Matekane
Population (millions) : 2,29
Superficie (km²) : 30 355
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 3 089
Croissance du PIB réel, 2025 (% est.) : 1,4
Inflation 2025 (% est.) : 5,2

Gravement touché par le chômage qui affecte 30% de sa population et 50% de sa jeunesse, le royaume peut compter néanmoins sur les redevances du Lesotho Highlands Water Project (LHWP) qui lui assurent 17% de ses revenus et sur un secteur du diamant dynamique. Plus grand chantier en cours, la phase II de LHWP vise à augmenter le volume d'eau transféré vers l'Afrique du Sud de 780 millions à 1,27 milliard de mètres cubes par an. Le Lesotho reste très dépendant de l'Afrique du Sud, des transferts de fonds de ses ressortissants chez son voisin, ainsi que des revenus de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU), qui constituent 30% de ses recettes budgétaires.

MADAGASCAR

Nouveau régime

Arrivé au pouvoir à la suite du mouvement « Gen Z », le colonel Randrianirina doit répondre aux pénuries d'eau et d'électricité et appuyer le développement de grands projets dans le domaine des terres rares.



Président : Michaël Randrianirina
Premier ministre :
 Rajanarisan Maminiana
Population (millions) : 32,3
Superficie (km²) : 587 000
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 2 062
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 3,8
Inflation 2025 (% , est.) : 7,6

Dénonçant des coupures d'eau et de courant chroniques ainsi qu'une corruption endémique, la vague de contestations « Gen Z », ralliée par une partie de l'armée, a renversé en octobre dernier le président Andry Rajoelina, et porté au pouvoir le colonel Michaël Randrianirina.

Dans un pays où 75% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et où 60% n'a pas accès à l'électricité, ce dernier a promis de nouvelles élections et a aussitôt nommé un gouvernement civil dont les rênes ont été confiées à Herintsalama Rajaonarivelo, ancien président de la Banque nationale de l'Industrie (BNI). Il voit revenir quelques vieux caciques du paysage politique national parmi de toutes nouvelles têtes.

Si certains observateurs s'inquiètent d'une proximité entre le « régime de Refondation » et Moscou, confirmée par une livraison militaire russe le 20 décembre, le président n'a pas manqué de vouloir rassurer ses partenaires américains, français et sud-africains.

Le FMI table sur une croissance de 4,3% pour 2026, portée principalement par la montée en puissance des secteurs pétrolier et gazier. C'est à Abu Dhabi que le colonel Randrianirina a effectué sa première visite officielle, afin de maintenir un partenariat à 10 milliards de dollars

annoncé un an auparavant et visant à la modernisation des infrastructures portuaires, aéroportuaires, énergétiques et à la construction d'une usine d'engrais.

Relance d'un barrage avec EDF

A la suite de la visite d'Emmanuel Macron, EDF faisait son entrée en avril 2025 dans le capital du méga-barrage hydro-électrique de Volobe, en souffrance depuis dix ans et dont le coût de construction atteint 700 millions d'euros, aux côtés du franco-malgache Axian et du fonds Africa50. Pouvant générer 750 GW par an, il devrait desservir deux millions d'habitants et représenter 75% du mix énergétique d'ici 2030.

Dans le contexte mondial de course aux minerais critiques, l'américain Energy Fuels prévoit, quant à lui, d'investir plus de 700 millions de dollars dans le projet de terres rares Vara Mada. En quête d'une certification officielle, le projet est au cœur des échanges diplomatiques avec Washington. Pour sa part, Harena Resources, une compagnie d'origine australienne devenait propriétaire à 100% du site de terres rares d'Ampasindava, l'un des plus importants gisements d'argiles ioniques de terres rares en dehors de la Chine

En novembre dernier, Washington a levé les 15% de taxes douanières additionnelles pour les exportations malgaches vers les Etats-Unis imposés en août. Un soulagement pour l'industrie textile qui représente 20% du PIB de la Grande-Île ainsi que pour la vanille, le cacao, certaines huiles essentielles, d'autant plus que l'accord préférentiel de l'AGOA est prolongé jusqu'en décembre 2026.

BAROMÈTRE CIAN 2025

POINTS FORTS

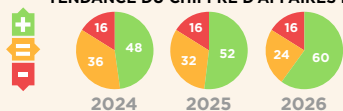
- Qualité du secteur bancaire
- Coût de la main d'oeuvre
- Droit du travail
- Réseaux télécoms

POINTS FAIBLES

- Réseaux ferré, routier, d'eau et d'électricité
- Administration et système judiciaire
- Corruption
- Coût de l'électricité

Note globale moyenne : 2,2 sur 5 📊 vs 2024

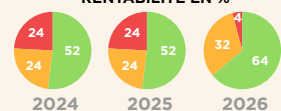
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



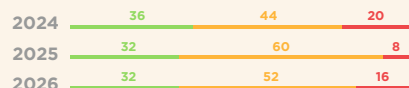
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



MALAWI

Fragile économie

De retour au pouvoir depuis septembre 2025, le président Peter Mutharika souhaite conclure un nouveau programme d'appui avec le FMI pour restaurer une certaine stabilité.



Président : Peter Mutharika
Vice-président : Enock Chihana
Population (millions) : 22,7
Superficie (km²) : 118 484
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 1 778
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 2,4
Inflation 2025 (% , est.) : 27,3

Retour aux affaires, cinq ans après avoir quitté le pouvoir, pour Peter Mutharika, 85 ans. En septembre 2025, l'ancien président a remporté les élections, avec 57 % des voix, face au sortant Lazarus Chakwera. L'objectif aujourd'hui : relancer l'économie fragile d'un des pays les plus pauvres du monde, où 70 % des 21 millions d'habitants vivent avec moins de 2,15 dollars par jour.

Alors que la dette publique s'élève à 90 % du PIB, Lilongwe souhaite conclure un nouveau programme d'appui avec le FMI, après l'échec du précédent dans la restauration de la stabilité macro-économique. Début mars, la Banque centrale a abaissé son taux directeur de 200 points de base, à 24 %, lors de sa première réunion de politique monétaire. La crise économique durant le premier mandat de Chakwera, avec une inflation atteignant 33 %, s'est imposée comme le thème central du scrutin.

Dépendant de l'aide internationale, le pays d'Afrique centrale, dont l'agriculture représente plus de 22 % du PIB et emploie 80 % de la population active, lutte pour contenir la flambée des prix. Sans réformes structurelles, le FMI anticipe une croissance limitée à 2,4 % en 2025 et à 3,4 % à moyen terme, un rythme jugé insuffisant. Le secteur minier reste le moteur principal de l'attractivité du pays, autour de projets dans l'uranium ou les terres rares. Le projet Kasiya, estimé à près de 665 millions de dollars d'investissements total, vise à faire du Malawi l'un des plus grands producteurs mondiaux de rutile naturel et de graphite, essentiels pour les technologies vertes.

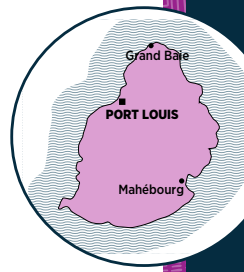
Malawi



MAURICE

Rivalités USA-Chine

Après avoir accueilli, en 2025, les visites des présidents français et indien, l'île organisera en 2026 un sommet Etats-Unis-Afrique. La restitution des îles Chagos par le Royaume-Uni a suscité l'ire du Président Trump.



Président : Prithvirajsing Roopun
Premier ministre :
 Navin Ramgoolam
Population (millions) : 1,3
Superficie (km²) : 2 040
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 31 839
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 3,5
Inflation 2025 (% , est.) : 3,2

"D'une grande stupidité" : c'est ainsi que le président Donald Trump a qualifié le 20 janvier l'accord conclu en mai 2025 entre Maurice et le Royaume-Uni concernant la restitution de l'archipel des Chagos, qui comprend l'île de Diego Garcia et sa base militaire américaine. Et ce alors même qu'il l'avait d'abord avalisé. Cette décision affaiblirait, selon lui, la position stratégique de l'Occident face à la Chine et à la Russie. Et lui donnerait une raison de plus pour annexer le Groenland.

Si l'île doit accueillir fin juillet 2026 le XVIII^{ème} sommet des affaires Etats-Unis-Afrique, elle doit affronter depuis août 2025, des droits de douane à hauteur de 15% pour l'exportation de ses produits agricoles, textiles et manufacturés vers l'Oncle Sam. 40% étaient prévus initialement. La dépréciation de la roupie mauricienne vis-à-vis du dollar a aussi accentué la pression sur les revenus des exportateurs.

Selon les chiffres du FMI, la dette atteignait 86% du PIB en 2025, contre 64% en 2019. Après une croissance estimée à 4,7% en 2024, l'activité devrait se modérer autour de 3 à 4% sur la période 2025-2026, sous l'effet du ralentissement de la demande extérieure, du vieillissement de la population et des pénuries de main-d'œuvre. Un défi supplémentaire pour la soutenabilité budgétaire.

Fort soutien de l'Inde

A la suite d'une visite, en mars 2025, du Premier ministre indien Narendra Modi, les deux pays ont annoncé un renforcement de leur partenariat stratégique. Le Premier ministre mauricien Navin Ramgoolam a obtenu une aide budgétaire de 25 millions de dollars, des dons de 215 millions de dollars et quelque 440 millions de dollars en ligne de crédit. Depuis 25 ans, les investisseurs étrangers ont investi, depuis Maurice, un total cumulé de 175 milliards de dollars en Inde (soit 25% du total des entrées d'IDE en Inde), en grande partie grâce à la Convention bilatérale sur la double imposition. Même si une décision de la plus haute juridiction indienne qualifiant d'évasion fiscale la vente de la participation du fonds américain Tiger Global dans la société indienne de commerce en ligne Flipkart au distributeur états-unien Walmart a jeté quelques doutes parmi les investisseurs internationaux en janvier.

La visite en novembre d'Emmanuel Macron, une première depuis 1993 pour un chef d'Etat français, a permis de rappeler le dynamisme des liens économiques entre Port-Louis et Paris. Bien que les échanges bilatéraux aient diminué en 2024 (-6,2%), à 688,6 millions d'euros, l'excédent commercial structurel de la France est en hausse (+22,9%), atteignant ainsi 218,4 millions d'euros.

Par ailleurs, Port-Louis a réintégré en 2025 la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), après s'être acquitté, à nouveau, de sa contribution.

BAROMÈTRE CIAN 2025

POINTS FORTS

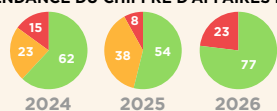
- Réseaux et coût des télécoms
- Qualité du secteur bancaire
- Réseaux routier et ferré
- Droit foncier

POINTS FAIBLES

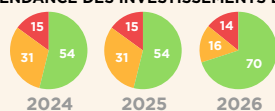
- Taux d'absentéisme
- Coût des transports maritimes

Note globale moyenne : **3,4 sur 5** vs 2024

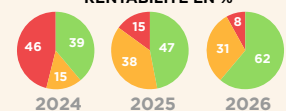
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



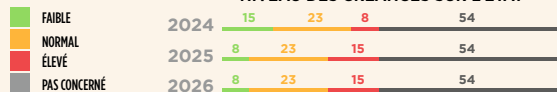
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



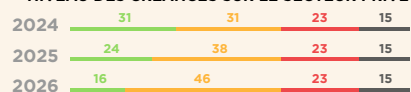
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



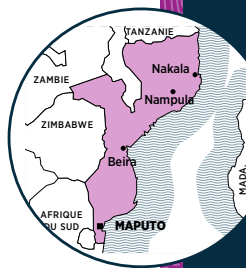
NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



MOZAMBIQUE

Le choc humanitaire

Confronté à de graves inondations, le pays a connu sa plus grande crise humanitaire depuis 25 ans. Mais ENI, Exxon et TotalEnergies ont annoncé la relance de leurs grands projets dans le Cabo Delgado.



Président : Daniel Chapo
Premier ministre : Maria Benvinda Levi
Population (millions) : 36,5
Superficie (km²) : 799 000
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 1 733
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 2,5
Inflation 2025 (% , est.) : 3,23

Première année très agitée pour le président Daniel Chapo, investi en janvier 2025. Alors qu'il a dû affronter les stigmates de la crise post-électorale qui a coûté la vie à 360 personnes, le Mozambique connaît sa plus grande crise humanitaire en 25 ans, avec des inondations qui ont fait 700 000 sinistrés (dont une majorité d'enfants) et 80 000 déplacés. Selon les Nations unies, les crues ont considérablement affecté les infrastructures du pays, notamment ses structures de santé. L'organisation estime que près de 5000 kilomètres de routes sont aussi endommagés, tandis que les autorités dénombrent plus de 3300 habitations détruites. Selon le Programme alimentaire mondial, 70 000 hectares de cultures sont submergés, touchant des denrées vitales telles que le riz et le maïs. Il manquerait aussi plus de 88 millions d'euros au pays pour assurer l'assistance humanitaire.

Sur le plan économique, les perspectives s'améliorent du côté du Cabo Delgado. Après cinq années de suspension pour cause de « force majeure », TotalEnergies a pleinement relancé son méga-projet de gaz naturel liquéfié (GNL), demandant au gouvernement une prolongation de dix ans de sa concession ainsi qu'une compensation de 4,5 milliards de dollars. Ce chantier, moteur de l'économie nationale, est désormais sécurisé par une présence militaire mixte (forces rwandaises et mozambicaines) qui a permis de repousser les insurgés djihadistes vers des zones reculées. En octobre, ENI a annoncé investir 7,2 milliards de dollars dans son

projet Coral North FLNG au côté de la CNPC chinoise. Rovuma LNG devrait pour sa part être relancé d'ici un an et demi par ExxonMobil.

Élargissement de l'assiette fiscale

Pourtant, cette richesse souterraine peine à se traduire dans le quotidien des Mozambicains. Le pays reste l'un des plus pauvres au monde, avec plus de 70% de la population vivant sous le seuil de pauvreté. Le gouvernement table sur une accélération de la croissance du PIB, qui devrait atteindre 3,5% cette année. L'inflation, bien que maîtrisée autour de 5,4%, pèse sur le pouvoir d'achat dans les zones urbaines. La dette publique, proche de 95% du PIB, limite les marges de manœuvre du gouvernement pour investir dans la santé et l'éducation. La réforme fiscale numérique lancée en janvier par Maputo vise à élargir l'assiette fiscale aux réseaux et plateformes comme Netflix. 235 millions de recettes supplémentaires sont ainsi attendus dès cette année.

Les échanges commerciaux avec la France se sont légèrement tassés, passant de 125 à 109 millions d'euros entre 2024 et 2025. Le Mozambique s'apprête à enregistrer un record historique d'IDE en 2026, à 5,88 milliards USD (soit une hausse de plus de 22%).

BAROMÈTRE CIAN 2025

POINTS FORTS

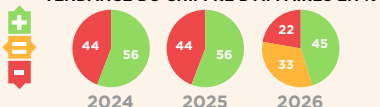
- Réseaux télécoms et portuaire
- Coût de la main d'œuvre
- Réseau électrique

POINTS FAIBLES

- Réseaux de transport (hors portuaire)
- Administration, douanes et système judiciaire
- Main d'œuvre : encadrement, formation, qualité
- Crédit aux entreprises

Note globale moyenne : 2,2 sur 5 vs 2024

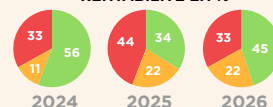
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



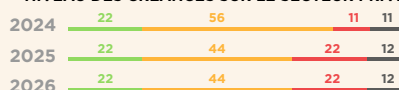
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



FAIBLE
 NORMAL
 ÉLEVÉ
 PAS CONCERNÉ

NAMIBIE

Résilience remarquable

L'uranium a permis une fois encore à l'économie namibienne de tirer son épingle du jeu en attendant l'entrée en exploitation des gisements pétroliers du bassin de l'Orange.



Président :

Netumbo Nandi Ndaitwah

Premier ministre : Elijah Ngurare

Population (millions) : 2,87

Superficie (km²) : 825 418

PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 11 686

Croissance du PIB réel,

2025 (% , est.) : 3,6

Inflation 2025 (% , est.) : 3,7

Avec une expansion de la richesse nationale estimée à 3,6% en 2025, la Namibie fait mieux que la plupart de ses voisins. Sa croissance est même trois fois plus rapide que celle de ses partenaires de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU). Mais le pays est toujours confronté aux conséquences de la sécheresse de 2024, et le tourisme (12% du PIB) risque de connaître une progression plus faible qu'attendue, après l'incendie désastreux qui a ravagé le parc animalier d'Etosha en septembre 2025. L'économie est aussi pénalisée par la baisse de ses exportations de diamants. Le secret de sa résilience repose sur les autres industries extractives, en particulier celle de l'uranium, dont les exportations ont augmenté de 7,5%. Windhoek est le troisième fournisseur d'uranium naturel de la France et

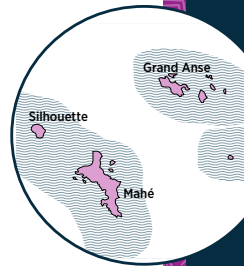
les échanges bilatéraux ont progressé de 8% pour atteindre 247 millions d'euros (dont 202 millions d'importations françaises).

Netumbo Nandi Ndaitwah, la nouvelle présidente élue fin 2024, a réduit de 24 à 14 le nombre de ses ministres pour consacrer davantage de moyens aux politiques sociales et de réduction de la pauvreté. La Namibie affiche des indicateurs nettement meilleurs que ceux des autres pays de la zone, avec un revenu par habitant supérieur à 11 500 dollars annuels. Toutefois, les inégalités mesurées par l'indice de Gini (0,59) sont parmi les plus élevées de la région. Le pays peut espérer une production de 500 000 barils par jour au cours de la prochaine décennie, grâce à l'exploitation des gisements du bassin de l'Orange.

SEYCHELLES

Transition pacifique

Après cinq ans dans l'opposition, le candidat de l'ancien parti unique a été élu à la tête de l'Etat. Il peut compter sur une fréquentation touristique record.



Président : Patrick Herminie

Vice-président : Sebastien Pillay

Population (milliers) : 102 450

Superficie (km²) : 455

PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 33 239

Croissance du PIB réel,

2025 (% , est.) : 3,9

Inflation 2025 (% , est.) : 0,24

L'archipel célébrera le cinquantenaire de son indépendance en juin prochain. Et, comme un clin d'œil de l'Histoire, c'est Patrick Herminie, le candidat de l'ancien parti unique United Seychelles, au pouvoir sans discontinuer de 1977 à 2020, qui a été élu en octobre à la tête de l'Etat. Il a pu profiter du bilan jugé négatif du président sortant, le prêtre anglican Wavel Ramkalawan, en matière de lutte contre l'héroïne. Avec près de 10 000 consommateurs (soit 10% de la population), le pays affiche en effet l'un des taux de dépendance les plus élevés au monde. Autre sujet qui avait empoisonné la campagne, le bail de 70 ans accordé à un groupe qatari pour la construction d'un complexe hôtelier « six étoiles », sur un atoll protégé, a été annulé en justice en janvier.

Meilleure que prévue, la croissance a atteint 4% en 2025, grâce à une fréquentation touristique (400 000 visiteurs) qui a dépassé le record de 2019. L'inflation a été maintenue sous le seuil de 1%, grâce à une baisse des cours mondiaux des carburants et des produits alimentaires, couplée à une stabilité de la roupie seychelloise face au dollar. Même si le coût de la vie demeure toujours élevé pour la population. Le gouvernement vise à ramener la dette sous les 50%, alors qu'elle tutoyait les 85% en 2020. Un des bilans flatteurs à mettre au crédit du prédécesseur. En visite d'Etat en Inde en février, le nouveau président a obtenu un paquet économique spécial de 175 millions de dollars de Narendra Modi.

ZAMBIE

Une campagne en attendant le FMI

Alors qu'il se rendra aux urnes en août, le pays va bénéficier d'un nouvel appui de l'institution de Washington tout en souhaitant tripler sa production de cuivre.

Democratie parmi les plus stables d'Afrique australe, la Zambie s'apprête à rentrer en campagne en vue des élections générales d'août prochain. Elu en 2021 sur une promesse de redressement économique, le président Hakainde Hichilema jouit d'une bonne image à l'international, mais les mesures d'austérité prises par son gouvernement pour restructurer la dette ont pesé sur le pouvoir d'achat. Un argument de poids dont n'hésite pas à se servir l'opposition, menée par les partisans de l'ancien président Edgar Lungu.

L'inflation, qui avait culminé à plus de 16%, reflue progressivement vers les 6 à 8%. Sensible aux prix mondiaux du pétrole, le kwacha, la monnaie nationale, s'est stabilisée. La croissance devrait être supérieure à 5,5%, portée par la reprise du secteur minier et le retour à la normale de la



Président : Hakainde Hichilema
Vice-présidente : Mutale Nalumango
Population (millions) : 21,8
Superficie (km²) : 762 600
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 4 266
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 5,8
Inflation 2025 (% , est.) : 11,2

production agricole, après les sécheresses historiques de 2024. Début mars, le FMI a indiqué qu'il commencerait à entamer des discussions en avril avec le gouvernement autour d'un nouveau programme d'appui, mais que l'accord ne pourrait être conclu qu'après les élections. Le dernier programme du FMI s'est achevé en janvier, avec des décaissements totaux de 1,7 milliard de dollars, alors que Lilongwe sort d'un long processus de restructuration de sa dette.

Deuxième producteur de cuivre d'Afrique (70% de ses recettes d'exportation), la Zambie ambitionne d'en produire 3 millions de tonnes par an (890 000 tonnes actuellement) d'ici 2031. Les investissements dans les mines de Konkola et Mopani portent leurs fruits, dopés par la demande mondiale.

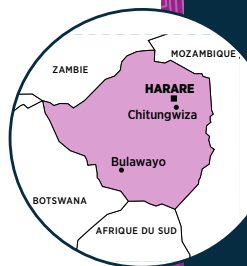
ZIMBABWE

Non à Washington

S'il a refusé un « deal » avec l'administration trumpienne, le pays négocie activement avec le FMI le remboursement de sa dette à 23 milliards de dollars

Pour Harare, c'est non ! En mars dernier, le pays a refusé de signer un accord bilatéral à 367 millions de dollars avec les Etats-Unis concernant la santé publique, censé remplacer le programme de l'Usaid, dissous par Donald Trump en 2025. La crainte était que cet accord ne soit conditionné à l'exploitation de minerais stratégiques par les Américains.

Ayant traversé des décennies d'hyperinflation, le pays a connu pour la première fois depuis 1997 un taux à un seul chiffre, autour de 3,8% en février dernier. Une étape que les autorités jugent essentielle pour adopter la monnaie adossée à l'or Zimbabwe Gold (ZiG) comme unique devise d'ici 2030. La croissance atteint un record de plus de 6%, grâce aux secteurs minier et agricole. Après avoir conclu un programme de suivi avec le FMI début 2026, la Zambie



Président : Emmerson Mnangagwa
Vice-présidente : Constantino Chiwenga
Population (millions) : 16,8
Superficie (km²) : 390 580
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 3 922
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 6
Inflation 2025 (% , est.) : 89

négocie activement le remboursement de sa dette de 23 milliards de dollars pour réintégrer les marchés financiers internationaux. Harare a interdit en mars l'exportation de concentré de lithium, exigeant une transformation locale pour capter davantage de valeur ajoutée.

Bien que le second mandat du président Emmerson Mnangagwa, 83 ans, s'achève en 2028, le parti au pouvoir a lancé en février un projet de révision constitutionnelle qui vise à porter le mandat à sept ans et à supprimer l'élection directe au profit d'un choix par le parlement. L'objectif étant de maintenir Mnangagwa au pouvoir jusqu'en 2030. En mars, il a accordé une grâce présidentielle à plus de 4000 prisonniers, grâce perçue par les observateurs comme un moyen d'apaiser les tensions sociales.

AFRIQUE DE L'EST

L'intégration régionale et la qualité des infrastructures portuaires et aériennes stimulent les investissements et contribuent au dynamisme de l'activité. Mais la région demeure fragile et pourrait se retrouver aspirée par la spirale de conflits et de crises qui s'internationalisent.



BURUNDI.....	85	RWANDA.....	91
DJIBOUTI.....	86	SOMALIE.....	91
ÉRYTHRÉE.....	87	SOUDAN.....	92
ÉTHIOPIE.....	88	SOUDAN DU SUD.....	92
KENYA.....	89	TANZANIE.....	93
OUGANDA.....	90		

Données économiques des fiches pays - Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), Banque africaine de développement (BAD).



ATTRACTIVITÉ A TOUTE ÉPREUVE

Zanzibar, Tanzanie

L'Afrique de l'Est rééditera peu ou prou sa performance de 2025 et devrait enregistrer la croissance la plus forte de tous les blocs régionaux du continent en 2026. La progression du PIB est attendue à 5,9% dans les économies du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et à 6% dans celles de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE). Le dynamisme de la zone sera porté en premier lieu par l'Éthiopie et son marché de 132 millions d'habitants, redevenue une locomotive après son passage à vide du début de la décennie. Le Fonds monétaire international (FMI) y anticipe une croissance 7,1%, mais les autorités tablent sur 10%, grâce aux investissements massifs dans l'énergie et les infrastructures.

L'une des forces de la région littorale de l'océan Indien tient à son homogénéité : la Tanzanie, l'Ouganda, le Rwanda et le Kenya afficheront des taux de croissance situés entre 4,9% (Kenya) et 7,6% (Ouganda). L'inflation, qui se situe sur un plateau haut dans les pays de la CAE (4,4% en moyenne), est cependant deux fois plus élevée dans le COMESA (8,2%).

L'intégration régionale poussée des pays de la CAE et la qualité des infrastructures de connectivité, routières, portuaires et aériennes (avec les hubs d'Addis-Abeba et de Nairobi), ont permis à la région de capter 12 milliards de dollars d'IDE. Une nouvelle « route de fibre optique » de 2000 kilomètres va relier le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda et l'est de la RDC. Un autre projet, Horizons, développé conjointement par Ethio Telecom, Djibouti Telecom et Sudatel, doit relier Djibouti à Port-Soudan, via Addis-Abeba. Enfin, le secteur des énergies renouvelables (solaire, hydroélectricité et géothermie) constitue un autre levier de croissance.

Les échanges de la zone Afrique de l'Est - océan Indien avec la France sont restés stables à 3,34 milliards d'euros et ont dégagé un solde excédentaire de 664 millions d'euros. Ils ont nettement progressé avec le Rwanda, la Tanzanie et le Kenya.

Risque géopolitique exacerbé

La résilience de la croissance régionale et des investissements est d'autant plus remarquable qu'elle a pour toile de fond une montée specta- ▶



Port de Djibouti

culaire des risques géopolitiques. L'Afrique de l'Est concentre en effet des foyers de crise persistants, à l'image de la crise des Grands Lacs. Kigali, proche des rebelles du M-23, et Kinshasa s'y affrontent toujours et la contagion a touché le Burundi. Gitega a déployé un corps expéditionnaire de plusieurs milliers de soldats pour combattre aux côtés des militaires congolais. Bousculées par l'offensive rebelle, les forces burundaises ont été contraintes de se repositionner, alors que la médiation américaine tarde à produire des résultats concrets sur le terrain. L'accession du dirigeant burundais Evariste Ndayishimiye à la présidence tournante de l'Union africaine, en février 2026, a résonné comme un camouflet diplomatique pour son homologue rwandais Paul Kagame, qui a boudé le 39^{ème} sommet de l'organisation.

Le conflit soudanais, qui dure depuis trois ans, s'est maintenant globalisé au point de devenir le théâtre d'une lutte sans merci entre Riyad et Abou Dhabi. L'Arabie Saoudite soutient les forces loyalistes du général Al-Burhane, alors que les Émirats appuient sans réserve les rebelles des Forces de soutien rapide (FSR) du général Hemetti, qui se sont rendus coupables d'exactions spectaculaires au Darfour. Militai-

rement, le vent semble tourner en faveur de l'armée régulière, qui a repris le contrôle de la capitale Khartoum, transformée en ville fantôme par les combats.

Mais c'est la Corne de l'Afrique qui concentre aujourd'hui les plus vives préoccupations. L'Éthiopie du prix Nobel de la paix Abiy Ahmed inquiète ses voisins en revendiquant son « droit naturel à accéder à la mer ». Addis lorgne le port érythréen d'Assab et semble préparer les esprits à une guerre en accusant Asmara d'incursions sur son territoire. L'internationalisation de la question somalilandaise après la reconnaissance par Israël de la république sécessionniste du Somaliland, qui s'est séparée de la Somalie en 1991, pourrait, elle aussi, provoquer une réaction en chaîne. L'initiative de l'Etat hébreu a suscité la condamnation sans réserve de l'Union africaine, de la plupart des pays arabes et de la Turquie. Mais les Émirats, le Soudan du Sud, le Kenya et même l'Inde seraient disposés à emboîter le pas à Tel Aviv. S'il se réalisait, ce scénario pourrait bien transformer la région entière en une poudrière...

Samy Ghorbal

(1) Zone qui englobe également Madagascar et l'Ile Maurice.

BURUNDI

Coup de projecteur diplomatique

Le président Ndayishimiye a pris – pour un an – la direction de l'Union africaine. Mais sur le front économique et social, la situation est préoccupante.

Le contexte socio-économique reste très dégradé au Burundi, pays fragile qui ferme la marche de l'Indice de développement humain (IDH), où il occupe la 187^{ème} place sur 188. L'activité a toutefois enregistré un léger mieux en 2025, avec une croissance qui a accéléré à 4,4 %, et devrait rester à cet étiage en 2026, sous l'effet du dynamisme des services (45 % du PIB) et de l'agriculture (36 % du PIB, et 80 % de la population active). Mais l'inflation demeure très élevée. Elle a atteint 37,2 % en 2025, la pire performance de la région, exception faite des deux Soudan. La hausse des prix ne devrait ralentir que faiblement, à 26,3 % en 2026. Ces résultats pour le moins contrastés n'ont pas empêché le parti au pouvoir de remporter l'intégralité des sièges aux législatives du 11 juin. Un nouveau Premier ministre a été nommé, en août, en la personne de Nestor Ntahontuge, l'ancien ministre des Finances.



Président : Évariste Ndayishimiye
Premier ministre : Nestor Ntahontuge
Population (millions) : 14,3
Superficie (km²) : 27 834
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 985
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 4,4
Inflation 2025 (% , est.) : 37,3%

L'armée burundaise, qui intervient aux côtés de l'armée congolaise, a subi des revers et des pertes dans l'est de la RDC., face aux rebelles du M23 proches du Rwanda. Elle a dû opérer un retrait tactique. Les relations avec Kigali sont au plus bas. Sur le plan diplomatique, le chef de l'Etat burundais, Evariste Ndayishimiye, a accédé le 14 février à la présidence tournante de l'Union africaine, confirmant le retour en grâce de son pays auprès de la communauté internationale. La situation dans la région des Grands Lacs, le processus de normalisation des rapports avec les pays de l'AES et la sempiternelle réforme de la gouvernance de l'organisation panafricaine seront en tête de ses priorités.

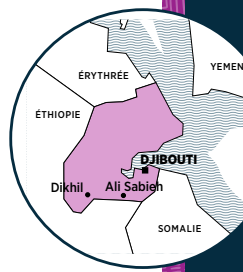
Bujumbura, Burundi



DJIBOUTI

Fin du blocus maritime

Après deux années sous tension, la réouverture du trafic en mer Rouge desserre l'étau autour de Djibouti. Le pays d'Ismail Omar Guelleh avait toutefois réussi à maintenir le cap en diversifiant ses activités portuaires.



Président : Ismail Omar Guelleh
Premier ministre : Abdoukader Kamil Ali
Population (millions) : 1,06
Superficie (km²) : 23 200
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 7 810
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 6
Inflation 2025 (% , est.) : 1,5

Après un vote du Parlement, en novembre, levant le verrou de la limite d'âge fixée à 75 ans, plus aucun obstacle n'était dressé sur la route du président Ismail Omar Guelleh, 77 ans, pour obtenir ce 10 avril son sixième mandat depuis 1999.

Portée par une croissance à plus de 6 %, la petite république francophone de la Corne de l'Afrique, dont les activités portuaires représentent 70 % du PIB, voit le trafic reprendre en mer Rouge, après la fin de deux ans de blocus par les milices Houthis du Yémen voisin, grâce au cessez-le-feu à Gaza. Un soulagement même si, grâce à ses opérations de transbordement, qui avaient connu un bond de 239,5 % (!) selon la Banque mondiale, le port avait réussi à tenir le cap. De grands projets d'infrastructures en cours en Éthiopie devraient stimuler son attractivité.

Si le développement du complexe pétrochimique de Damerjog se poursuit, un nouveau méga-terminal à conteneurs sera développé à Doraleh à partir de la mi-2026. Avec une capacité de traitement de 5 millions de conteneurs, il est directement destiné aux plus grandes lignes maritimes. Il devrait bénéficier de l'appui de l'égyptien HCMTL tout comme de celui de son compatriote Elsewedy pour le projet de centrale solaire de 23 MW. Dans le sillage de la visite historique du président Abdel Fattah al-Sissi en avril 2025, la coopération entre les deux pays s'intensifie.

Elle se traduit notamment par l'implantation de la banque Misr et par la mise en service, en décembre, d'une nouvelle centrale solaire à Arta.

Victoire à Londres

Sur le plan diplomatique, si le pays a vertement condamné la reconnaissance par Israël, en décembre, du Somaliland, qui pourrait devenir un corridor concurrent vers l'Éthiopie, il a enregistré plusieurs succès. Porte-voix de poids, son ministre des Affaires étrangères Mahmoud Ali Youssouf est devenu le président de la Commission de l'Union africaine en février 2025. Ayant rallié le Gabon à son initiative, Djibouti a pris la tête d'une campagne panafricaine pour imposer un registre de carbone souverain aux armateurs. En prélevant 17 dollars sur chaque tonne de CO₂ émise par tout navire accostant sur ses quais, il compte percevoir 20 millions de dollars an, à terme.

Les autorités peuvent également se féliciter de l'arbitrage rendu à Londres, pour la première fois en leur faveur, dans le litige qui oppose le pays à DP World concernant la résiliation du contrat de l'opérateur en 2018. Lancé en 2020, le Fonds souverain de Djibouti a été dissous en mai 2025 pour résultats insuffisants, tandis que le projet d'ouverture du capital de Djibouti Télécom (et de sa pépite : 11 câbles), regardée un temps par le franco-malgache Axian, est remisé.

L'inflation est passée à zéro en 2025 et le ratio dette/PIB a reculé passant de 64,4% à 59,6%. Mais le point faible demeure : le coût trop élevé de l'énergie. Le pays vise le 100 % renouvelable d'ici 2030.

BAROMÈTRE CIAN 2025

POINTS FORTS

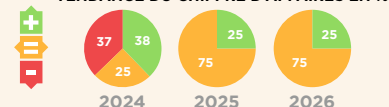
- Réseaux portuaire et aérien
- Droit foncier
- Qualité du secteur bancaire
- Sécurité des personnes

POINTS FAIBLES

- Fraudes douanières
- Système de formation et de santé
- Coût de l'électricité

Note globale moyenne : 3,1 sur 5 ➡ vs 2024

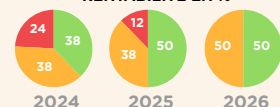
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



RENTABILITÉ EN %



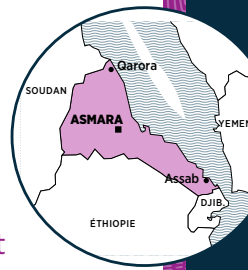
ÉRYTHRÉE

Bouffée d'oxygène bienvenue

Les mines de potasse de Colluli pourraient engendrer des recettes supplémentaires équivalent à 7 % du PIB en année pleine. Une aubaine pour Asmara.

L'Erythrée touche au but : le méga-complexe minier de Colluli entrera bien en production fin 2026. Ce gisement de potasse opéré par des entreprises chinoises dégagera des recettes estimées à 200 millions de dollars en année pleine, l'équivalent de presque 7 % du PIB. Une véritable bouffée d'oxygène pour l'économie exsangue du pays le plus autoritaire et le plus fermé du continent.

Portée par le cours des métaux et le secteur de la construction, la croissance a légèrement accéléré en 2025, à 3,5 %, et devrait se maintenir au même niveau en 2026, alors que l'inflation a ralenti à 4,1 %. Les industries extractives (or, cuivre, zinc) représentent 32 % du PIB et 90 % des exportations. Cette part pourrait donc augmenter grâce à Colluli. L'agriculture



Président : Isaias Afewerki
Population (millions) : 4,1
Superficie (km²) : 117 600
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 1 742
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 3,5
Inflation 2025 (% , est.) : 4,1

emploie près de 62 % de la population active, mais ne génère que 17,6 % de la richesse nationale. Un décalage qui s'explique par une productivité limitée, un manque d'investissements et des conditions climatiques difficiles.

Asmara, qui s'inquiète des prétentions de son grand voisin éthiopien sur le port d'Assab, sur la mer Rouge, s'est rapproché du Caire. Les deux capitales ont chacune leurs griefs à l'encontre d'Addis-Abeba. Le président Aferwoki s'est rendu dans la capitale égyptienne en novembre, pour y rencontrer son homologue Abdel Fattah al-Sissi. La Chine demeure cependant l'alliée et le client principal de l'Erythrée. Privé de facto d'accès aux financements internationaux, lesté d'une dette insoutenable qui dépasse désormais les 210 % du PIB, le pays dépend des financements chinois pour ses projets d'infrastructures.

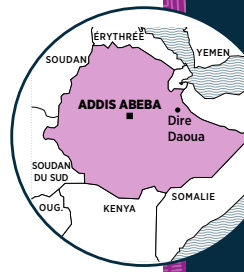
Asmara, Erythrée



ÉTHIOPIE

Une émergence et des inquiétudes

Vice-champion mondial de la croissance, premier bénéficiaire d'aide au développement du continent, le pays s'affirme comme un futur dragon africain. Mais le modèle souffre toujours de fragilités préoccupantes.



Président : Taye Atske Sélassié
Premier ministre : Abiy Ahmed
Population (millions) : 132
Superficie (km²) : 1 104 300
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 4 045
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 7,1
Inflation 2025 (% , est.) : 13

L'économie éthiopienne a connu une croissance moyenne de 8,4% par an au cours du dernier quart de siècle. Cette progression est la deuxième plus rapide au monde derrière celle du Guyana. Ce résultat impressionnant s'explique par une série de facteurs : les réformes libérales menées avec application dans cet ancien Etat communiste, les importants investissements dans les infrastructures, symbolisés par le barrage de la Renaissance, et le dividende démographique, la population du pays ayant doublé sur la période pour atteindre les 132 millions d'âmes. Le revenu par habitant a été multiplié par six, et l'espérance de vie s'est allongée de dix ans.

L'Éthiopie, après avoir surmonté les crises provoquées par la guerre du Tigré et le défaut partiel de sa dette en 2022-2023, devrait maintenir sa dynamique en 2026, avec une croissance anticipée entre 7,1 % selon le FMI et 10 % selon les prévisions gouvernementales. La seule ombre sérieuse au tableau concerne l'inflation, estimée à 9,4 % cette année.

L'agriculture, les services financiers, les transports aériens et le secteur minier contribuent puissamment au dynamisme de l'activité. Les programmes du FMI et de la Banque mondiale prévoyaient près de 6,9 milliards de dollars de décaissements pour la période 2024-2027. Ils favoriseront l'approfondissement des réformes, le parachèvement du régime du taux de change flottant du birr et l'atténuation de ses effets pour les plus vulnérables. L'aide internationale est donc au rendez-vous : l'Éthiopie est le premier bénéficiaire

africain des flux d'aide publique au développement et a capté au total 7,5 milliards de dollars en 2025.

Chantier aéroportuaire

La construction du nouvel aéroport international de Bishoftu, financé en partie par Ethiopian Airlines, le leader africain du secteur, a été lancée en grande pompe le 10 janvier. L'infrastructure doit permettre d'accueillir à terme jusqu'à 110 millions de passagers, et coûtera 12,7 milliards de dollars. Le projet est soutenu par la Banque africaine de développement (BAD), la Banque européenne de d'investissement (BEI), et la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII), un des principaux relais de l'influence chinoise, Pékin étant le principal partenaire d'Addis-Abeba. Les échanges commerciaux avec la France ont atteint 818 millions d'euros, et dégagent un solde excédentaire de 487 millions d'euros en faveur de Paris. S'ils ont progressé de 50 % en deux ans, ils restent modestes au regard du potentiel.

Des interrogations demeurent quant à la stabilité du modèle éthiopien. L'approvisionnement terrestre du pays enclavé repose presque exclusivement sur Djibouti, dont le port et les routes sont engorgés. Les autorités d'Addis-Abeba, qui exigent un droit d'accès à la mer, développent une rhétorique qui inquiète ses voisins et les tensions avec l'Érythrée s'exacerbent. Le pays multi-ethnique est aussi confronté à une montée des mouvements séparatistes.

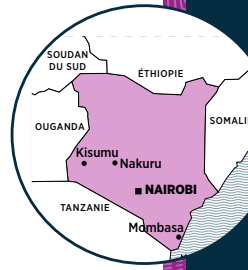
Bona Zuria, Sidama, Ethiopie



KENYA

« Africa Forward »

La capitale kenyane a été choisie pour la nouvelle édition du sommet Afrique-France, après cinq ans d'éclipse. L'occasion de mettre un coup de projecteur sur les atouts d'une économie diversifiée mais toujours en quête d'investissements.



Président : William Ruto
Vice-président : Kithure Kindiki
Population (millions) : 62,4
Superficie (km²) : 580 400
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 6 644
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 4,8
Inflation 2025 (% , est.) : 4

Nairobi accueillera les 11 et 12 mai 2026 le premier sommet Afrique-France jamais organisé dans un pays d'Afrique anglophone. Placé sous le signe de l'innovation et de la croissance et intitulé Africa Forward, l'événement réunira des chefs d'Etat et de gouvernement, mais aussi des chefs d'entreprise, conviés en ouverture à un grand forum d'affaires dédié au renouvellement du partenariat franco-africain et à ses potentialités hors du traditionnel « pré carré francophone »...

L'intention, à défaut d'être foncièrement originale, est louable. Elle s'appuie aussi un constat difficilement réfutable : l'Afrique de l'Est est une zone en croissance qui peut être porteuse pour le business français, car son image y est moins clivante que dans d'autres régions du continent. Le choix de Nairobi s'explique aussi par la qualité des relations personnelles entre Emmanuel Macron et William Ruto.

Disposant du PIB par habitant le plus élevé de la région (6 650 dollars, le double de celui de l'Éthiopie), le Kenya est l'économie la plus diversifiée de la région, reposant principalement sur les services (59 % du PIB). L'innovation technologique et financière y joue un rôle de catalyseur. La plateforme de paiement mobile M-Pesa, développée par Safaricom et Vodacom, symbolise cette réussite, qui a inspiré et essaimé sur l'ensemble du continent. Elle vient d'ailleurs de s'associer avec ADI, une blockchain émiratie. Les deux partenaires proposeront aux entreprises une

infrastructure de paiement adossée à un stablecoin arrimé à un dirham, pour faciliter leurs échanges internationaux.

Sous-performance relative

Les politiques restrictives mises en place depuis deux ans, dans le cadre de l'assainissement financier pour surmonter la double crise de la dette et des changes, continuent à peser sur l'activité, même si le taux directeur de la banque a été récemment ramené à 8,75 % (il avait culminé à 13,5 %). La croissance de l'économie kenyane, de 4,8 % en 2025, est inférieure d'un point à la croissance moyenne de la zone. La consolidation budgétaire laisse peu de marges de manœuvre à un gouvernement toujours fragile après les émeutes sociales de juin 2024.

Ce climat de défiance relative pèse également sur le niveau des investissements étrangers, dont les flux stagnent aux alentours de 1,5 milliard de dollars. Ils sont principalement orientés vers les énergies renouvelables, les infrastructures et les technologies. La Chine devance le Royaume-Uni comme premier investisseur, alors que la France émerge à la sixième place. Le poids de Pékin pourrait encore se renforcer après la signature en janvier 2026 d'un accord permettant un accès quasi-total en franchise de droits pour les produits kenyans sur le marché chinois.

Les échanges commerciaux avec la France, de leur côté, ont progressé de 16 %, pour s'établir à 336 millions d'euros. Curiosité statistique, ils étaient parfaitement à l'équilibre en 2025.

BAROMÈTRE CIAN 2025

POINTS FORTS

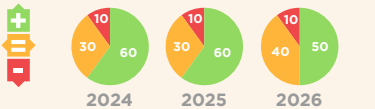
- Réseaux portuaire et aérien
- Réseaux et coût des télécoms
- Coût de la main d'œuvre
- Qualité du secteur bancaire

POINTS FAIBLES

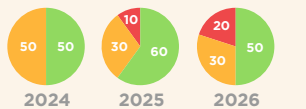
- Corruption
- Douanes, environnement fiscal

Note globale moyenne : 3 sur 5 ➡ vs 2024

TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



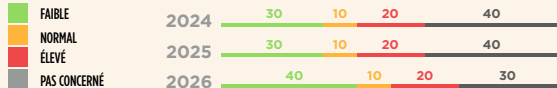
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



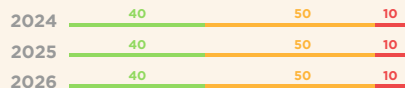
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



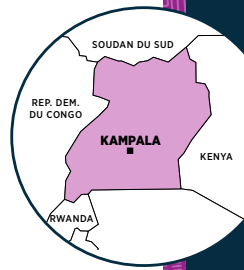
NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



OUGANDA

Tensions et surcoûts

Disputée dans un climat électrique, l'élection présidentielle du 15 janvier a débouché sur la reconduction attendue de Yoweri Museveni. Le projet d'oléoduc EACOP devrait bientôt entrer en service, mais ses recettes ont été revues à la baisse.



Président : Yoweri Museveni
Premier ministre : Robinah Nabbanja
Population (millions) : 54,8
Superficie (km²) : 241 600
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 3 273
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 6,4
Inflation 2025 (% , est.) : 3,8

Yoweri Museveni, 81 ans, a remporté sans surprise l'élection présidentielle à laquelle il concourait pour la sixième fois, avec 71,6 % des suffrages. Le scrutin, organisé le 15 janvier 2026 dans un climat d'extrême tension, a été marqué par une participation en repli de 7 % par rapport à 2021, à 52,5 %. Le principal opposant, le chanteur Bobi Wine, a recueilli 24,7 % des voix selon un décompte officiel qu'il a immédiatement contesté. Jouissant des faveurs de la jeunesse urbaine défavorisée, celui qui se fait appeler « le président du ghetto » a aussi dénoncé la mort d'une dizaine de ses partisans et les intimidations dont sa campagne a été la victime. Son domicile a été ciblé par un raid des forces de l'ordre au cours duquel sa femme a été violente, et il a lui-même plongé dans la clandestinité.

L'éruptif Muhoozi Kainerubaga, qui est à la fois fils et dauphin présumé du président Museveni et chef d'état-major de l'armée, s'est à nouveau distingué par des déclarations provocantes. Il a dit « souhaiter la mort de l'opposant Bobi Wine », avant de rétro-pédaler. Cette sortie au vitriol lui a valu les foudres du président de la Commission des Affaires étrangères du Sénat américain, qui a appelé les Etats-Unis à « réévaluer leur partenariat sécuritaire avec Kampala ». Cette crise tombe assurément mal : Washington est le premier pourvoyeur d'aide publique du pays.

Haute température

Sur le plan économique, l'Ouganda a enregistré une croissance de 6,4 % en 2025, supérieure d'un point à la moyenne des pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est. Les perspectives pour 2026 sont bien orientées, les prévisionnistes anticipant une progression de 7,6 %. L'année en cours devrait voir la mise en service de l'emblématique et controversé projet d'oléoduc EACOP, long de 1443 kilomètres, auquel participe TotalEnergies. Il doit relier les champs ougandais de Tilenga et Kingfisher à la ville tanzanienne de Tanga. Son taux d'avancement a dépassé les 80 % et le premier chargement est attendu pour le mois de juillet. La production pourrait atteindre 246 000 barils par jour. L'Ouganda affirme aussi ses ambitions dans la filière aval pétrolier en développant d'importantes capacités de stockage et de raffinerie. Les défis techniques sont sérieux. Le brut extrait étant épais et « cireux », il doit être maintenu à une température d'une cinquantaine de degrés pendant le transport et l'entreposage. La dérive des coûts du projet EACOP (5,6 milliards de dollars, supérieurs de 55 % à la prévision initiale) va vraisemblablement amener une révision à la baisse des recettes escomptées par Kampala. Elles pourraient diminuer de 53 %. Les autorités souhaitent également relancer le pavillon aérien national, Uganda Airlines, à la peine. Elles ont recruté Girma Wake, l'ancien président d'Ethiopian Airlines, pour restructurer la compagnie, qui dispose de six appareils.

BAROMÈTRE CIAN 2025

POINTS FORTS

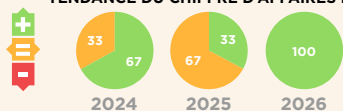
- Réseaux et coût des télécoms
- Coût de l'énergie
- Droit du travail
- Fiabilité des partenaires locaux

POINTS FAIBLES

- Réseau ferré
- Environnement fiscal
- Impact du secteur informel
- Corruption

Note globale moyenne : 3,3 sur 5 + vs 2024

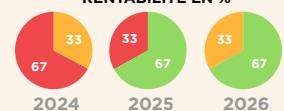
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



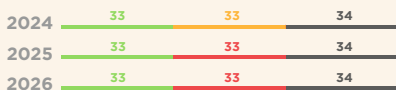
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



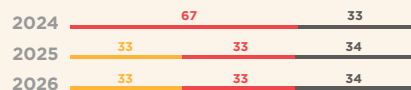
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



RWANDA

Vents contraires

Washington a haussé le ton en imposant des sanctions à l'armée rwandaise et à quatre de ses dirigeants, pour co-belligérance en RD Congo.

Après avoir longtemps bénéficié d'une certaine forme de mansuétude de la communauté internationale, malgré l'évidence de son implication aux côtés des rebelles congolais du M23, Kigali fait face désormais à une pression internationale plus marquée. Le 2 mars, le Trésor américain a édicté des sanctions à l'encontre des forces armées rwandaises et de quatre de ses hauts gradés, qui s'ajoutent à celles qui visent, depuis février 2025, l'ancien chef d'état-major James Kabarebe. Les Etats-Unis, qui ont mis tout leur poids pour parvenir aux accords de Washington, le 4 décembre 2025, estiment que la rupture du cessez-le-feu ayant abouti à la prise de la ville d'Uvira incombe d'abord aux forces rebelles et à leur soutien rwandais. Ces premières sanctions constituent d'abord un coup de



Président : Paul Kagame
Premier ministre : Edouard Ngirente
Population (millions) : 14,7
Superficie (km²) : 26 338
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 3 975
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 7,1
Inflation 2025 (% , est.) : 5

semonce diplomatique inédit. Leurs conséquences sur les partenariats et, plus globalement, sur l'aide internationale dont continue à bénéficier le Rwanda pourraient être préoccupantes pour l'image et la réputation financière du pays. Seront-elles suffisantes pour infléchir Paul Kagame, qui considère la crise dans l'est de la RDC comme un enjeu de sécurité nationale ?

En délicatesse avec Washington, Kigali peut toujours compter sur son allié qatari. Les projets d'investissements de l'Emirat au Rwanda dépassent les 2 milliards de dollars. Qatar Airways doit aussi financer, à hauteur de 60 %, le futur aéroport de Bugesera, destiné à faire de Kigali un hub aérien. Le chantier est estimé à 2,7 milliards de dollars.

SOMALIE

L'imbroglie somalilandais

La reconnaissance par Israël de l'indépendance de la république sécessionniste provoque une crise dont les conséquences sont encore difficiles à cerner.



Président : Hassan Cheikh Mohamoud
Premier ministre : Hamza Abdi Barre
Population (millions) : 18,1
Superficie (km²) : 637 500
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 1 602
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 3
Inflation 2025 (% , est.) : nc

La reconnaissance par Israël, le 26 décembre 2025, du Somaliland, a été accueillie comme une divine surprise à Hargeysa, la capitale de l'ancienne Somalie britannique, territoire qui a fait sécession de la Somalie en 1991. Elle a semé la consternation à Mogadiscio. La Somalie n'avait pas vraiment besoin de cela. Le pays était déjà la cible, depuis plusieurs mois, des quolibets de Donald Trump et de l'hostilité de son administration. L'irruption d'un acteur comme Israël pourrait faire voler en éclats les fragiles équilibres politico-tribaux et accélérer la partition du pays en provoquant un effet de contagion sur d'autres républiques fédérées tentées également par l'indépendance, comme la région du Puntland. Officiellement, l'Etat hébreu souhaite sécuriser le détroit de Bab el-Mandeb, théâtre

d'attaques des rebelles houthis contre ses navires. Mais d'aucuns prêtent aussi au gouvernement Netanyahu la volonté d'organiser une déportation de Palestiniens de Gaza dans la république sécessionniste.

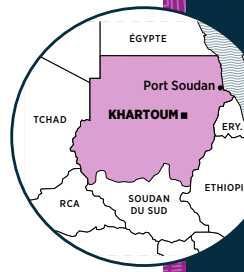
Fidèle au principe de respect des frontières héritées de la colonisation, l'Union africaine, rejointe par la plupart des pays arabes – sauf les Emirats – et par la Turquie, principal allié régional de la Somalie, a choisi de soutenir Mogadiscio. Mais les options paraissent limitées si Israël venait effectivement à déployer des soldats dans la région.

Malgré l'allègement de sa dette, l'économie somalienne, qui a ralenti en 2025, reste à la fois vulnérable et dépendante de l'aide extérieure et des transferts d'argent de la diaspora.

SOUDAN

Isolement croissant

Les rebelles des FSR perdent du terrain et ne peuvent plus compter que sur leurs soutiens émiratis. Mais la fin du conflit paraît encore lointaine.



Président du Conseil

de souveraineté :

Abdel Fattah al-Burhan

Population (millions) : 49,3

Superficie (km²) : 1 883 000

PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 2 115

Croissance du PIB réel,

2025 (% est.) : 3,2

Inflation 2025 (% est.) : 87,2

Chassé de la capitale dès les premiers jours de la guerre par les rebelles paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR), le gouvernement soudanais a opéré son retour à Khartoum le 12 janvier 2026. Le soutien appuyé de l'Égypte et de l'Arabie Saoudite, et celui, plus discret, de la Russie, ont permis aux forces loyalistes, qui s'étaient repliées à Port-Soudan, de reprendre l'avantage sur le terrain. Les FSR du général Mohamed Daglo « Hemetti » se sont rendues maîtresses de la totalité du Darfour, mais les exactions perpétrées lors de la prise d'Al Fasher en octobre 2025, filmées, embarrassent désormais jusqu'à leurs parrains émiratis. Le Tchad, longtemps accusé de faciliter l'armement des rebelles, leur a fermé sa frontière, après des incursions qui ont provoqué la mort de deux de ses soldats.

Même si une victoire des FSR semble désormais hautement improbable, la fin du conflit paraît encore lointaine. Le coût de la reconstruction se chiffrera en centaines de milliards de dollars. Le PIB a retrouvé une faible croissance en 2025, à 3,2%, après deux années de violente contraction (-20% en 2023 et -23% en 2024), alors que la valeur de la livre soudanaise face au dollar a été divisée par cinq. Les indicateurs conjoncturels suggèrent une très timide amélioration, avec un rebond technique de 9,5% attendu en 2026 et un début de ralentissement de l'inflation (87,2% en 2025). La moitié de la population vit toujours en situation d'insécurité alimentaire.

SOUDAN DU SUD

Rebond technique

La conjoncture s'améliore, mais la situation, économique comme humanitaire, demeure préoccupante, sur fond de conflits politiques.



Président : Salva Kiir

Vice-président : Riek Machar

Population (millions) : 13,7

Superficie (km²) : 644 000

PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 771

Croissance du PIB réel,

2025 (% est.) : 24,3

Inflation 2025 (% est.) : 97,5

Après s'être contractée de 26% en 2024, en raison de la chute de la production pétrolière et de l'arrêt de l'oléoduc reliant Juba à Port-Soudan, l'économie du Soudan du Sud a bien rebondi en 2025, avec une progression du PIB de 24,3%. Ce rebond technique pourrait se poursuivre en 2026, avec une croissance attendue de 22%.

Les hydrocarbures représentent 60% du PIB, et plus de 90% des recettes d'exportation. L'agriculture ne pèse que 14% mais assure la subsistance d'une majorité de la population du plus jeune pays d'Afrique, qui vit un état de crise permanente depuis sa création en juillet 2011. La situation humanitaire reste très préoccupante, avec une insécurité alimentaire chronique aggravée par la présence de centaines de milliers de réfugiés fuyant le conflit du

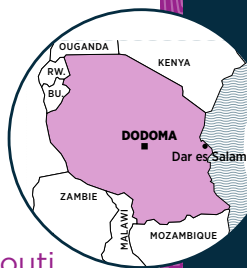
Soudan. L'inflation, encore mesurée à 97,5% en 2025, pourrait cependant fortement ralentir, à 15,8 cette année, selon les prévisions du FMI.

La situation politique reste tendue, avec des violences dans l'Etat de Jongléi. Des combats sporadiques se poursuivent entre les forces gouvernementales et celles de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), restées fidèles au vice-président Riek Machar, mis aux arrêts en mars 2025 et inculpé en septembre de « crimes contre l'humanité ». La vie politique sud-soudanaise a également été marquée par le limogeage, en novembre, d'un autre vice-président, Benjamin Bol Mel, numéro deux du parti au pouvoir et considéré jusqu'alors comme un successeur potentiel de Salva Kiir. Bol Mel avait été accusé de détournements massifs dans un rapport de l'ONU.

TANZANIE

Espoirs brisés

L'économie, portée par le secteur aurifère, le tourisme et la logistique, n'a rien perdu de sa vigueur. Mais les élections, qui ont abouti à une reconduction triomphale de la présidente Samia Suluhu, ont été marquées par une explosion de violence.



Président : Samia Suluhu Hassan
Premier ministre : Mwigulu Nchemba
Population (millions) : 71,2
Superficie (km²) : 947 300
PIB/hab 2024 (USD, ppa) : 4 220
Croissance du PIB réel, 2025 (% , est.) : 6
Inflation 2025 (% , est.) : 3,3

La présidente Samia Suluhu Hassan, 66 ans, première femme à exercer la magistrature suprême, va prolonger son bail de cinq ans. Elle a été réélue avec un score de 97,66 % des voix, lors du scrutin organisé le 29 octobre. Le principal parti d'opposition, le Chadema de Tundu Lissu, a été empêché de participer au scrutin, organisé dans un climat de violence inédit qui a surpris observateurs et diplomates. Plusieurs marches de l'opposition ont été dispersées à balles réelles, internet coupé, le couvre-feu instauré. Les bilans rapportés par les ONG et les chancelleries font état de 800 à 2 000 morts. Arrivée au pouvoir après le décès subit de John Magufuli, en 2021, Samia Suluhu Hassan a longtemps bénéficié d'une image de femme d'ouverture. Ses premières mesures, en faveur de l'opposition et des médias, avait été à l'origine d'un éphémère printemps tanzanien, entre 2021 et 2023, avant de laisser place à un durcissement.

L'ampleur des violences pourrait amener la Cour pénale internationale à se pencher sur le « dossier tanzanien ». Les Etats-Unis ont manifesté publiquement leur réprobation, tout comme le Kenya, principal partenaire commercial de Dodoma, et l'Union européenne. Une réévaluation des relations entre la Tanzanie et ses principaux bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux pourrait compliquer l'accès de Dodoma aux financements pour ses ambitieux programmes d'infrastructures, et, par ricochet, dissuader certains investisseurs. D'autant que, par ailleurs, de

nombreux opérateurs, locaux et étrangers, pointent une détérioration du climat des affaires et une multiplication des tracasseries fiscales, depuis environ 18 mois.

Vente d'or

Ces remous n'ont pas encore eu d'impacts tangibles sur la croissance, qui s'est élevée à 6 % en 2025 et pourrait accélérer à 6,3 % en 2026, sur fond d'inflation toujours contrôlée (3,3 %). Le dynamisme de l'activité est soutenu par l'agriculture, les services financiers et les mines. Le pays, qui reste faiblement endetté, tire profit de l'explosion des cours de l'or : le métal jaune représente un tiers de ses exportations. La loi fait obligation aux compagnies minières de céder 20 % de leur production à la Banque centrale. Celle-ci a d'ailleurs annoncé, en janvier, qu'elle allait procéder à une vente partielle de ses réserves, les recettes dégagées devant permettre de financer les programmes d'infrastructures, confrontés à une raréfaction des engagements.

Le secteur des transports et de la logistique a confirmé sa bonne tenue. Le trafic du port de Dar es-Salaam a augmenté de 16 % en volume (à 27,7 millions de tonnes) et de 17 % en valeur (4,8 milliards de dollars). Le tourisme reste florissant, avec 2,1 millions de visiteurs étrangers (173 000 voyageurs supplémentaires), pour des recettes avoisinant les 4,2 milliards de dollars.

BAROMÈTRE CIAN 2025

POINTS FORTS

- Réseau aérien
- Coût de la main d'œuvre et du transport maritime
- Coût du fuel

POINTS FAIBLES

- Corruption
- Efficacité administrative
- Environnement fiscal
- Système judiciaire

Note globale moyenne : **2,7 sur 5** ➡ vs 2024

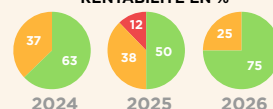
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



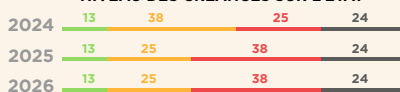
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



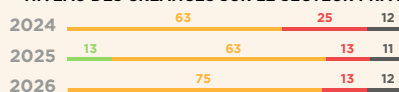
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



Ils sont présents au Forum Investir en Afrique, le jeudi 9 avril 2026 à Paris.



Le site de
l'événement

Intervenants confirmés au 20/03/26



Baidy Elféki AGNE
BUSINESS AFRICA
& CNP SÉNÉGAL



Khalil AL AMERICANI
VODACOM



Hervé BERVILLE
DÉPUTÉ DES CÔTES-D'ARMOR



Olivier CADIC
Sénateur des Français établis
hors de France



Eléonore CAROIT
MINISTÈRE DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES



His Excellency Ummar DIKKO
RADDA - KATSINA
STATE GOVERNMENT, NIGERIA



Mohamed DIOP
AGL



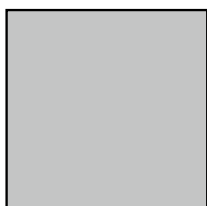
Koen DOENS
COMMISSION EUROPÉENNE



Jérôme de FRÉMONT
COMPAGNIE FRUITIÈRE



Etienne GIROS
CIAN



Louis KABAMBA WATUM
MINISTÈRE DES MINES
RDC



Denis Charles KOUASSI
IPS CNPS



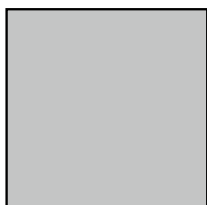
James KUATE
QANTARA ASSET MANAGEMENT



Alain LEMIEUX
PHOENIX CAPITAL



Arthur MINSAT
ORGANISATION POUR
LA COOPERATION ET LE
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE



Guylain NYEMBO
MINISTÈRE DU PLAN ET DE LA
COORDINATION DE L'AIDE AU
DEVELOPPEMENT - RDC



Olivier PARENT
GROUPE SOMDIA



Holy RANAIVOZANANY
AFRICA-EUROPE FOUNDATION



Rémy RIOUX
AFD



Papa Amadou SARR
PORTEO GROUP



Benoît CHERVALIER
AFRIQUE BUSINESS EUROPE &
MEDEF INTERNATIONAL



Vincent DI BETTA
Bpifrance



Jean-Paul HÉVIN
JEAN-PAUL HÉVIN CHOCOLATIER



Mehdi HOUAS
TALAN



Baptiste JEAUNEAU
POLARIA



Elisabeth MORENO
RING CAPITAL



Anne-Sophie NGOCK
MAISON MORINGA RITUALS



Philippe NGWALA MALEMBA
FONDS SOCIAL DE LA RDC



Kako NUBUKPO
CIRAD



Sandrine SORIEUL
CIAN



Junior TCHITEYA
PHOENIX CAPITAL



Lassina ZERBO
BURKINA FASO & RWANDA
ATOMIC ENERGY BOARD (RAEB)



Mohamed ZOGLAMI
AGENCE POUR LA FORMATION ET
LA RECHERCHE D'INTELLIGENCE
ARTIFICIELLE AFRICAINE



INVESTIR
EN AFRIQUE
2026

l'Opinion
Cian



Sous le haut patronage de
Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République

POUR UNE STRATÉGIE AFRIQUE 2030

JEUDI 9 AVRIL 2026 - 8H30 À 17H30

Novotel Paris centre Tour Eiffel



Inscription :
<https://www.forum-investir-en-afrique-lopinion.fr/>

PARTENAIRES

PLATINUM



GOLD



SILVER



MÉDIAS



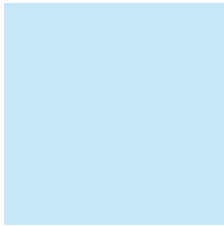
AVEC LE SOUTIEN DE



#ForumInvestirenAfrique



Le club français des entreprises en Afrique



**LES ENTREPRISES EN AFRIQUE,
AU CŒUR DE NOTRE ACTION**

Le Cian, en bref

Le Cian est l'organisation professionnelle française de référence qui fédère les entreprises actives en Afrique. Il associe également les acteurs institutionnels engagés dans le développement économique. Ouvert à toutes les entreprises présentes sur le continent africain ou souhaitant y développer leurs activités, le Cian rassemble des structures de toutes tailles – multinationales, ETI, PME-PMI, startups – et issues de secteurs variés : agro-industrie, BTP, transports, industrie, distribution, santé, finance, conseil...

L'ensemble des collaborateurs des entreprises membres peut prendre part aux événements et travaux du Cian, constituant ainsi un vaste réseau de dirigeants et d'experts qui connaissent et pratiquent l'Afrique au quotidien.

Indépendant, le Cian est intégralement financé par ses adhérents.

1979

création du Cian

130

entreprises adhérentes

1500

dirigeants membres

75 %

du volume d'affaires réalisé entre l'Afrique et la France

60

milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel réalisé par ses adhérents en Afrique

Une organisation expérimentée et agile

L'équipe permanente

assure le fonctionnement de l'association, son animation et sa visibilité. Elle est à l'écoute des adhérents tout au long de l'année pour les accompagner dans leurs projets et sur le continent africain.

Le comité directeur

rassemble chaque mois tous les présidents des commissions et les experts qui conseillent le Cian.

Le conseil d'administration

composé d'une vingtaine de sociétés de différents secteurs, se réunit trois fois par an.



Sandrine SORIEUL - Directrice générale

Etienne GIROS - Président

Stephen DECAM - Secrétaire général



Depuis 2018, le Cian assure la présidence de l'EBCAM, l'association européenne qui regroupe ses homologues de 14 pays. Cela lui donne un accès privilégié à la Commission européenne. www.ebcam.eu



Conseil d'administration du Cian (au 1^{er} mars 2026)

PRÉSIDENT

Etienne Giros ancien directeur Afrique
du Groupe BOLLORÉ

VICE-PRÉSIDENTS

Michel Roussin ancien ministre

Jérôme Fabre président de la COMPAGNIE FRUITIÈRE

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET TRÉSORIER

Stephen Decam ancien directeur général délégué
de CFAO

ADMINISTRATEURS

Fabrice André senior vice president Orange operations
in Central, Southern Africa and Indian
Ocean d'ORANGE MEA

Ahmadou Bagayoko directeur général d'ERANOVE

Richard Bielle président du directoire de CFAO

François Bloch directeur Afrique, Asie, Méditerranée
et Outre-Mer, Banque de détail
de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Gregory Clerc directeur général du Groupe CASTEL

Steven Daines directeur des relations internationales
et de l'engagement public d'ACCOR

Hugues Degouy secrétaire général Afrique et océan
Indien d'IMPERIAL TOBACCO

Mohamed Diop directeur général délégué Afrique
d'AGL

Séverine Fadairo Lemon responsable activités export Afrique
de L'OREAL

Patrice Fonlladosa président du Think tank (Re)Sources

Seyf Ismail responsable adjoint Région Afrique
de BNP PARIBAS

Jean Lasbordes head of Market Intelligence and
Prospective TOTALENERGIES

Christophe Laurent président de SOGEA-SATOM

Grégory Ligny vice président Africa,
de THALES INTERNATIONAL

Tarafa Marouane président du directoire
de la COMPAGNIE OPTORG

Olivier Parent président directeur général de SOMDIA

Jean-Marc Pouchol vice-président Afrique d'AIRFRANCE

Francis Rougier président directeur général
de ROUGIER SA

Alain Taïeb président du Groupe MOBILITAS

COMITÉ D'HONNEUR

Pierre Arnaud ancien directeur général de PROPARCO

Le Cian, au service de ses membres



RÉSEAU

Renforcer ses réseaux d'affaires et ses contacts institutionnels

Les adhérents du Cian bénéficient de mises en relation pour échanger avec leurs pairs, partager leurs expériences et nouer des collaborations fructueuses.

Reconnu par l'écosystème politique et économique africain, le Cian est un interlocuteur de référence des pouvoirs publics, des médias et des décideurs sur les enjeux africains en France et en Europe. Il s'appuie sur des partenariats solides avec des réseaux tels que les CCE, la CPCCAF, Eurocham, CCI France International, ainsi qu'avec des associations et fondations comme l'Alliance des patronats francophones, le Club Francorisk, la Ferdi ou Friends of Nigeria. Les adhérents reçoivent un agenda Afrique recensant les principaux forums et rendez-vous économiques en France et sur le continent.

EXPERTISE

Informier et conseiller

Le Cian accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement afin de renforcer leur capacité à piloter leurs affaires en Afrique. Cette expertise se traduit par l'organisation régulière de commissions thématiques, la publication de guides pratiques et la diffusion de notes techniques et de *position papers*.

A la demande, le Cian intervient également au sein des entreprises ou lors de leurs événements pour apporter un éclairage stratégique et opérationnel sur les enjeux africains.



INFLUENCE

Porter la voix des entreprises en Afrique et en Europe.

Le Cian défend et promeut les intérêts des entreprises engagées en Afrique et en Europe. Il développe un plaidoyer fondé sur les valeurs de ses membres et sur les grands enjeux d'actualité. Il représente le secteur privé auprès des Etats, des ambassades et des bailleurs de fonds internationaux (AFD, Banque mondiale, BAD), tout en contribuant à façonner une perception plus juste et dynamique du continent, en luttant contre les préjugés qui freinent son développement.

Le Cian porte également le plaidoyer des entreprises auprès d'organisations internationales telles que l'OCDE et l'Ohada. Par ses prises de parole lors des grands rendez-vous consacrés à l'Afrique, le Cian relaie et amplifie les messages en faveur des entreprises et de la promotion du continent.

Activités des commissions en 2025

Des commissions thématiques

Présidées par des experts, les sept commissions thématiques du Cian proposent, tout au long de l'année, des séquences de travail sur des thématiques utiles aux entreprises. Les adhérents apportent leurs contributions et leurs retours d'expérience. Ils y rencontrent aussi leurs homologues et les pouvoirs publics. Grâce à la visioconférence, des participants éloignés peuvent apporter leur témoignage et écouter les débats.

 Les débats sont rediffusés sur la chaîne Youtube du Cian.



Commission DIGITAL

Les sujets abordés par la commission Digital, présidée par Jean-Michel Huet, associé en charge du desk Afrique de BearingPoint, illustrent avec précision les défis et opportunités liés à la transformation numérique du continent africain.

En 2025, le numérique en Afrique se confirme comme un levier majeur de transformation économique, institutionnelle et sociale. Plusieurs dynamiques convergentes témoignent de la maturation progressive des écosystèmes digitaux du continent. L'intelligence artificielle (IA) gagne en importance, portée par l'augmentation des données locales, le développement de hubs technologiques et l'intérêt croissant des gouvernements pour ses applications dans l'agriculture, la santé, l'éducation ou les services publics. Les principaux défis concernent désormais la souveraineté des données, la formation des talents et l'adaptation des modèles d'IA aux réalités linguistiques et économiques africaines.

Le commerce électronique continue de se développer, soutenu par l'essor du mobile money, l'amélioration logistique dans les grandes villes et l'émergence de marketplaces régionales. Cette croissance s'accompagne d'une attention renforcée à la cybersécurité et à la protection des données personnelles, devenues essentielles pour instaurer la confiance numérique. De nombreux pays renforcent leurs cadres réglementaires et leurs agences de cybersécurité.

Parallèlement, l'e-gouvernement et les initiatives CivicTech transforment la relation entre citoyens et administrations. L'identité numérique, la dématérialisation des services publics et les plateformes participatives améliorent la transparence, l'efficacité administrative et l'accès aux droits.

Dans le secteur financier, le déploiement de commutateurs nationaux, de schémas de paiement régionaux et de solutions de RegTech favorise l'interopérabilité entre banques, fintechs et opérateurs mobiles. Cette infrastructure constitue un pilier de l'inclusion financière, facilitant paiements instantanés, bancarisation et supervision réglementaire.

Enfin, ces transformations reposent sur l'expansion continue des infrastructures numériques – fibre optique, data centers, réseaux mobiles haut débit et points d'échange Internet. Leur financement et leur résilience demeurent des enjeux stratégiques pour soutenir la croissance des usages numériques à l'échelle du continent.

Ces quatre sujets ont été traités lors des réunions de 2025.



Les guides et chartes du Cian

Le Cian édite des guides pratiques sur des thématiques transverses, au cœur des métiers de ses adhérents. Il publie aussi des chartes sur les bonnes pratiques des investisseurs en Afrique, conformes aux valeurs de ses membres.



Commission RSE et ODD

Pierre-Samuel Guedj, fondateur du cabinet Affectio Mutandi, préside cette commission consacrée aux droits humains, au développement durable et à l'engagement des entreprises en Afrique.

En 2025, la commission a centré ses travaux sur la mesure de l'impact positif au regard des Objectifs de développement durable (ODD).

Une première séquence, organisée en janvier avec le cabinet Asafo, a exploré l'intégration d'objectifs d'impact dans les partenariats public-privé, à travers les retours d'expérience d'Infraboost, WAPP, Meridiam et Tactis, notamment sur l'inclusion des communautés et les mécanismes de financement mixte.



En mars, un panel en duplex avec Libreville a mis en lumière les initiatives RSE menées au Gabon par des acteurs tels que le Groupe Rougier, Setrag, Arise et Sobraga (Groupe Castel).

En novembre, une troisième rencontre a porté sur le rôle et l'impact des fondations d'entreprise et de la philanthropie en Afrique, avec les contributions du groupe Somdia, de l'AFD, du Centre Français des Fonds & Fondations, du centre d'expertise Philanthropie de l'OCDE, de la Fondation Avril et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Enfin, la dernière séquence de 2025 a abordé la montée en puissance des exigences environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) en Afrique, en présence de représentants des réseaux togolais et ivoiriens de compliance et de gestion des risques, impliqués dans le développement de l'Africa ESG Hub au sein de la BAD.

Parmi les prochains axes de travail figurent la résilience et l'adaptation au changement climatique, ainsi que les partenariats opérationnels avec les ONG et les collectivités territoriales dans le cadre de la coopération décentralisée.



Après plusieurs réunions consacrées à la situation macroéconomique des pays africains et à l'analyse des décisions du président Donald Trump en 2024, la Commission a poursuivi ses travaux en 2025 en cherchant à approfondir la compréhension des mécanismes du crédit carbone et de leurs perspectives pour l'Afrique, continent riche en forêts primaires à forte capacité de séquestration du CO2. Ces réflexions ont été nourries par les interventions d'un chercheur de l'Institut français des relations internationales, d'un représentant de la Banque ouest-africaine de développement ainsi que d'un associé du cabinet Cleary Gottlieb Steen & Hamilton.

En 2026, nous reviendrons sur les enseignements des Rencontres de printemps de la Banque mondiale et du FMI. Nous aborderons le sujet de la *blended finance* (ou finance mixte), qui combine les capitaux privés aux apports des bailleurs de fonds ou à des fonds philanthropiques pour développer des projets durables.



Commission ECONOMIE et FINANCE

La Commission Economie & Finance est présidée par Mathilde Périnet, directrice au sein du cabinet Global Sovereign Advisory. Son objectif : offrir aux entreprises françaises un éclairage stratégique sur les dynamiques économiques et financières qui façonnent le continent.



Commission RH

Présidée par Igor Rochette, directeur Afrique du cabinet MichaelPage, cette commission explore les grands axes de la politique RH des entreprises : recrutement, fidélisation des talents, gestion des carrières et des rémunérations.

En février, la commission s'est penchée sur le phénomène des "repats", ces Africains d'origine qui choisissent de revenir s'installer sur le continent pour y développer leur carrière. Ce thème d'actualité a été approfondi en juillet avec la présentation par Yannick Mekwegne, président de l'African Business Club, et Patrick Placktor, directeur Afrique chez Alexander Hughes, de la première enquête dédiée à cette population, alors que ces profils suscitent un intérêt croissant des entreprises et des recruteurs.



En juin, un débat coanimé par Erick Maville, président de la commission Santé, a mis en lumière le paradoxe des ressources humaines dans le secteur de la santé en Afrique : une pénurie de main-d'œuvre qualifiée qui coexiste avec un chômage persistant parmi des professionnels pourtant formés. Les échanges ont réuni notamment un représentant de Sanofi, des responsables de l'Institut Européen de Coopération et de Développement (IECD), ainsi qu'un acteur spécialisé dans la formation.

L'année s'est achevée par une table ronde consacrée à l'accompagnement de l'expatriation en entreprise. Alix Carnot (Expats Communications) et Delphine Duroux (Cindex) ont partagé leurs recommandations pour mieux accompagner les cadres, tant au départ en mission qu'au retour dans leur pays d'origine.

Parallèlement, la commission a continué à répondre de manière personnalisée aux sollicitations spécifiques de ses adhérents.



Commission JURIDIQUE et FISCAL

Présidée par Jean-Jacques Lecat, avocat à la Cour, cette commission propose d'accompagner les directeurs juridiques et fiscaux dans le suivi de l'actualité légale et fiscale sur le continent.

La première réunion de la commission a été consacrée à la revue des changements apportés par les lois de finances en Afrique, présentée comme tous les ans par l'équipe Afrique de CMS Francis Lefebvre. La commission a ensuite traité, avec les avocats du cabinet Bird & Bird, et conjointement avec la commission Santé et la commission Digital, des enjeux et de l'évolution du cadre juridique de la protection des données et de la cybersécurité sur le continent.

La dernière réunion de l'année a porté sur la dynamique créée par l'organisation au Maroc de la coupe du monde de football en 2030. Les opportunités offertes par l'accélération de la transformation économique et territoriale du pays mise en œuvre à cette occasion ont été soulignées par Moncef Belkhayat, ancien ministre de la Jeunesse et des Sports, et les avocats du cabinet LPA Law, avec lequel cette réunion était organisée. Ces derniers ont détaillé les leviers juridiques et fiscaux qui accompagnent cette dynamique.





Commission SANTÉ

Présidée par Erick Maville, président de SEE, la commission Santé s'adresse à tous ceux qui s'intéressent à l'évolution des systèmes de santé en Afrique, à la lutte contre les maladies endémiques et aux actions de prévention. Les entreprises opérant sur le continent cherchent non seulement à protéger la santé de leurs employés et de leurs ayants droit, mais aussi à s'engager, dans le cadre de leur responsabilité sociale, auprès des communautés locales.



Commission MAÎTRISE DES RISQUES

Présidente et fondatrice de la filiale française du cabinet PBL Global, leader mondial du courtage en assurance des risques de crédit et politiques, Lucia Pétry a pour objectif de fédérer, au sein de cette nouvelle commission, l'ensemble des expertises liées à la gestion des risques en Afrique.

La commission Santé a poursuivi en 2025 son cycle de conférences conjointes en organisant trois réunions sur des thématiques clés pour les entreprises et d'importance stratégique pour la santé publique et le développement en Afrique.



En avril, une conférence coorganisée avec d'autres commissions et en partenariat avec le cabinet Bird & Bird, a abordé les enjeux de cybersécurité et de protection des données sensibles, ainsi que les solutions pour répondre aux défis liés à la transformation numérique.

En juin, la commission conjointe Santé et Ressources Humaines a mis en lumière le paradoxe « pénurie/chômage » des ressources humaines dans le secteur de la santé en Afrique, en identifiant les stratégies et initiatives locales à travers les expériences de l'IECD (en RDC) et de Sanofi Global Health Unit (Guinée). En novembre, une réunion sectorielle a exploré les nouveaux modèles de financement de la santé sur le continent, avec la participation de la Fondation Orange Guinée, de la Fondation Gates et du Groupe GGA. Cette session était particulièrement attendue dans le contexte des coupes budgétaires de l'administration Trump et de la baisse générale de l'aide publique au développement (APD). Elle a fait l'objet d'un plateau spécial dans l'émission *Eco d' Ici, Eco d'Ailleurs* sur RFI, animée par Bruno Faure.

Sous la direction de son président, la commission a piloté le groupe de travail sur la santé pour le Forum d'Affaires EABF 2025, tenu en novembre à Luanda, et participé à la rédaction de la Business Déclaration finale, présentée lors du sommet des chefs d'Etat Europe-Afrique qui a suivi.

.....

Anticiper pour sécuriser : la commission Maîtrise des Risques se donne pour mission de transformer l'incertitude en levier de décision stratégique. Décrypter les mutations complexes des environnements d'affaires pour offrir aux dirigeants une lecture lucide des menaces – et des opportunités ! – et ce, de la volatilité politique à la sécurité des actifs. L'ambition de cette commission : discuter de solutions concrètes de réduction des risques et sécuriser durablement les investissements des membres du Cian sur le continent africain.

La première réunion sera consacrée aux enjeux liés aux opérations de fusion-acquisition. Elle formulera des recommandations concrètes afin de sécuriser les transactions et de réussir cette phase stratégique de croissance sur le continent africain.

Faire converger l'action européenne vers les besoins des entreprises en Afrique : l'action européenne du Cian via l'EBCAM



En 2025, l'action européenne du Cian s'est déployée principalement via l'European Business Council for Africa (EBCAM), dont il assure la présidence tournante. L'objectif principal a été de renforcer l'implication des entreprises européennes dans la mise en œuvre de la stratégie Global Gateway. Plusieurs *policy papers* ont orienté l'approche vers les besoins concrets des entreprises, plaidant pour des mécanismes adaptés, tels que des appels à projets et des outils en amont. Cette démarche a abouti à la création fin 2025 du *Global Gateway Early-Stage Investment*, un nouvel instrument de financement destiné à soutenir la préparation de projets sur le continent. Parallèlement, l'EBCAM a contribué à l'organisation de l'UE-Africa Business Forum (EABF), en marge du 7^e Sommet Europe-Afrique (24-25 novembre 2025). Une *Business Declaration*, élaborée avec un noyau d'organisations européennes et africaines, y a été présentée aux chefs d'Etat. L'EBCAM a également coprésidé les groupes de travail sur l'agroalimentaire et la santé, dont le travail sera poursuivi en 2026 pour identifier les obstacles et nourrir le dialogue public-privé entre l'Union européenne et l'Union africaine.

Grâce à ces initiatives, l'EBCAM confirme son rôle central dans la coordination de l'action européenne en faveur des entreprises en Afrique.

Les événements du Cian

Les déjeuners-débats

Trois fois par an, le Cian invite une personnalité à prendre la parole lors d'un déjeuner qui réunit ses adhérents et son réseau. En 2025, M. Thani Mohamed Soilihi, ministre délégué chargé de la Francophonie et des Partenariats internationaux, a inauguré la série d'interventions. En juin, M. Gregory Clerc, directeur général du groupe Castel, a partagé son regard sur le monde de l'entreprise. Et en octobre, le politologue M. Frédéric Encel est intervenu sur la conjoncture internationale.

Le Forum Investir en Afrique Un rendez-vous incontournable pour l'investissement en Afrique

Depuis 15 ans, la publication du rapport du Cian s'accompagne d'un Forum consacré à l'investissement en Afrique, organisé à Paris. Cet événement rassemble des délégations africaines et des décideurs publics et privés dans un format dynamique, permettant d'aborder une large gamme de sujets stratégiques. L'objectif : valoriser une Afrique en pleine transformation, innovante et résiliente face aux défis mondiaux, notamment en matière de souveraineté et de transition climatique.

En 2025, ministres, chefs d'entreprise et directeurs d'agences gouvernementales d'une dizaine de pays africains ont pris part aux panels et ateliers, aux côtés de représentants du gouvernement et du secteur privé français. Plusieurs milliers de participants ont suivi les débats, retransmis en direct sur les réseaux sociaux. L'événement a également offert un cadre privilégié pour le networking, favorisant de nombreux échanges informels, notamment lors du cocktail déjeunatoire.



Le Forum, en chiffres

- +1 600 participants le jour J
- +35 nationalités représentées
- +12 000 replays
- 5 délégations officielles
- +30 partenaires

L'équipe du Cian

BUREAU

Président

Etienne Giro

Secrétaire général

Stephen Decam

Directrice générale

Sandrine Sorieul

Communication

Virgil Ivan

Secrétariat

Tassee Mewhoor

contact@cian.asso.fr

Tél. : +33 (0)1 45 62 55 76

COMMISSIONS

COMMISSION DIGITAL

Président : Jean-Michel Huet

Associé de BearingPoint

jean-michel.huet@bearingpoint.com

COMMISSION ÉCONOMIE ET FINANCE

Présidente : Mathilde Périnet,

Directrice de GSA

mperinet@globalsov.com

COMMISSION JURIDIQUE ET FISCAL

Président : Jean-Jacques Lecat,

Avocat à la Cour

jj.lecat@jjl-avocat.fr

COMMISSION MAÎTRISE DES RISQUES

Présidente : Lucia Pétry

Présidente de BPL France

lucia.petry@bpl-insurance.com

COMMISSION RH

Président : Igor Rochette

Directeur de Michael Page Africa

IgorRochette@michaelpage.fr

COMMISSION RSE ET ODD

Président : Pierre-Samuel Guedj

Président fondateur

d'Affectio Mutandi

ps.guedj@affectiomutandi.com

COMMISSION SANTÉ

Président : Erick Maville,

Président de Santé en Entreprise

emaville@santeenentreprise.com

EXPERTS

AFRIQUE DU NORD

Saddek Fenardji

Consultant

sfenardji@hotmail.com

AFRIQUE DE L'OUEST

Pierre Jacquemot

Président du Groupe initiatives

pierre.jacquemot@gmail.com

AFRIQUE CENTRALE

Patrick Sevaistre

Conseiller du commerce extérieur

sevaistre.patrick@gmail.com

AFRIQUE ANGLOPHONE

Jacques Manlay

Conseiller du commerce extérieur

jacques.manlay@orange.fr

DÉLEGUÉ AUPRES DES INSTITUTIONS EUROPÉENNES

Patrick Sevaistre

Conseiller du commerce extérieur

sevaistre.patrick@gmail.com

DÉLEGUÉ AUPRÈS DES INSTITUTIONS RÉGIONALES AFRICAINES

Alain Fénéon

Avocat, consultant Editions Juris

Africa

contact@feneon.org

POUR EN SAVOIR PLUS ET ADHÉRER

www.cian-afrique.org

Conseil français des investisseurs en Afrique

45 rue de la Chaussée d'Antin, 75009 Paris – France

Tél : +33 (0)1 45 62 55 76 – contact@cian.asso.fr



Acteur majeur du BTP sur le continent africain, nous sommes présents dans plus de vingt pays, à travers notre réseau d'agences et de filiales locales.

Nous accompagnons le développement d'une Afrique moderne, engagée et ouverte sur le monde.



Hydraulique - WTP de Kagera en Ouganda



Bâtiment - Hôtel 5 étoiles Le Caroussel au Maroc



Génie civil - Pont de Niamey au Niger



Route - Route des pêches au Bénin

SGRT : VOTRE INVESTISSEMENT EN OR TOKENISÉ MOTEUR DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.



L'avenir se construit aujourd'hui sur
www.axis.gouv.cd



**FONDS SOCIAL
DE LA RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE DU CONGO**



**PHOENIX
CAPITAL B.V.**
Sint Maarten D.W.I.